

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DE MAYO DANAY

COMMUNE DE TCHATIBALI

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work - Fatherland

FAR NORTH REGION

MAYO DANAY DIVISION

TCHATIBALI COUNCIL



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE TCHATIBALI

Réalisé par:

GRUPE D'INITIATIVE COMMUNE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT(GRADEV)

B.P. 1235 Garoua. Tél:(237) 99. 79. 49. 60 / 77. 25. 03. 68 / 99. 63 .09. 35. /97. 69. 31. 06

E-mail: gradev_gic2002@yahoo.fr

Financement: PNDP

Année: Décembre 2011



Résumé

Le Cameroun, par la révision constitutionnelle du 18 janvier 1996 est devenu un Etat unitaire décentralisé, qui reconnaît en son sein les communes en tant que collectivités territoriales décentralisées. La mise en œuvre du processus de décentralisation s'est accélérée avec la promulgation le 22 juillet 2004 des lois N° 2004/017 portant orientation de la décentralisation, N°2004/018 fixant les règles applicables aux communes. Le partenariat avec les secteurs privés **national nationaux** et étrangers est l'une des articulations majeures du rôle économique de l'Etat préconisée à travers la vision de développement à long terme. Au plan interne, une réforme importante du cadre législatif a été entreprise et le partenariat Etat/ secteur privé est actuellement régi par un cadre juridique articulé autour de la loi N° 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat. Comme tous les autres pays de la sous-région **avait avaient** entrepris la politique de développement des populations tout en conjuguant les efforts de celles-ci dans la contribution participative. Cette politique visait également la préparation du pays à la décentralisation.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a au centre de ses actions l'appui à la Commune et ses Communautés afin de permettre aux populations en milieu rural de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Dans la région de l'Extrême-Nord et dans le département de Mayo-Danay, la Commune de Tchatabali est l'une des bénéficiaires de cette action. Son mécanisme d'intervention passe par les Diagnostic d'Espace Urbain communal (DEUC), Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le Plan Communal de Développement (PCD) élaborés de façon participative par les populations bénéficiaires avec une forte implication de la société civile. C'est dans cette perspective qu'intervient le GIC GRADEV pour appuyer ladite commune dans cette mission. Le PCD est un document indispensable de référence dont se serviront les responsables de la commune pour négocier et obtenir les appuis financiers des partenaires au développement afin de leur permettre ainsi d'œuvrer pour l'amélioration durable de leurs conditions de vie. Le but du PCD est de plusieurs ordres à savoir:

- Rechercher le partenaire avec les acteurs externes et internes;
- Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenants dans l'espace communale;
- Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans le choix des investissements et des actions de développement.

Le mécanisme d'intervention du processus de développement passe par les Diagnostic d'Espace Urbain communal (DEUC), Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le Plan Communal de Développement (PCD) élaborés de façon participative par les populations bénéficiaires avec une forte implication de la société civile. C'est dans cette perspective qu'intervient le GIC GRADEV pour appuyer ladite commune dans cette mission. Le GIC GRADEV est un organisme d'appui local spécialisé dans les prestations de services dans le cadre du développement. Il est créé en 2002 par des cadres ayant une longue expérience en matière de développement participatif. Il a son siège social à Garoua, Région du Nord.

Le PCD est un document indispensable de référence dont se serviront les responsables de la commune de Tchatabali pour négocier et obtenir les appuis financiers des partenaires au développement afin de

leur permettre ainsi d'œuvrer pour l'amélioration durable de leurs conditions de vie **des populations**. Ce Plan Communal de Développement a pour objectif global d'améliorer les conditions de vie des populations et à les amener à lutter plus efficacement contre la pauvreté en s'inspirant du document des stratégies pour la croissance et l'emploi (DSCE) et les objectifs mondiaux à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les problèmes prioritaires de ce plan sont issus du plan de campagne de l'exécutif communal et des cadres logiques élaborés par secteur. Les actions issues du plan de campagne sont priorisées par les acteurs politiques au niveau du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et s'élève à **Trois Cent Trente Cinq Millions Cent Soixante Dix Mille (335 170 000) francs CFA** en recettes et dépenses.

Au total le PCD s'élève à Douze Milliards Cent Quarante Quatre Millions Cent Un Mille (12 144 101 000) francs CFA.

Tables des matières

1	INTRODUCTION	1
1.1	CONTEXTE ET JUSTIFICATION GENERALE	1
1.2	LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE TCHATIBALI	1
1.3	OBJECTIF DU PCD.	2
1.4	STRUCTURE DU DOCUMENT	2
2	METHODOLOGIE	3
2.1	GENERALITES	3
2.2	PRESENTATION DU GROUPE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT (GRADEV).....	4
2.3	PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.	5
2.3.1	<i>Préparation au niveau de l'OAL.....</i>	<i>5</i>
2.3.2	<i>Préparation au niveau communal.....</i>	<i>5</i>
2.3	COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.....	5
2.3.3	<i>Diagnostic participatif niveau village (DPNV).</i>	<i>5</i>
2.3.4	<i>Diagnostic institutionnel communal(DIC).....</i>	<i>6</i>
2.3.5	<i>Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC).</i>	<i>6</i>
2.4	CARTOGRAPHIE ET CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC.....	6
2.5	ATELIER DE PLANIFICATION DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION.	7
3	PRESENTATION DE LA COMMUNE	8
3.1	MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE TCHATIBALI.....	8
3.1.1	<i>Localisation de la commune</i>	<i>8</i>
3.1.2	<i>Description du milieu biophysique.....</i>	<i>9</i>
3.1.2.1	Climat	9
3.1.2.2	Sols	9
3.1.2.3	Relief.....	9
3.1.2.4	Hydrographie.....	9
3.1.2.5	Flore et végétation	9
3.1.2.6	Faune.....	10
3.1.2.7	Aires protégées.....	10
3.1.2.8	Ressources minières.....	10
3.1.2.9	Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique	10
3.1.2.9.1	Atouts /potentialités.....	10
3.1.2.9.2	Contraintes	10
3.1.3	<i>Description du milieu socio-économique.....</i>	<i>10</i>
3.1.3.1	Histoire de la commune	10
3.1.3.2	Démographie.....	11
3.1.3.2.1	Taille et structure de la population.....	11
3.1.3.2.2	Groupes ethniques et relations inter-ethniques	11
3.1.3.2.3	Religion	11
3.1.3.2.4	La mobilité dans l'espace urbain de Tchatibali	11
3.1.3.3	Caractérisation des populations vulnérables	12
3.1.3.3.1	Cas des peuples autochtones	12
3.1.3.3.2	Autres populations vulnérables.....	12
3.1.3.4	Organisation sociale	12
3.1.3.5	Organisations socio économiques au niveau de l'espace urbain	12
3.1.4	<i>Couverture en services sociaux et infrastructures par secteur</i>	<i>12</i>
3.1.4.1	Infrastructures de communication	12

3.1.4.2	Infrastructures scolaires	14
3.1.4.2.1	Education de base.....	14
3.1.4.2.2	Enseignement secondaire.....	15
3.1.4.3	Infrastructures sanitaires.....	15
3.1.4.3.1	Centre Médicale d'Arrondissement.....	15
3.1.4.3.2	Centre de Santé Intégré (CSI) de Werféo.....	15
3.1.4.4	Infrastructures routières	15
3.1.4.5	Infrastructures hydrauliques	16
3.1.4.6	Infrastructures d'élevage et situation du cheptel	16
3.1.4.7	Infrastructures de culture et loisirs	17
3.1.4.8	Autres infrastructures et commodités	17
4	SYNTHESE DES RESULTATS	18
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC DE L'INSTITUTION COMMUNALE	18
4.1.1	<i>Gestion des ressources humaines.....</i>	<i>18</i>
4.1.1.1	Organigramme actuel de la commune de Tchatabali.....	18
4.1.1.2	Exécutif Communal.....	25
4.1.1.3	Personnel Communal	26
4.1.1.4	Politique de gestion des ressources humaines au sein de la Commune de Tchatabali	29
4.1.1.5	Organisation et fonctionnement des services	30
4.1.1.5.1	SERVICE DU SECRETARIAT GENERAL.....	30
4.1.1.5.2	SERVICE DE LA RECETTE MUNICIPALE	31
4.1.1.5.3	SERVICE DU SECRETARIAT D'ETAT CIVIL	32
4.1.1.5.4	SERVICE DU SECRETARIAT PARTICULIER DU MAIRE	33
4.1.1.5.5	SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES, CULTURELLES ET SPORTIVES.....	33
4.1.1.5.6	SERVICE D'HYGIENE ET SALUBRITE	34
4.1.1.6	Organisation et fonctionnement du Conseil municipal	35
4.1.2	<i>Ressources financières de la commune</i>	<i>37</i>
4.1.2.1	Situation des recettes au cours des trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010) sur la base des BP et CA:	37
4.1.2.2	Evolution de recouvrement des recettes au cours des trois derniers exercices 2008, 2009 et 2010 sur la base du CA :	38
4.1.2.3	Evolution des dépenses au cours des trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010) sur la base du CA :	39
4.1.2.4	Exécution budgétaire au cours des trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010) sur la base du CA: ..	39
4.1.2.4.1	Etat des recettes	39
4.1.2.4.2	Etat des dépenses.....	40
4.1.3	<i>Patrimoine communal.....</i>	<i>40</i>
4.1.3.1	Inventaire et typologie du patrimoine communal.....	40
4.1.4	<i>Gestion des relations.....</i>	<i>45</i>
4.1.4.1	Les différents partenaires de la commune de Tchatabali.....	45
4.1.4.2	Les axes /contenus de collaboration avec les différents acteurs:	46
4.1.4.2.1	Avec les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) et la Tutelle:	46
4.1.4.2.2	Avec les projets/Programmes/ONG/Association de développement	46
4.1.4.2.3	Avec les communes voisines et la CVUC:.....	46
4.1.4.2.4	Avec les entreprises et autres opérateurs privés :.....	47
4.1.4.2.5	Avec les autorités traditionnelles et confessions religieuses:.....	47
5	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	48
5.1	SYNTHESE DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DE LA COMMUNE	48
5.1.1	<i>Forces et faiblesses de l'institution communale :.....</i>	<i>48</i>
5.1.2	<i>Opportunités et contraintes de l'institution communale</i>	<i>49</i>
5.2	PRINCIPAUX AXES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET PISTES D' ACTIONS PRIORITAIRES.....	50
5.2.1	<i>Principaux axes de renforcement</i>	<i>50</i>
5.2.2	<i>Pistes d'actions prioritaires</i>	<i>52</i>

5.2.2.1	Au niveau du personnel et fonctionnement de la commune:	52
5.2.2.2	Au niveau de l'économie:	52
5.2.2.3	Au niveau des infrastructures sociales:	52
5.3	PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	54
5.3.1	<i>Matrice d'analyse des problèmes de la commune</i>	54
5.3.2	<i>Matrice d'analyse des problèmes identifiés au niveau urbain et village</i>	56
5.4	RECHERCHE DES SOLUTIONS	65
5.4.1	<i>Matrice des moyens/actions/solutions et fins/résultats de la commune</i>	65
5.4.2	<i>Matrice des moyens et fins des villages et de l'espace urbain</i>	65
6	BESOINS CONSOLIDES PAR COMPOSANTE	73
6.1	BESOINS ET ATTENTES DES CORPS DE METIER.....	73
6.2	BESOINS ET ATTENTES DES COUCHES VULNERABLES	74
6.3	BESOINS CONSOLIDES DES DIAGNOSTICS DE L'ESPACE RURAL ET URBAIN	75
7	PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES	78
8	PLANIFICATION STRATEGIQUE	79
8.1	VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	79
8.2	ARTICULATION AVEC LES OMD ET LES OBJECTIFS DU DSCE.....	79
8.3	CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR	80
8.3.1	<i>Cadre logique secteur agriculture</i>	80
8.3.2	<i>Cadre logique secteur élevage, pêche et industries animales</i>	82
8.3.3	<i>Cadre logique secteur DOMAINES, CADASTRES et Affaires Foncières</i>	84
8.3.4	<i>Cadre logique secteur Habitat et Développement Urbain</i>	85
8.3.5	<i>Cadre logique secteur Environnement et Protection de la Nature</i>	86
8.3.6	<i>Cadre logique secteur Forêt et Faune</i>	87
8.3.7	<i>Cadre logique secteur Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre</i>	89
8.3.8	<i>Cadre logique secteur Education de Base</i>	91
8.3.9	<i>Cadre logique secteur Enseignement Secondaire</i>	92
8.3.10	<i>Cadre logique secteur Enseignement supérieur</i>	93
8.3.11	<i>Cadre logique secteur Santé Public</i>	94
8.3.12	<i>Cadre logique secteur Eau et Energie sous-secteur Eau</i>	95
8.3.13	<i>Cadre logique secteur Eau et Energie sous-secteur Energie</i>	97
8.3.14	<i>Cadre logique secteur Travaux Publics</i>	98
8.3.15	<i>Cadre logique secteur Affaire Sociales</i>	100
8.3.16	<i>Cadre logique secteur Promotion de la Femme et de la Famille</i>	101
8.3.17	<i>Cadre logique secteur Jeunesse</i>	103
8.3.18	<i>Cadre logique secteur Sport et Education Physique</i>	105
8.3.19	<i>Cadre logique secteur Transport</i>	106
8.3.20	<i>Cadre logique secteur Emploi et Formation professionnelle</i>	108
8.3.21	<i>Cadre logique secteur Petite et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat</i>	110
8.3.22	<i>Cadre logique secteur Recherche scientifique</i>	111
8.3.23	<i>Cadre logique secteur Tourisme</i>	113
8.3.24	<i>Cadre logique secteur Culture</i>	115
8.3.25	<i>Cadre logique secteur Commerce</i>	116
8.3.26	<i>Cadre logique secteur Poste et Télécommunication</i>	117
8.3.27	<i>Cadre logique secteur Communication</i>	118
8.3.28	<i>Cadre logique secteur travail et sécurité sociale</i>	119
8.3.29	<i>Cadre logique secteur Mine et développement industriel</i>	120
8.4	DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE.....	121

8.5	COUT ESTIMATIF DU PCD.....	122
	LE TABLEAU 18 PRESENTE LE COUT ESTIMATIF /BUDGET DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE TCHATIBALI PAR SECTEUR.	122
9	PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER.....	124
9.1	CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME DE PROJETS (CDMT).....	124
9.1.1	<i>Ressources Mobilisables.....</i>	124
9.1.2	<i>Cadre des dépenses a moyen terme.....</i>	125
9.1.3	<i>Plan d'investissement annuel (PIA)</i>	130
10	PLAN DE PASSATION DES MARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PIA.....	136
11	CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT	141
11.1.1	<i>Principaux impacts environnementaux potentiels.....</i>	141
11.1.2	<i>Principaux impacts sociaux potentiels</i>	152
11.1.3	<i>Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....</i>	152
12	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	153
12.1	COMPOSITION, ATTRIBUTION DU COMITE DE PILOTAGE DU PDC	153
12.2	INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA, ET AU PS)	153
12.3	DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DE SUIVI	153
13	CONCLUSION ET RECOMMANDATION	155

Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation Démographique.....	11
Tableau 2 : Statistiques des élèves du primaire.....	14
Tableau 3 : Statistiques des élèves du Lycée	15
Tableau 4 : Informations générale sur le personnel, équipement et données du CMA	15
Tableau 5 : Informations sur le CSI de Werféo	15
Tableau 6 : Infrastructures hydrauliques de Tchatibali urbain	16
Tableau 7 : Infrastructures d'élevage	16
Tableau 8 : Statistique sur la situation du cheptel de Tchatibali urbain.....	17
Tableau 9 : Situation des autres infrastructures	17
Tableau 10 : Liste exhaustive des Conseillers Municipaux	20
Tableau 11 : Les différentes commissions communales.....	24
Tableau 12 : Composition de l'Exécutif communal.....	25
Tableau 13 : Politique de gestion des ressources humaines	29
Tableau 14 : Fonctionnement du secrétariat général	30
Tableau 15 : Fonctionnement de la recette municipale.....	31
Tableau 16 : Fonctionnement du secrétariat d'état civil	32
Tableau 17 : Situation des recettes au cours de l'année 2008.....	37
Tableau 18 : Situation des recettes au cours de l'année 2009.....	37
Tableau 19 : Situation des recettes au cours de l'année 2010.....	38
Tableau 20 : Evolution des recettes au cours des trois dernières années	38
Tableau 21 : Evolution des dépenses au cours de trois derniers exercices	39
Tableau 22 : Exécution budgétaire au cours des trois dernières années	39
Tableau 23 : Composition du patrimoine communal	42
Tableau 24 : SDE partenaires de la Commune.....	46
Tableau 25 : Projets, programmes, ONG partenaire de la commune	46
Tableau 26 : Forces et faiblesses de la Commune	48
Tableau 27 : Opportunités et contraintes de la Commune	49
Tableau 28 : Domaines /Axes de renforcement	50

Liste des figures

Figure 1 : Typologie des intervenants dans la stratégie globale d'élaboration du PCD de Tchatibali	3
Figure 2 : Carte de la Commune de Tchatibali.....	8
Figure 3 : Organigramme de la commune de Tchatibali	19
Figure 4 : Répartition des Conseillers Municipaux par tranche d'âge	35
Figure 5 : Répartition des Conseillers suivant niveau d'étude.....	35
Figure 6 : Les différents partenaires de la Commune	45

Liste des photos

Photo 1 : Les participants à l'atelier de planification.....	7
Photo 2 : Mot du bien venue du maire aux participants à l'atelier	8

Annexes

Annexe 1: Composition des équipes d'appui (niveau village et niveau communal)

Annexe 2: Arrêté communal portant création du comité de pilotage du PDC

Annexe 3: Programme de l'atelier de planification

Annexe 4: Fiches détaillées des données de base/référence de la Commune par secteur et par village

Annexe 5: Analyse des parties prenantes de la commune

Annexe 6: Arbres à problèmes consolidés par secteur

Annexe 7: Points GPS des infrastructures existantes dans la commune

Annexe 8: Fiches de projets du PIA

Annexe 9: Termes de référence de l'atelier de planification

Annexe 10 : Check-list de l'ensemble du processus de planification avec outils par séquence

Annexe 11 : Trame d'enquête du diagnostic de l'espace urbain

Annexe 12 : Feuilles de présence journalière à l'atelier de planification

Liste des abréviations

AES SONEL: American Electricity-Société Nationale d'Electricité
AG: Assemblée générale
AGR: Activité Génératrice de Revenus
AJED-MR: Association de Jeunes pour le Développement du Monde Rural
APTK: Association pour le Développement de Tchatibali-Karhay
BP: Budget Prévisionnel
CA: Compte Administratif
CAC: Centime Additionnel Communal
CAFIPASSE:
CDF: Contrôle Départemental des Finances
CDI: Contrat à Durée Indéterminée
CDMT: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES: Collège d'Enseignement Secondaire
CFAM: Centre de Formation de l'Administration Municipale
CMA: Centre Médical d'Arrondissement
CNPS: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COFIL: Comité de Pilotage
CRC: Comité régional de Coordination
CSI: Centre de Santé Intégré
CTD: Collectivité Territoriale Décentralisée
CDV: Comité de Développement Villageois
CVUC: Communes et Villes Unies du Cameroun
DIC: Diagnostic Institutionnel Communal
FEICOM: Fonds d'Equipeement et d'Intervention Inter communal
FMO: Force de Maintien de l'Ordre
GIC: Groupe d'Initiatives Communes
GRADEV: Groupe d'Initiatives Communes d'Actions pour le de Développement
MDR: Mouvement pour la Défense de la République
MINADER: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINAS: Ministère des Affaires Sociales
MINCOM: Ministère du Commerce
MINDAF: Ministère des Domaines et Affaires Foncières
MINDUH: Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEE: Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEDUB: Ministère l'Education de Base
MINEPAT: Ministère l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA: Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINESSEC: Ministère des Enseignements Secondaires
MINFI: Ministère des Finances
MINFOF: Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEUN: Ministère de la Jeunesse
MINTP: Ministère des Travaux Publics
MTN: Mobile Téléphone Network
OAL: Organisation d'Appui Local
ONG: Organisation Non Gouvernementale
PADDL/GTZ: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local/Gesellschaft Fur

Teshnische Zusammenarbeit

PIA : Plan d'Investissement Annuel

PCD : Plan Communal de Développement

PDR-EN : Programme de Développement Rural de l'Extrême-Nord

PNDP : Programme National de Développement participatif

PS : Prestataire de Services

RM : Receveur Municipal

RI: Règlement Intérieur

RGPH: Recensement Général de la Population et de l'habitat

SIDA: Syndrome d'Immuno d'Effcience Acquis

SG: Secrétariat Général

SDE: Service Déconcentré de l'Etat

SODECOTON: Société de Développement de Coton

SP: Secrétariat Particulier

SSD: Service de Santé de District

TDR: Termes de Références

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION GENERALE

Dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté en milieu rural au Cameroun, le Gouvernement camerounais a initié, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce programme entend donner aux communes et aux communautés locales les moyens d'une participation effective au processus de développement.

Le PNDP a l'objectif général de promouvoir le développement local à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau et assainissement). Il a au centre de son action les collectivités territoriales décentralisées avec une forte participation des communautés à la base, de la société civile et des administrations publiques. Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par des plans de développement élaborés de façon participative.

C'est dans ce cadre que le PNDP a choisi de travailler avec certains organismes d'appui local (OAL) notamment le Groupe d'Initiative Commune d'Action pour le Développement (GRADEV) dans la commune de Tchatibali [pour le transfert de la responsabilité à la base](#). Ce mode d'approche permettra aux populations des collectivités décentralisées de se doter des moyens d'une participation effective au processus du développement afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

1.2 LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE TCHATIBALI

La participation des collectivités territoriales décentralisées au processus de développement reste au centre des préoccupations des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. L'intérêt est d'associer aujourd'hui les communautés dans la prise en charge des décisions qui les affectent afin de les rendre acteurs et bénéficiaires de leur propre développement. Ceci suppose que ces communautés soient capables d'identifier, d'analyser et de proposer les solutions pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'Etat n'étant qu'un facilitateur à la réalisation de cette noble ambition.

Cette action de facilitation a été rendue possible grâce à la mise sur pied d'un instrument transversal de lutte contre la pauvreté: Le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce programme s'inscrit dans un contexte caractérisé par la montée des courants participatifs. Il a ainsi pour objectif: la définition et la mise en œuvre des mécanismes visant à responsabiliser les communautés à la base et les structures décentralisées de l'Etat afin de les rendre initiateurs et acteurs de leur propre développement.

Ce programme s'articule autour de quatre composantes qui sont (a) l'appui financier au développement des communautés rurales, (b) l'appui aux communes dans le processus progressif de décentralisation, (c) le renforcement des capacités des acteurs et (d) la coordination, la gestion, le suivi-évaluation et la communication.

Dans un souci d'impliquer effectivement les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans ce processus de développement des collectivités [rurales locales](#), le PNDP a sélectionné l'OAL: GIC GRADEV (Groupe d'Initiatives Communes d'Actions pour le Développement) pour accompagner la commune de TCHATIBALI dans ce processus de développement participatif.

Pour mettre en œuvre ce processus, l'équipe GRADEV a débuté cet appui dans les dix sept (17) villages. Il a alors été possible de dresser le contexte de développement local des communautés et de produire pour la communauté un Diagnostic d'Espace Urbain Communal (DEUC).

Toutefois, cet accompagnement ne saurait être efficace si la collectivité territoriale décentralisée considérée dans son organisation comme une entité de la communauté n'était pas elle-même associée au processus des diagnostics participatifs au Plan Communal du Développement.

Il s'agit par ce document, d'offrir à la population de Tchatibali des perspectives de développement en adéquation avec les potentialités réelles de la commune à travers un plan communal de développement flexible qui tient compte du contexte environnemental, national et mondial en s'inspirant des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), du document stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et du document de stratégie de développement du secteur rural (DSDSR).

1.3 OBJECTIF DU PCD.

Ce Plan Communal de Développement a pour objectif global de promouvoir le développement de la commune de Tchatibali en s'inspirant du document des stratégies pour la croissance et l'emploi (DSCE) et les objectifs mondiaux à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le PCD de la commune de Tchatibali vise de manière spécifique à:

- Améliorer la qualité de vie de ses habitants à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité, etc.)
- Assurer un développement communal maîtrisé et harmonieux
- Adapter le développement communal à ses potentialités.

Où sont les distinctions faites de l'objectif global des objectifs spécifiques du PCD ?

1.4 STRUCTURE DU DOCUMENT

Le présent document est le récapitulatif des travaux de l'ensemble des diagnostics et de la planification stratégique des différentes actions. Il est développé autour des parties ci-dessous:

- Les résultats des différents diagnostics;
- La planification stratégique;
- Le mécanisme de suivi évaluation;
- Et le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

2 METHODOLOGIE

2.1 GENERALITES

La commune en tant qu'institution a été identifiée comme la «porte d'entrée» des interventions du PDNP au niveau local. La particularité de cette institution est qu'elle jouit d'un statut de personne morale de droit public.

Le Plan Communal de Développement (PCD) de Tchatibali est la feuille de route du développement de ladite Commune dans les prochaines années. Il est le résultat de la vision partagée des populations de cet espace à travers la prise en compte des contraintes et potentialités de développement. Les actions retenues pour améliorer les conditions de vies des populations doivent être évaluées par tous les intervenants et particulièrement les membres du Comité de Pilotage, qui sont désignés pour servir d'interface entre les populations et la Commune. Ils doivent s'efforcer à interpeller les citoyens sur leurs devoirs civiques, afin de permettre à la Commune de réaliser le Plan. L'approche a englobé cinq types d'intervenants clés tel qu'illustrée par la **Erreur ! Source du renvoi introuvable.1**.

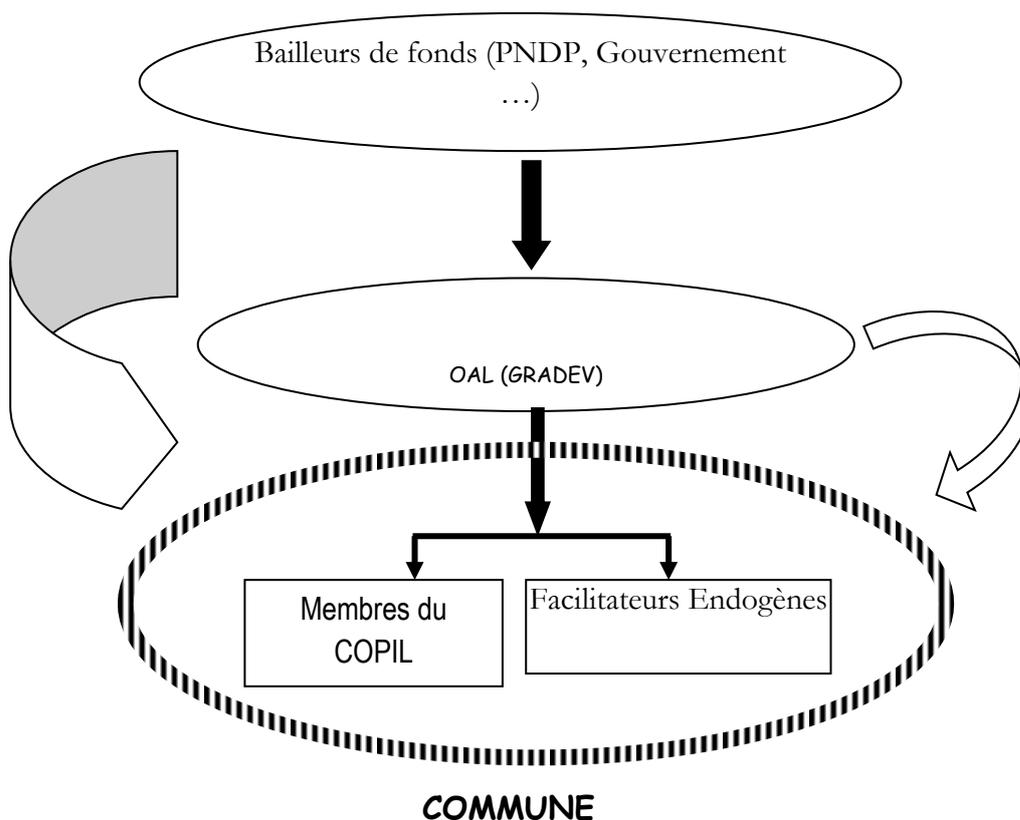


Figure 1 : Typologie des intervenants dans la stratégie globale d'élaboration du PCD de Tchatibali

2.2 PRESENTATION DU GROUPE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT (GRADEV)

La structure chargée d'accompagner la commune de Tchatibali dans l'élaboration du PCD est le GRADEV. C'est un organisme d'appui local spécialisé dans les prestations de services dans le cadre du développement. Il est créé en 2002 par des cadres ayant une longue expérience en matière de développement participatif. Il a son siège social à Garoua, Région du Nord.

Sur le plan de l'accompagnement de la commune de Tchatibali, GRADEV a mis en place deux équipes de terrain composées de la manière suivante:

Composition de l'équipe I de GRADEV

N°	Noms et Prénoms	Qualification	Fonction
1	Souore Bernard	Technicien d'agriculture	Chef d'antenne GRADEV
2	AMADOU Elie	Sociologue	Chef d'équipe
3	TAIBOU Gabriel	Enseignant de géographie	Animateur
4	MBESNE Justine	Technicienne vétérinaire	Animatrice
5	NYLONG Bernard	Cadre de développement	Animateur

Composition de l'équipe du GRADEV

N°	Noms et Prénoms	Qualification	Fonction
1	PAGOU Charles	Spécialiste de Développement communautaire	Chef d'équipe
2	HAMIDOU Blaise	Technicien supérieur des eaux et forêts	Animateur
3	GASSISSOU Gisèle Carole	Ingénieur agronome Option production animale	Animatrice
4	KAYA Martin	Agent technique d'Agriculture	Animateur

2.3 PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.

Le processus de l'élaboration du PCD de la commune de Tchatibali a commencé par la sélection du GRADEV et la formation de ses membres du 20 septembre au 05 octobre 2010 à Yagoua. Cette **Quoi ? formation** était le point de départ pour les membres du GRADEV afin d'accompagner la commune de Tchatibali dans le processus d'élaboration de son PCD. La préparation de ce processus s'est faite en deux phases: Une première au niveau de l'OAL et une seconde au niveau de l'espace communal.

2.3.1 PREPARATION AU NIVEAU DE L'OAL

Elle a commencé par la formation des membres de l'OAL (restitution de l'atelier régional du 25 au 28 novembre 2010 Comité Diocésain de Développement de Maroua) afin que chacun ait le même niveau de compréhension et la même méthodologie de travail et après cette formation, il y'a eu la préparation matérielle et logistique. Il faut noter que les matériels didactiques composés de papier Kraft, markers, les fiches de collectes de données socioéconomiques de base, etc. ont été mis à la disposition de l'équipe des planificateurs pour assurer le déroulement de différents outils du diagnostic. En ce qui concerne la logistique. Une moto a été mise à la disposition de l'équipe pour faciliter la mobilité dans l'espace communale. Il faut signaler que l'équipe de terrain était dotée d'une boîte à pharmacie pour les soins de santé de première nécessité en cas d'éventuelle maladie qui **interviendrait surviendrait** pendant leur **mission séjour**.

2.3.2 PREPARATION AU NIVEAU COMMUNAL

Elle comportait plusieurs parties à savoir:

- Prise de contact avec l'exécutif municipal;
- Mise en place et opérationnalisation du comité de pilotage;
- Atelier de lancement.

2.3. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.

Cette phase est composée de trois niveaux: diagnostic participatif niveau village, diagnostic institutionnel communal et le diagnostic de l'espace urbain communal.

2.3.3 DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE (DPNV).

Le diagnostic participatif niveau village s'était déroulé en 03 jours dans chaque village et l'équipe du GRADEV arrivé toujours à la veille.

Deux équipes étaient constituées de trois animateurs **chacune** et d'un chef d'équipe respectivement. ~~Les outils étaient déroulés pour permettre d'identifier les problèmes par secteur lors de l'assemblée générale.~~ **Les outils ayant permis l'identification des problèmes par secteurs ont fait l'objet d'une concertation en assemblée générale. il s'agit notamment de :**

~~Il s'agissait de:~~ la cartographie, le diagramme de Venn, le transect, le profil historique (avec les plus âgés du village), l'interview semi-structuré (ISS) et la matrice d'analyse du SEPO.

Le déroulement de ces outils avait permis de dresser la liste des problèmes et de les classés par secteurs. Le diagnostic ainsi effectué a permis de se fixer et d'analyser les problèmes ~~de la situation~~ de la communauté. Le diagnostic ~~s'est s'achève~~ ~~achevé~~ ~~toujours~~ par la mise en place du comité de concertation (cc) ~~comme il est d tradition~~.

2.3.4 DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)

La collecte des données était faite soit en exploitant les documents internes, soit en réalisant des entretiens individuels ou par observation.

Trois principales sources d'informations ont été identifiées et auprès desquelles s'est déroulée la collecte des données:

Les documents techniques mis à la disposition de l'équipe (comptes administratifs, budgets prévisionnels, comptes-rendus, sommier des meubles et immobiliers etc);

L'exécutif communal, le personnel communal et quelques conseillers municipaux;

Les partenaires de la commune (SDE, ONG, Opérateurs etc.);

Compte tenu des indisponibilités de certaines personnes ressources, la durée de la collecte initialement prévue pour trois jours s'est rallongée pour aboutir finalement à six jours.

2.3.5 DIAGNOSTIC DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL (DEUC).

Avant la collecte des données, une séance de travail avait eu lieu entre l'équipe du GRADEV et les membres du COPIL. Il était décidé de faire 02 jours de sensibilisation des différentes couches vulnérables et corps de métiers, 10 jours de travail avec ces derniers, 01 jour de restitution des données collectées et les analyses primaires.

La collecte des données de base s'est faite au niveau de la Commune, SDE, et sur le terrain en ce qui concerne les différentes infrastructures (écoles, forages, puits, magasins, hangars, etc.). Les outils et fiches utilisées ont été ceux fournis par le Comité Régional de Coordination du PNDP.

2.4 CARTOGRAPHIE ET CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC.

La cartographie consistait à faire les relevés du W. points du GPS de tous les infrastructures existantes dans l'espace communal avec l'appui d'un ~~guipe~~ ? dans chaque village.

Dans l'espace urbain, elle était réalisée avec deux groupes restreints des participants au diagnostic et une synthèse a été faite sous la base des compléments apportés par les uns et les autres parties prenantes.

Après analyse et consolidation du diagnostic participatif effectué dans les différents villages, le résultat était présenté au Comité de Pilotage (COPIL) avec pour finalité la validation des données consolidées des diagnostics.

2.5 ATELIER DE PLANIFICATION DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION.

Globalement, il était question de:

- Restituer les rapports de diagnostic par secteur et par village;
- Valider les diagnostics par secteur;
- Elaborer le tableau de planification stratégique (cadre logique) par secteur;
- Planifier les investissements prioritaires pour la première année(PIA);
- Procéder à l'évaluation environnementale stratégique c'est-à-dire l'impact des projets prioritaires retenus dans le cadre du PIA;
- Elaborer un plan de passation des marchés pour la première année.

Les photo1 et 2 présentent les participants à l'atelier de planification.



Photo 1 : Les participants à l'atelier de planification



Photo 2 : Mot du bien venue du maire aux participants à l'atelier

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1 MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE TCHATIBALI

3.1.1 LOCALISATION DE LA COMMUNE

Créée par décret N° 93/321 du 25 Novembre 1993, la commune de Tchatibali est située dans la partie sud ouest du département du Mayo Danay, région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle est limitée au Nord par les arrondissements de Karhay et Porhi, à l'Est par celui de Datchéka, et enfin à l'Ouest par l'arrondissement de Taibong et au Sud par le Tchad.

Où est la carte ?

Figure 2 : Carte de la Commune de Tchatibali

3.1.2 DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE

3.1.2.1 Climat

La commune de Tchatibali s'étend sur une superficie de **150 Km²**. Elle est une zone de plaine inondable. La saison sèche est la plus longue (8 à 9 mois) et celle des pluies courte dure entre 3 et 4 mois. Les pluies sont irrégulièrement réparties sur une période estimée entre 45 et 60 jours pour des précipitations qui varient entre 300 mm à 600 mm /an.

3.1.2.2 Sols

Le sol a une texture sablo- argileux et laisse apparaître par endroit des espaces dégradées dites hardés. Deux grands types de sols sont rencontrés: Les sols ferrugineux et vertisols.

3.1.2.3 Relief

Le relief est une vaste plaine inondable faisant partie intégrante du bassin du lac Tchad.

3.1.2.4 Hydrographie

En terme d'hydrographie, l'espace communal de Tchatibali ne présente que quelques petites marres saisonnières et des bas fonds qui tarissent aussitôt avec la fin des pluies.

3.1.1.6. Faune

~~Il n'existe pratiquement pas des grands mammifères et d'autres espèces animales sauvages. Les espèces fauniques qu'on puisse rencontrer se limitent à quelques rares reptiles tels que les écureuils, les rats, les mangoustes. C'est pas ça place~~

3.1.2.5 Flore et végétation

La végétation correspondante est constituée des espèces de la savane souda-sahélienne avec une dominance des arbustes à épines telles que les *Acacia albida*, *Acacia senegal*, *Balanites Aegyptiaca*, *Ziziphus mauritania*. A ces espèces, s'ajoutent les *Ficus*, *Anona senegalensis*, *Andosonia digitata*, *Tamarindus indica*. Aussi les espèces exogènes sont fortement représentées au tour des habitations notamment l'*Eucalyptus camaldulensis*, *Azadirachta indica* et d'autres arbustes dispersés. Les éléments soudaniens, assez nombreux, montrent que l'on a affaire à une "sahélisation" due à l'homme avec invasion par des espèces ligneuses typiquement sahéliennes des terrains de parcours et des cultures abandonnées. Le pâturage excessif et les brûlages annuels ont ainsi considérablement modifiés la communauté des plantes.

3.1.2.6 Faune

Il n'existe pratiquement pas des grands mammifères et d'autres espèces animales sauvages. Les espèces fauniques qu'on puisse rencontrer se limitent à quelques rares reptiles tels que les écureuils, les rats, les mangoustes.

3.1.2.7 Aires protégées

L'arrondissement de Tchatibali ne dispose pas des aires protégées. Néanmoins, on rencontre certains bosquets dits forêts sacrées sont rencontrées dans presque chaque quartier, il n'y a ni parc, ni réserve ni autre forme d'aire protégée dans l'espace de la Commune de Tchatibali.

3.1.2.8 Ressources minières

Des sources recueillies auprès des différents participants au DEUC, aucun site n'a pas été identifié comme regorgeant une ressource minière dans l'espace urbain communal.

3.1.2.9 Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

3.1.2.9.1 Atouts /potentialités

Tchatibali présente des vastes étendues des terres cultivables. Le brassage ethnique dans la localité dans la localité de Tchatibali est un atout non négligeable. Il faut signaler une existence non encore bien exploitée d'une zone de pâturages. Tchatibali est classé parmi les secteurs cotonniers de la région septentrionale possédant une des meilleures usines d'égrainage de la SODECOTON. Tchatibali bénéficie d'un circuit d'échange transfrontalier Tchad-Cameroun.

3.1.2.9.2 Contraintes

Les sols de Tchatibali sont de manière globale fatigués et infertiles et ceci impliquerait à la longue un climat d'insécurité alimentaire permanente et un exode rural massif.

3.1.3 DESCRIPTION DU MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

3.1.3.1 Histoire de la commune

La commune de Tchatibali a été créée par décret N° 93/321 du 25 Novembre 1993. Elle a une superficie de 150 km² et peuplée des TOUPOURI, FOULBE, MOUNDANG, GUIZIGA, HAOUSSA qui vivent en parfaite harmonie

Au plan physique, l'espace communal est une zone de plaine inondable. La saison sèche est la plus longue (8 à 9 mois) et celle des pluies courte dure entre 3 et 4 mois. Les pluies sont irrégulièrement réparties sur une période estimée entre 45 et 60 jours pour des précipitations qui varient entre 300 mm à 600 mm /an. Le sol est en grande partie sablo- argileux et laisse apparaître par endroit des espaces

plus secs dites hardés. La végétation est constituée essentiellement de la steppe herbeuse parsemée de quelques arbres (*Acacia albida*, *Zizuphus* sp, *Azadirachta indica*, etc).

3.1.3.2 Démographie

3.1.3.2.1 Taille et structure de la population

Quant aux données démographiques, les résultats du 3^{ème} RGPH font état d'une population estimée à 32 063 habitants repartis comme indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Situation Démographique

Répartition Population	Hommes		Femmes		Totale
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	
Urbaine	3 675	49,117	3 807	50,882	7 482
Rurale	11 693	47,569	12 888	52,430	24 581
Totale	15 368	47,930	16 695	52,069	32 063

3.1.3.2.2 Groupes ethniques et relations inter-ethniques

Les principaux groupes ethniques de la commune de Tchatiali sont formés des Toupouri (99 %) ; Moundangs, Massa, Guiziga et Peuls (1 %). Ils vivent en paisiblement dans l'arrondissement.

3.1.3.2.3 Religion

Trois religions dominantes sont pratiquées dans la commune, à savoir l'islam, le christianisme et l'animisme.

3.1.3.2.4 La mobilité dans l'espace urbain de Tchatibali

Au niveau de l'espace urbain de Tchatibali, la carte de mobilité montre que les principales destinations des populations les villages périphériques ou les localités réputées pour leur marché important (Doukoula, Zouaye, Guidiguï, Touloum, Dziguilao, Yagoua, Youye au Tchad etc.).

Ces déplacements peuvent se justifier soient par des raisons de santé, d'études, d'approvisionnement /écoulement des produits agricoles ou manufacturés ou cas de deuil.

Par ailleurs, l'usine d'égrainage de la SODECOTON fait de Tchatibali une zone d'attraction pour des emplois temporaires.

3.1.3.3 Caractérisation des populations vulnérables

3.1.3.3.1 Cas des peuples autochtones

Aucun cas de vulnérabilité d'un peuple autochtone n'a été constaté.

3.1.3.3.2 Autres populations vulnérables

Le diagnostic espace urbain conduit l'équipe GRADEV a dénombré 17 handicapés, 20 vieillards. Selon les informations reçues auprès de la commune et des populations, il n'y a pas des enfants de la rue dans le centre urbain de Tchatibali; il en est de même pour les réfugiés ou immigrés.

3.1.3.4 Organisation sociale

L'organisation sociale dans la commune de Tchatibali comme dans la plupart des communes du département du Mayo – Danay, se fondent sur les cultures des différents groupes ethniques. Comme la plupart des sociétés traditionnelles du Nord Cameroun, les sociétés Toupouris, Moundangs, Massa, Peulh et Guiziga rites initiatiques qui constituent pour l'homme une formation sociale, l'endurance à l'adversité. Ainsi, on rencontre chez les Toupouri la pratique du «*Gourna*», Chez les Massas «*Tourna Massa* » et chez les Moundang la circoncision «*Dakané*».

3.1.3.5 Organisations socio économiques au niveau de l'espace urbain

L'espace urbain de Tchatibali renferme très peu d'organisations socio économiques légalement reconnues.

Au niveau des corps de métiers et couches vulnérables seuls les tradi-praticiens sont organisés en GIC MOUHOUNA qui est en voie de légalisation. En dehors des APEE des établissements primaires et secondaires, on note quelques GIC SODECOTON et plusieurs tontines dites '*paré*' des femmes mais aussi des mixtes. Il faut également noter la présence de d'AJED-MR, seule association reconnue dans l'espace urbain qui œuvre dans le développement du monde rural par la réalisation des ateliers de formation, l'accompagnement des communautés locales et la Commune dans les domaines de la décentralisation, de la gouvernance locale et gestion participative des ressources locales.

3.1.4 COUVERTURE EN SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

3.1.4.1 Infrastructures de communication

En dehors de l'antenne de l'opérateur de téléphonie mobile ORANGE logé dans l'enceinte de l'usine SODECOTON, il n'y a plus d'autres infrastructures de communication dans l'espace urbain de Tchatibali.

En sillonnant la ville, quatre points de call-box ont été identifiés. C'est à ces points que sont servis les usagers en crédits de communication et en appels.

Par ailleurs, il est important de souligner que les ménages qui disposent d'un poste récepteur radio captent sans difficulté les signaux de la Radio Rurale de Dana situé à Yagoua (environs 60 Km). Les signaux de la station **CRTV** de l'Extrême-Nord, du poste national et de la Radio Territoire National de BONGOR (TCHAD) sont également captés par moment.

Présence d'une radio communautaire émettant dans la localité.

Aussi il existe un télé centre polyvalent permettant d'avoir accès à internet et au Fax.

Enfin quelques familles disposant d'un téléviseur ont accès aux images de la **CRTV** même si la qualité de celles-ci est approximative car il faut investir du matériel supplémentaire afin d'avoir des images satisfaisantes de la CRTV. Ils sont insignifiants ces ménages qui disposent d'un système de chaine parabolique.

3.1.4.2 Infrastructures scolaires

3.1.4.2.1 Education de base

Tableau 2 : Statistiques des élèves du primaire

Catégories Ecoles	Nombre	Effectifs des élèves			Effectifs enseignants				Bâtiment en dur/semi dur (salle)	Tables-bancs
		Garçons	Filles	Total	MC/MP	Contractuel	Fonctionnaire	Total		
Ecole maternelle (G et P section)	1	8	14	22	1	1	0	2	1 Bâtiment n'appartenant pas à l'école	8
Ecoles Primaires F (G1 et G2)	2	584	555	1 139	1	14	1	16	10	226
Ecole Primaire Bilingue	1	80	70	150	0	4	0	4	0	19 qui utilisent les locaux du groupe 1

3.1.4.2.2 Enseignement secondaire

Tableau 3 : Statistiques des élèves du Lycée

Catégories Ecoles	Nombre	Effectifs des élèves			Effectifs enseignants				Bâtiment en dur/semi dur (salle)	Tables-bancs
		Garçons	Filles	Total	Vacataire	Contractuel	Fonctionnaire	Total		
Lycée (général)	1	883	230	1113	17	0	7	24	14	257

3.1.4.3 Infrastructures sanitaires

3.1.4.3.1 Centre Médicale d'Arrondissement

Tableau 4 : Informations générale sur le personnel, équipement et données du CMA

Personnel	Equipement minimum	Aménagement	Bâtiment	Quelques données sanitaires
Médecin: 0 IDE: 1 IB: 1 AS: 2 Commis: 1 Agents E: 2 Gardien: 1	Lits: 12 Labo: 1 Maternité: 1 Pharma: 1 Réfrigéra: 1	Forage: 1 Latrine: 1 -	Un bloc de 7 pièces en état de délabrement avancé	Taux de couverture sanitaire: 50 % Taux de fréquentation 70 % Taux de couverture vaccinal 98 %

3.1.4.3.2 Centre de Santé Intégré (CSI) de Werféo

Tableau 5 : Informations sur le CSI de Werféo

Type d'infrastructure sanitaire	Nombre	Observation
Centres de Santé Intégré	3	Les bâtiments de CSI de Werféo et de Gané sont en état de délabrement avancé; celui de kada'a est en bon état; insuffisance de personnel qualifié, matériels et appareils du plateau technique incomplets au sein des CSI
Total	3	

3.1.4.4 Infrastructures routières

L'espace communal de Tchatibali dispose de **43, 5 Km** de routes rurales non bitumées. Sur ce réseau, seulement **17 Km** de route en terre aménagée sont entretenus. Le reste est constitué des pistes rurales créée en grande partie par la **SODECOTON** dans l'optique d'acheminer sa production vers l'usine. La principale observation notée ici que ces routes sont impraticables en saison des pluies. Selon les informations fournies par les services de la Commune, ce réseau routier est composé des axes suivants:

- Axe Tchatibali-Baiga (12 Km, entretenu);
- Axe Tchatibali-Dongrossé (5 Km, entretenu);
- Axe Tchatibali-Werféo (15 Km, non entretenu);
- Axe Tchatibali-Kada'a (10 Km, non entretenu);
- Axe Tchatibali-Vers Doukoula (1,5 Km, non entretenu).

3.1.4.5 Infrastructures hydrauliques

En matière d'infrastructures hydrauliques, l'espace urbain communal de Tchatibali comprend **28** points d'eau; soient **10** puits aménagés et **17** forages toutes catégories confondues et **01** borne fontaine. Mais à côté de ces deux types d'ouvrages, il est important de souligner que la SODECOTON dispose d'un château d'eau sur ses installations. Une borne fontaine a été installée à l'extérieur et dessert quelques ménages situés aux alentours de cette entreprise.

Tableau 6 : Infrastructures hydrauliques de Tchatibali urbain

Type d'infrastructure hydraulique	Nombre	Observation
Forages avec Pompes de marque VERGNET	08	02 à réhabiliter
Forages avec Pompes de marque INDIA	09	
Borne fontaine du réseau SODECOTON	1	
Puits Génie Rural de Ø 140	02	01 exploité et 01 abandonné
Autres puits aménagés toutes catégories confondues	08	04 exploités et 04 asséchés
Total	28	

3.1.4.6 Infrastructures d'élevage et situation du cheptel

A en croire les effectifs du cheptel et au regard des observations du terrain, l'espace urbain de Tchatibali est une zone où domine l'élevage surtout de la volaille et des petits ruminants. Malheureusement il y'a peu d'investissement en infrastructures et services d'élevage dans cette ville.

Tableau 7 : Infrastructures d'élevage

Types d'infrastructures	Nombre	Etat	Observation
Parc de vaccination	1	En matériaux définitifs	En projet de construction
Mare artificiel	1	Passable	Problème de gestion, non curée, pas de COGES

Il est important de noter qu'en dehors de ces infrastructures dont la gestion relève du ressort de la commune, il existe dans plusieurs ménages, des porcheries, poulaillers, enclos à bétails construits en matériaux locaux (provisoires).

En ce qui concerne le cheptel, les données recueillies auprès des services de la **DA/MINEPIA** permettent de constater cinq espèces sont élevées dans l'espace urbain de Tchatibali

Tableau 8 : Statistique sur la situation du cheptel de Tchatibali urbain

Espèces	Volaille	Caprins	Ovins	Bovins	Porcins
Estimation cheptel	41 316	5 216	3 789	3 133	238

3.1.4.7 Infrastructures de culture et loisirs

Les infrastructures de culture et de loisirs sont presque inexistantes dans l'espace urbain de Tchatibali. En dehors des aires de jeux (stade de foot- ball et hand- ball) du Lycée, des Ecoles G 1 et 2 et ceux de la SODECOTON, il n'existe plus d'autres types d'infrastructures dans ce secteur. Ce sont les locaux des "**Hôtels Maison Blanche**" et "**Belle Etoile**" (inappropriés) qui servent d'espace de divertissement et de cérémonie en cas de besoin.

3.1.4.8 Autres infrastructures et commodités

Sur l'étendu de l'espace urbain de Tchatibali, on dénombre 01 abattoir, 04 magasins de stockage et 02 hangars de marchés dont 01 a été transformé en bureaux abritant les services actuels de la Commune résumé dans le tableau ci-après.

Tableau 9 : Situation des autres infrastructures

Types d'infrastructures /commodités	Nombre	Observation
Magasins de stockage	07	02 du PAM et 04 de Sodécoton et 01 non fonctionnel de APTK
Hangar de marché	1	Dans le seul marché de Tchatibali urbain
Abattoir municipal	1	Une partie de la toiture est endommagée
Réseau AES SONEL	1	4 quartiers de Tchatibali urbain et 1 localité (Dangba) sont desservis
Accès au réseau de téléphonie	2	L'opérateur ORANGE y a implanté une antenne et présence par endroit du réseau MTN
Réseau routier en terre aménagée	19 Km	Axe Datchéka; Axe Doukoula; Axe Saotsai. Le tronçon de ces axes appartient à la commune de Tchatibali

4 SYNTHÈSE DES RESULTATS

4.1 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC DE L'INSTITUTION COMMUNALE

4.1.1 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.

La Commune de Tchatibali est composée d'un Conseil Municipal, Exécutif Communal et d'un Personnel recruté et/ou nommé qui exécutent chacun en ce qui le concerne les missions à lui confiées.

4.1.1.1 *Organigramme actuel de la commune de Tchatibali*

La Commune de Tchatibali dispose d'un organigramme élaboré en fonction des services qu'elle offre à ces s usagés.

Le conseil est composé de 25 membres dont 24 sont en fonction. La commune est dirigé par monsieur le Maire: Dr GAIWE Raymong. La liste exhaustive des conseillers municipaux est consignée dans le tableau ci-dessous.

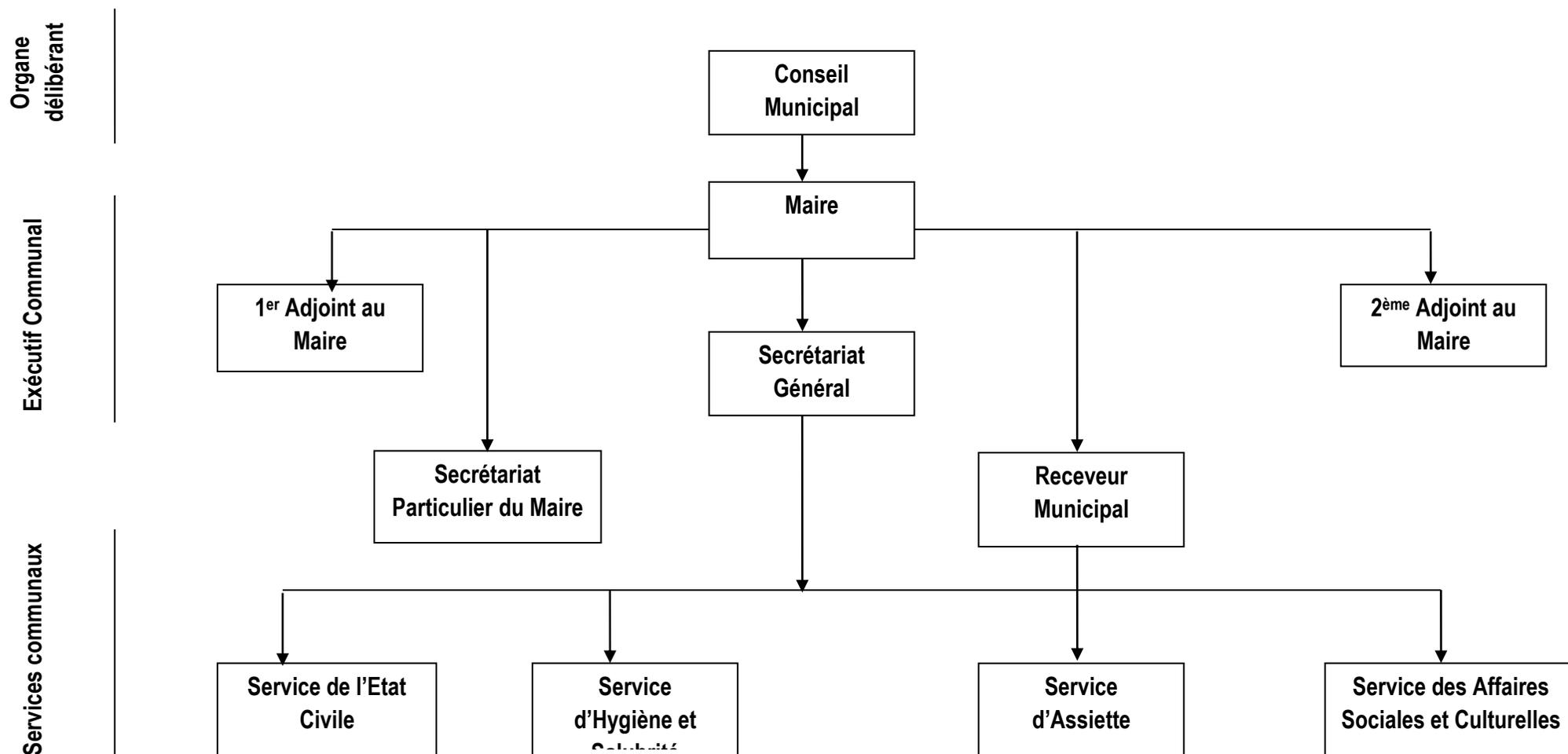


Figure 3 : Organigramme de la commune de Tchatibali

Tableau 10 : Liste exhaustive des Conseillers Municipaux

	Identification (Noms et Prénoms)	Date et lieu de naissance	Sexe	Niveau d'étude	Formation de base	Formation reçue en tant que CM	Catégorie socioprofessionnelle	Clan familial	Hiérarchie traditionnelle	Parti politique
1	GAIWE Raymond	Vers 1959 à Tchatibali	Masculin	Universitaire; Doctorat d'Etat en pharmacie	Pharmacien	Rôles et responsabilités des Maires ; Management des Mairies; Sur le fonctionnement des Commissions des MP; Sur l'élaboration du budget ; Sur la gestion des compétences transférées	Pharmacien	Toupouri	Père de famille	MDR
2	BINGWE Albert	Vers 1965 à Goua	Masculin	Secondaire Général 1 ^{er} cycle	Instituteur	/	Instituteur	Toupouri	Père de famille	MDR
3	YAGOUA	Vers 1965 à Tchatibali	Masculin	Secondaire général 2 nd cycle (1 ^{ère})	Comptable; Déclarant en Douane	Formation sur le VIH-SIDA en techniques de sensibilisation Counseling	Peseur-Pointeur SODECOTON	Toupouri	Père de famille	MDR
4	Mme MAYIMI Jacqueline	08/09/1972 à Maroua	Féminin	Secondaire général 1 ^{er} cycle	Aide Soignante	/	Aide Soignante	Moundang	Mère	MDR
5	TISSALA KORANDI	Vers 1936 à Tchatibali	Masculin	Sans niveau d'étude, recruté à la garde camerounais	Gendarme	Participation à quelques ateliers organisés par AJED-MR	Retraité	Toupouri	Père de famille	MDR

	Identification (Noms et Prénoms)	Date et lieu de naissance	Sexe	Niveau d'étude	Formation de base	Formation reçue en tant que CM	Catégorie socioprofessionnelle	Clan familial	Hiérarchie traditionnelle	Parti politique
				avant l'indépendance						
6	NOUMGA Paul	Vers 1966 à Tchatibali	Masculin	Secondaire 2 nd cycle	Pépiniériste	Sur la décentralisation avec le PADDL et AJED/MR	Djaoro/Agriculteur	Toupouri	Père de famille	MDR
7	MANGA Marcel	Vers 1966 à Werféo	Masculin	Primaire (CM2)	Aucune	/	Agriculteur	Toupouri	Père de famille	MDR
8	DJORWE Pierre	Vers 1962 à Dangba	Masculin	Secondaire général 2 nd cycle (2 nd)	Infirmier Breveté	Participation à quelques ateliers organisés par AJED-MR	Infirmier	Toupouri	Père de famille	MDR
9	DJONKAMLA FAWA	Vers 1940 à Baiga	Masculin	Aucune	Militaire ancien combattant	/	Retraité	Toupouri	Père de Famille	MDR
10	KANDEBE	Vers 196 à Tchatibali	Masculin	BAC + 2 ans	Agent Vétérinaire	/	Agent Vétérinaire	Toupouri	Père de Famille	MDR
11	TIRMO Samuel	Vers 1970 à Mandjakma	Masculin	Aucune	Aucune	/	Animateur /SODECOTON	Toupouri	Père de Famille	MDR
12	DJONGWE Nicolas	Vers 1972 à	Masculin	Aucune	Aucune	/	Agent SODECOTON	Toupouri	Père de Famille	MDR
13	GUISWE	30/04/1980A Tchatibali	Masculin	Secondaire général 2 nd cycle (2 nd)	ENIEG	Participation à l'atelier sur les modalités de gestion et de recouvrement des taxes communales	Instituteur	Toupouri	Père de Famille	MDR

	Identification (Noms et Prénoms)	Date et lieu de naissance	Sexe	Niveau d'étude	Formation de base	Formation reçue en tant que CM	Catégorie socioprofessionnelle	Clan familial	Hiérarchie traditionnelle	Parti politique
14	FENBE Alphonse	Vers 1975 à Gounna	Masculin	Secondaire général 1 ^{er} cycle (4 ^{ème})	Aucune	/	Agent à la SODECOTON	Moundang	Père de Famille	MDR
15	DJAOYANG Félix H	Vers 1972 à Goua	Masculin	Secondaire général 2 nd cycle (1 ^{ère})	ENIEG	/	Instituteur	Toupouri	Père de Famille	MDR
16	HAIWA Bernard	Vers 1970 à Saouringwa	Masculin	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})	Aucune	/	Agent SODECOTON	Toupouri	Père de Famille	MDR
17	HAOUSSOUM TABAI	Vers 1968 à Danglao	Masculin	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})	/	/	Agriculteur	Toupouri	Père de famille	MDR
18	DJONGMO Marcel	Vers 1982 à Golonguini	Masculin	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})	Instituteur	/	Instituteur	Toupouri	Père de famille	MDR
19	YORKISSAM WANGBIKREO	Vers 1950 à Kada'a	Masculin	Primaire (CM2)	Agent de Forêts	/	Retraité	Toupouri	Père de famille	MDR
20	NGAWANG KETOING	Vers 197 à Foulgon	Masculin	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})	Agent Vétérinaire	/	Agent Vétérinaire	Toupouri	Père de famille	MDR
21	DOMGA MODIEU	Vers 1978 à Djaolané	Masculin	Secondaire 1 ^{er} cycle	/	Les stratégies de recouvrement des taxes et impôt	Secrétaire d'Etat Civil	Toupouri	Père de famille	MDR

	Identification (Noms et Prénoms)	Date et lieu de naissance	Sexe	Niveau d'étude	Formation de base	Formation reçue en tant que CM	Catégorie socioprofessionnelle	Clan familial	Hiérarchie traditionnelle	Parti politique
22	TAPSALA GNAKREO	Vers 1950 à Bindiryel	Masculin	Aucune	/	/	Agent SODECOTON	Toupouri	Père de famille	MDR
23	JEAN-PAUL	Vers 1967 à Djaolané	Masculin	Primaire (CM2)	Aucune	/	Agriculteur	Toupouri	Père de famille	MDR
24	DOMWA Jean- Pierre	Vers 1967 à Youaye Mbogué	Masculin	Primaire	Aucune	/	Agriculteur	Toupouri	Père de famille	MDR

Tableau 11 : Les différentes commissions communales

N°	Commissions/ Fonctions	Composition/No mbre de membres	Fonctionnement 2010/2011				
			Nombre de réunions annuelles	Thèmes discutés	Activités réalisées	Activités en cours ou en prévision pour 2011	Moyens
1.	Grands Travaux Président TISSALA KORADI	Hommes = 08	02; à la veille des sessions du CM	Les projets à porter dans le BP si à la veille de la session budgétaire; Les réalisations /bilan si c'est à la veille de la session du CA	Suivi des travaux construction d'une salle de classe à l'EP Kama, salle Kada; Salle C EPII de Tchatibali	Prévision de suivre tous les travaux de l'exercice en cours: 10 salles de classe sur financement FEICOM, forages, +5 blocs latrines	Insuffisance des moyens matériels et financiers de travail ;
		Femmes = 00					
		Total = 08					
2.	Finances Président NOUMGA Paul	Hommes = 07	02; généralement à la veille des séances du Conseil Municipal	Comment améliorer les recettes communales?	Sensibilisation des percepteurs des marchés locaux; Sensibilisation des Lawans sur la collecte des impôts libératoires	Sensibilisation des Lawans et des percepteurs des marchés sur le recouvrement des taxes communales	Insuffisance des moyens matériels et financiers de travail;
		Femmes = 00					
		Total = 07					
3.	Affaires Sociales, sportives et Culturelles DOMGA Modieu (membre) Mme MANINI JACQUELINE	Hommes = 06	03 au cours de 2010	Comment organiser les compétitions sportives en vacances? Comment assainir les villages? L'organisation de la journée internationale de la femme; Comment reboiser les	Championnat des vacances; Journée internationale de la femme; Campagne de sensibilisation sur l'hygiène et salubrité (3 /villages);	Réalisation des poteaux en fer au stade; organisation des compétitions féminines (foot et hand) en prévision; bancs publics à la commune, marché central et sur l'axe de Datchéka; reboisement	Déblocage des fonds par la Commune pour réaliser ces actions
		Femmes = 01					
		Total = 07					

				espaces vides?		en juin	
--	--	--	--	----------------	--	---------	--

4.1.1.2 Exécutif Communal

L'exécutif municipal de la Commune de Tchatibali est constitué de trois (03) membres tels que défini dans le tableau ci-après.

Tableau 12 : Composition de l'Exécutif communal

Composition	Responsabilités /Rôles/Missions	Fréquence de rencontre entre les membres de l'exécutif	Difficultés/faiblesses évoquées
Maire titulaire Dr GAIWE Raymond	Contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations par la réalisation des projets sociaux (points d'eau, salles de classes, santé, éducation de base et secondaire); Les tâches propres: Coordination de la gestion administrative et financière de l'institution; représentation de la commune dans toutes les instances; recherche des partenaires	Prévue mensuellement, mais elle n'est pas tenue de façon régulière	Insuffisance dans la maîtrise des procédures de gestion surtout financières; Insuffisance du personnel qualifié (à tous les niveaux) Insuffisance des moyens pour atteindre les objectifs (la Commune et dépend essentiellement des CAC); inexistence d'un cahier de charge formel définissant clairement les responsabilités du Maire titulaire et ses Adjoints;
1^{er} Adjoint M. BINGWE Albert	Remplacement du Maire en cas d'empêchement, Signature et certification des actes d'état civil, Présidence du comité en charge du suivi et évaluation des recettes communales; il est responsable des volets sensibilisation et animation des populations sur les aspects socio économiques et environnementaux au sein de la commune		Difficulté à tenir les réunions mensuelles; insuffisance de matériels didactiques de travail, inexistence de moyen de déplacement, de commodités dans le bureau (meubles inappropriés, bureau sans éclairage, sans ventilateur etc.); inexistence d'un cahier de charge formel définissant clairement les responsabilités du 1 ^{er} Adjoint au Maire
2^{ème} Adjoint M. YAGOUA	Remplacement du Maire en cas d'empêchement; il est chargé des volets développement sanitaire, éducatif, social, sportif et culturelle au sein de la Commune		Pas de tenue régulière des réunions, inexistence des moyens de déplacement, financiers, matériels de travail, des rapports manuscrits, pas de cahier de charge pour ses attributions, ni de planification des activités,

4.1.1.3 *Personnel Communal*

Le personnel communal est constitué de neuf (09) agents dont deux (02) nommés et sept (07) recrutés par décision préfectorale. Tous ont un contrat à durée indéterminé (**CDI**), perçoivent régulièrement leurs salaires/indemnités et tous sont affiliés à la **CNPS**. Le tableau ci-dessous dresse un état de lieu sur les caractéristiques du personnel de la Commune de Tchatibali. Il faut souligner la présence d'un agent de développement et un comptable.

Tableau 9: Composition du personnel communal

N° d'ordre/ Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nom et prénom	FANWE Dénis	KAMPETE	GASSO Jean- Baptiste	DJAGUE YOKREO	MBOUDANDI DAIKREO	TEMGA Jean Préfet	NGNOMO Vincent	DOMSALA TCHEKREO	DOMGA MODIEU
Date naissance de	Vers 1966	Vers 1960	Vers 1980	Vers 1975	Vers 1954	Vers 1971	6 /09/ 1983	Vers 1977	Vers 1978
Sexe	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin	Masculin
Niveau d'étude	Secondaire général 2 nd cycle	Secondaire général 2 nd cycle	Secondaire Tech 1 ^{er} cycle (4 ^{ème} Année Aide Comptable)	Secondaire Techn 1 ^{er} cycle (4 ^{ème} Année Aide Comptable)	Aucun niveau d'étude	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})	Secondaire général 2 nd cycle (2 nd)	Aucun niveau d'étude	Secondaire général 1 ^{er} cycle (3 ^{ème})
Qualification de base	Adjoint D'Administ ration	Controleur Adjoint du Trésor	Aide comptable	Aide Comptable	Gardien de nuit	Maître de Sport	/	Aucune	/
Date d'embauche/affec tation	5 /09/ 2007	18 /09/ 1999	1 ^{er} /07/ 2000	1 ^{er} /07/ 2000	1 ^{er} /07/ 2000	13/04/2007	8 /02/ 2008	1 ^{er} /06/ 2008	21/02/2008
Type de contrat	Nominatio n CDI	Nomination CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI	Recrutement CDI
Formations reçues après recrutement	Sur la fiscalité et finances locales; sur le BP et CA; sur la décentralis	Recyclage sur la reforme de la comptabilité	Informatique/Bu reautique; Recyclage en comptabilité générale	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune

N° d'ordre/ Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nom et prénom	FANWE Dénis	KAMPETE	GASSO Jean- Baptiste	DJAGUE YOKREO	MBOUDANDI DAIKREO	TEMGA Jean Préfet	NGNOMO Vincent	DOMSALA TCHEKREO	DOMGA MODIEU
	ation, sur la nouvelle nomenclat ure								
Fonctions	Secrétaire Général	Receveur Municipal	Secrétaire particulier du Maire et Agent de suivi	Agent d'Assiette	Gardien	Chargé de loisirs	Agent d'hygiène et salubrité	Agent d'entretien des forages et puits à ciel ouverts	Secrétaire d'Etat civil
Description des tâches	Elaboratio n du budget, du compte administrat if, traitement des divers dossiers, suivi et gestion du personnel	Encaissement et décaissement des fonds, paiement du personnel	Suivi des biens et matériels de la commune ; Billeteur ; Gestion des courriers ; saisie des divers documents	Suivi de recouvrement des recettes communales ; du FEICOM	Veille sur la protection des biens de la commune	Chargé des activités socio culturelles et sportives	Sensibilisation , contrôle des concessions latrines, les denrées et autres dans les marchés	Réparation des forages ; Conseiller technique des comités de gestion des points d'eau	Dresse les actes (naissance, reconnaissanc e mariages, décès)
Salaires et avantages	Indemnités	Indemnités	Salarié perma	Salarié permat	Salarié perma	Salarié permanent	Salarié permanent	Salarié permanent	Salarié perm

N° d'ordre/ Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nom et prénom	FANWE Dénis	KAMPETE	GASSO Jean- Baptiste	DJAGUE YOKREO	MBOUDANDI DAIKREO	TEMGA Jean Préfet	NGNOMO Vincent	DOMSALA TCHEKREO	DOMGA MODIEU
Régularité des salaires ¹	Indemnités rég	Indemnités régul	Salaire régulier	Salaire régulier	Salaire régulier	Salaire régulier	Salaire régulier	Salaire régulier	Salaire régulier

Observations: Deux Agents communaux sont en cours de recrutement dont (01) Chauffeur-mécanicien et (01) Planton; la décision portant leur recrutement est au niveau de la Tutelle (Préfecture de Yagoua).

4.1.1.4 *Politique de gestion des ressources humaines au sein de la Commune de Tchatibali*

Tableau 13 : Politique de gestion des ressources humaines

Critères d'appréciation de la gestion du personnel	Oui/Non	Modalités
Existence d'un profil de carrière	Oui	Basé sur l'ancienneté, avancement et rendement du personnel
Existence d'un document formel et officiel (ex: RI Contrats)	Oui	Sur la base du code de travail et suivant négociation entre les parties en présence
Le profil de carrière concerne seulement quelques catégories	Oui	Il concerne le personnel communal avec contrat à durée indéterminée
Système d'évaluation et de motivation du personnel communal	Oui	Recherche de l'efficacité; effet de suivisme
Recrutement du personnel communal	Oui	Conseil Municipal sur proposition du Maire
Planification des ressources humaines	Oui	Planification des ressources en fonction de besoins et des moyens disponibles
Mode d'avancement du personnel communal	Oui	Commission P. d'avancement
Pouvoir de décision des avancements du personnel	Oui	Le Maire, parfois en concertation avec ses Adjoints, le SG

¹ R pour salaires réguliers et IR (n) pour salaires irréguliers avec n mois de retard.

4.1.1.5 Organisation et fonctionnement des services

La vie au quotidien de la commune de TCHATIBALI est animée par six (06) services dont cinq (05) sont fonctionnels avec un personnel permanent. Les tableaux ci-après présentent chacun de ses services dans ses missions, activités, forces et ses faiblesses.

4.1.1.5.1 SERVICE DU SECRETARIAT GENERAL

Tableau 14 : Fonctionnement du secrétariat général

MISSIONS: Confection des documents techniques (BP, CA); gestion des divers dossiers à lui quottés, suivi du personnel; assurer le secrétariat de séances des sessions, tenue et classement des registres des délibérations et autres opérations courantes.									
Personnel		Matériel de travail		Communication intra et inter services		Planification des activités		Evaluation des activités / du personnel	
Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses
Ponctualité du personnel; Assiduité au travail	Insuffisance du personnel dans le service	/	Bureau de travail ne répond pas au standard de qualité Inexistence d'outil informatique ;	Des rencontres entre les services sont convoquées par le Maire	Pas de service de courriers pour faciliter la circulation des informations et dossiers; perte des courriers; retards dans la réception	Respect des délais en ce qui concerne la production des documents techniques	Inexistence d'une planification des activités, celles-ci sont réalisées en fonction des dossiers ou besoins	Quelques CR des activités; personnel noté même si ce n'est pas tout le monde	Pas de rapports écrits en dehors de la situation des recettes et dépenses envoyée au CDF et Tutelle

Observation: Le service de secrétariat général de la commune a besoin d'être renforcé au niveau de son personnel (formation en techniques de rédaction administrative, planification et gestion des ressources) au niveau de la logistique de travail (local approprié, équipement informatique, meubles de rangement).

4.1.1.5.2 SERVICE DE LA RECETTE MUNICIPALE

Tableau 15 : Fonctionnement de la recette municipale

MISSIONS: Recouvrement et encaissement des recettes de la municipalité et production des comptes de gestion									
Personnel		Matériel de travail		Communication intra et inter services		Planification des activités		Evaluation des activités / du personnel	
Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses
Sensibilisation régulière par le personnel; liste des contribuables connues et actualisés	Personnel insuffisant; Non maîtrise des textes sur la fiscalité communale; Non maîtrise des outils de gestion et suivi des recettes ; Pas de cahier de charge décrivant les tâches et responsabilités	Des tickets de recouvrement sont édités	Inexistence de la logistique (matériel roulant, informatique,	Utilisation du téléphone pour faciliter communication certificat des recettes et dépenses		Plan d'action mensuel défini avec des objectifs à atteindre;	Insuffisance dans la définition des stratégies et politique de maximisation des recettes	Respect des décades ; Etats mensuels produits en manuscrits;	Inexistence des rapports physico financiers, Les Etats financiers ne sont pas informatisés; Compte de gestion du receveur non fait

Observation: Besoins en renforcement de capacités du personnel en gestion /comptabilité **CDT**, en informatique; et le recrutement des percepteurs locaux lettrés ayant un sens de l'intérêt général de la commune.

4.1.1.5.3 SERVICE DU SECRETARIAT D'ETAT CIVIL

Tableau 16 : Fonctionnement du secrétariat d'état civil

MISSIONS: Délivrance des actes d'état civile (naissance, reconnaissance, mariage et décès)									
Personnel		Matériel de travail		Communication intra et inter services		Planification des activités		Evaluation des activités / du personnel	
Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses
Personnel engagé et disponible	Le personnel n'a pas reçu de formation en tant que tel ; N'a pas prêté serment	Existence d'un local avec bureau de travail ; quelques chaises	Manque de matériels et fournitures de travail	Communication facile avec les autres services	/	Les actes sont aussitôt dressés	Inexistence de planification préalable des activités	Statistiques disponibles sur les actes dressés	Pas d'évaluation et tant que tel ; pas de rapport écrit

Observation: Les difficultés évoquées par le responsable de ce service se situent au niveau du retard dans le paraphage des registres à Yagoua; local inapproprié pour les célébrations des mariages, mobilier pour le classement des documents et archives inapproprié.
Le renforcement des capacités sur la maîtrise des textes sur les actes d'état civil, l'archivage et la tenue des documents constituent les besoins exprimés par le personnel de ce service.

4.1.1.5.4 SERVICE DU SECRETARIAT PARTICULIER DU MAIRE

MISSIONS : Gestion des courriers (arrivées et départs), assure le secrétariat du Maire et de la commune + gestion de la commune									
Personnel		Matériel de travail		Communication intra et inter services		Planification des activités		Evaluation des activités / du personnel	
Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses
Disponibilité du personnel	Insuffisance dans la maîtrise des notions de comptabilité et de gestion communale	Existence d'un ordinateur complet	Insuffisance de matériels de travail et consommables informatiques Meubles inadaptés au service Local non appropriés Dossiers et documents non sécurisés	Existence des registres entrée/sortie du courrier; dossiers et documents classés	Inexistence d'un registre de gestion interne des dossiers		Inexistence de planification préalable ; Inexistence de cahier de charge formel		Inexistence d'un système d'évaluation des activités
Ponctualité du personnel									
Est présent au bureau même en dehors des heures de services et jours non ouvrables									
Utilise l'outil informatique									

Observation: Les Difficultés évoquées par le responsable en charge de ce service sont entre autres: insuffisance du matériel, meubles de bureau inappropriés, bureau accessible à tout le monde.

Les besoins en renforcement de capacités sont dans le domaine des techniques de rédaction administrative (lettres, CR, rapports et synthèses), en comptabilité et gestion des CTD, tenue des documents (archivage).

RMQ: Le SP assume la charge du comptable matière et de billeteur.

4.1.1.5.5 SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES, CULTURELLES ET SPORTIVES

Ce service n'est pas encore opérationnel au niveau de la Commune même s'il ya un personnel communal recruté à cet effet. Ce dernier est mis à la disposition du lycée de Tchatibali. Il n'a pas été aussi possible de le rencontrer au cours de la période de la collecte des données.

4.1.1.5.6 SERVICE D'HYGIENE ET SALUBRITE

MISSIONS: La mission consiste en la sensibilisation des populations dans les quartiers, villages et espaces publics à respecter les règles d'hygiène et salubrité, à mener des inspections dans les marchés auprès des bouchers, vendeuses de bière locale, vendeuses des aliments et s'assurer du respect des règles d'hygiène et salubrité

Personnel		Matériel de travail		Communication intra et inter services		Planification des activités		Evaluation des activités / du personnel	
Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesse	Forces	Faiblesses	Forces	Faiblesses
Disponibilité du personnel en place	Personnel non formé ; Personnel insuffisant au regard de la charge du travail (une seule personne)	RAS	Inexistence de moyen de déplacement ; Inexistence des matériels et équipement de travail (tenues, documents etc.)	Communication facile entre les services de la commune	RAS	Elaboration d'un plan annuel de travail	Difficulté à respecter la planification préétablie	Existence d'un cahier de suivi des activités, Compte rendu au Maire des activités et difficultés	Pas de rapports écrits et classés par le service Insuffisance de FMO

Observation: Un appui des **FMO** est nécessaire pour faciliter le travail de ce service surtout pour les cas de déviance ou refus d'observer les prescriptions données lors des campagnes de sensibilisation et d'assainissement. Une collaboration entre la Commune et les FMO est à envisager.

4.1.1.6 Organisation et fonctionnement du Conseil municipal

Le Conseil Municipal de la Commune de Tchatibali au départ est constitué de 25 Conseillers, dont 24 hommes et 01 femmes tous issus du MDR. Mais, suite au décès d'un Conseiller, cet organe est aujourd'hui composé de 24 membres dont les âges varient entre 29 ans à 79 ans. Il faut souligner que 50 % de ces conseillers se situent dans la tranche d'âge comprise entre 40-59 ans. Le graphique ci-dessous illustre la répartition de ces Conseillers par tranche d'âge.

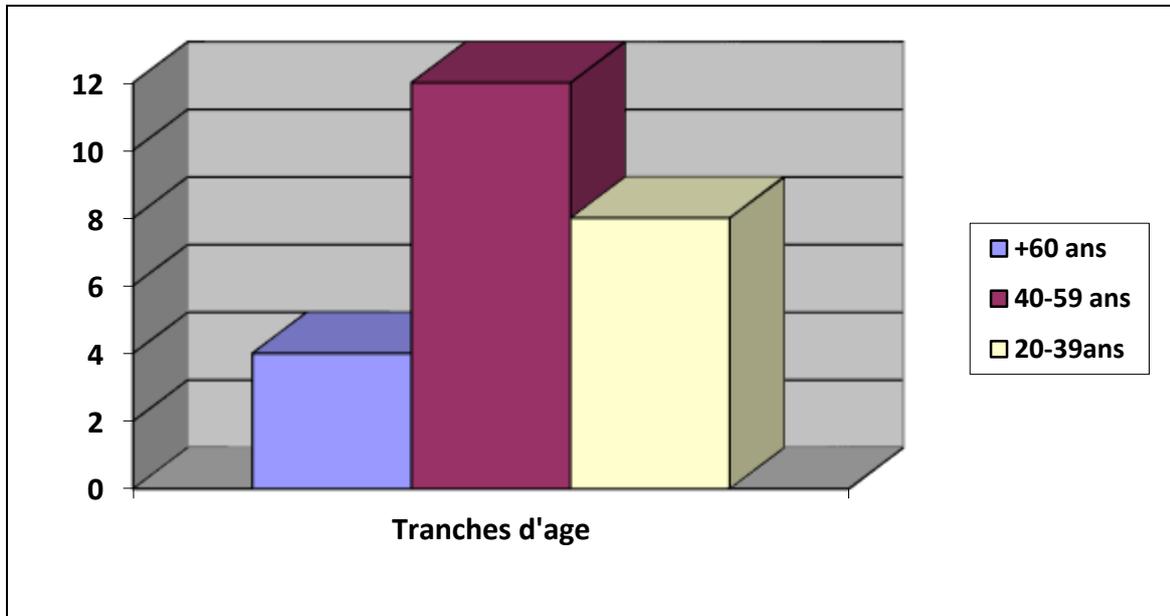


Figure 4 : Répartition des Conseillers Municipaux par tranche d'âge

Au plan instruction, 76, 16 % des Conseillers ont été à l'école avec des niveaux allant du primaire au supérieur et ont suivi des formations diversifiées.

Le diagramme ci-dessous est une représentation de la répartition des Conseillers selon leur niveau d'instruction.

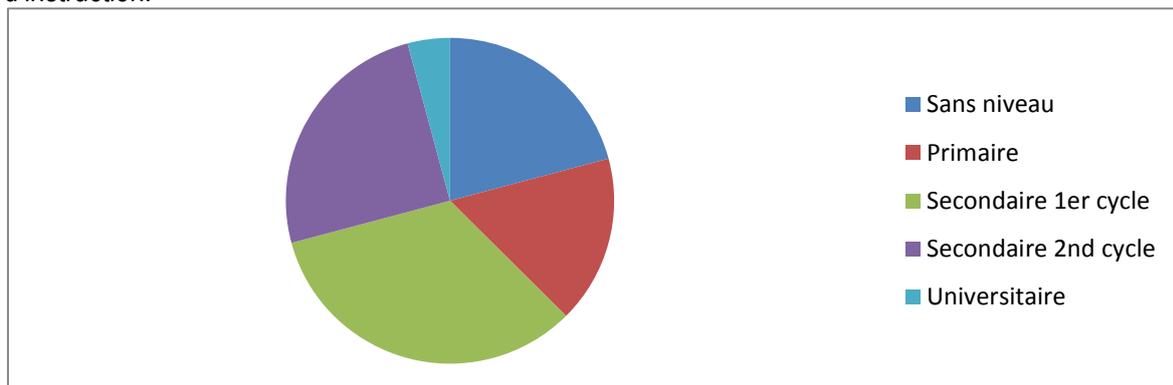


Figure 5 : Répartition des Conseillers suivant niveau d'étude

Au niveau du fonctionnement, en tant qu'organe délibérante, le Conseil Municipal de Tchatibali tient généralement deux (02) sessions au lieu d'un minimum de quatre au cours de l'année. Une est tenue généralement en octobre-novembre au cours de laquelle l'examen et le vote du budget ont lieu et l'autre pour l'approbation du compte administratif est tenue généralement au mois de mars ou d'avril. Il faut noter qu'en 2010, trois sessions ont été tenues.

En plus de ces sessions, trois (03) commissions sont créées au sein du Conseil Municipal. Celles –ci sont chargées d'examiner les questions et problèmes divers qui seront débattus en session et de suivre tout au long de l'exercice les projets inscrits dans le budget et le plan de campagne.

En l'absence d'un service de communication et de marketing au sein de la Commune de Tchatibali, le principal canal de transmission de l'information entre elle et les populations reste le Conseil Municipal. Et inversement les Conseillers Municipaux, chacun dans les localités dont il est le représentant est le porte parole de la population auprès de la Commune.

Toutefois, il ressort des entretiens réalisés qu'il existe d'autres canaux par lequel l'information est transmise entre la commune et la population. Il s'agit notamment des Chefs traditionnels, des Présidents des Comités de Développement, des Elites etc.

Enfin de compte, le Conseil Municipal de Tchatibali est organisé et structuré en commissions. Les tableaux ci-dessous présentent ces commissions dans leur composition et leur fonctionnement ainsi que l'ensemble des Conseillers Municipaux suivant leur identité, niveau d'étude, et formation de base ou formation reçue en tant que Conseiller Municipal. Et la liste exhaustive des Conseillers municipaux est détaillée sur le tableau ci-après

4.1.2 RESSOURCES FINANCIERES DE LA COMMUNE

4.1.2.1 Situation des recettes au cours des trois derniers exercices

(2008, 2009 et 2010) sur la base des BP et CA:

Pour l'exercice 2008:

Tableau 17 : Situation des recettes au cours de l'année 2008

Nature des recettes	Total sur le BP (En Franc CFA)	% sur le BP total	Total sur CA(En Franc CFA)	% sur le CA total	Taux de réalisation	Observation
Recettes propres	27 400 000	36,33 %	10 029 477	22,39 %	36,60 %	Incivisme fiscale à l'origine de ce faible taux de recouvrement
Recettes extérieures (CAC)	48 000 000	73,27 %	34 754 533	77,61 %	72,40 %	/
Total des recettes	75 400 000	100 %	44 794 010	100 %	59,40 %	/

Pour l'exercice 2009:

Tableau 18 : Situation des recettes au cours de l'année 2009

Nature des recettes	Total sur le BP (En Franc CFA)	% sur le BP total	Total sur CA (En Franc CFA)	% sur le CA total	Taux de réalisation	Observation
Recettes propres	26 500 000	35,57 %	7 204 975	14,82 %	27,18 %	Incivisme fiscal à l'origine de ce faible taux de recouvrement
Recettes extérieures(CAC)	48 000 000	64,43 %	41 402 560	85,18 %	86,25 %	/
Total des recettes	74 500 000	100 %	48 607 535	100 %	65,24 %	/

Pour l'exercice 2010 :

Tableau 19 : Situation des recettes au cours de l'année 2010

Nature des recettes	Total sur le BP (En Franc CFA)	% sur le BP total	Total sur CA (En Franc CFA)	% sur le CA total	Taux de réalisation	Observation
Recettes propres	33 774 926	21,21 %	5 935 558	4,35 %	17,57 %	Incivisme fiscale à l'origine de ce faible taux de recouvrement
Recettes extérieures (CAC+ PNDP)	125 534 274	78,79 %	130 267 564	95,65 %	103,77 %	Dotation du PNDP a rehaussé le taux de réalisation
Total des recettes	159 309 200	100 %	136 203 122	100 %	85,49 %	/

4.1.2.2 Evolution de recouvrement des recettes au cours des trois derniers exercices 2008, 2009 et 2010 sur la base du CA :

Tableau 20 : Evolution des recettes au cours des trois dernières années

Nature des recettes	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Observation
Recettes propres	10 029 477	7 204 975	5 935 558	Décroissance constatée au cours des trois années
Recettes extérieures	34 754 533	41 402 560	130 267 564	Les CAC ont augmenté au fil des années
Total des recettes	44 794 010	48 607 535	136 203 122	Augmentation de recettes au fil des années
Recettes total/habitant	1 397,06	1 516,00	4 247,98	Augmentation de recettes /habitant au cours des trois ans
Recettes propres/habitants	312,80	224,71	185,12	Décroissance des recettes propres/habitant au cours des trois ans

4.1.2.3 Evolution des dépenses au cours des trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010) sur la base du CA :

Tableau 21 : Evolution des dépenses au cours de trois derniers exercices

N°	Situation générale des dépenses	Exercice 2008 (En Franc CFA)	Exercice 2009 (En Franc CFA)	Exercice 2010 (En Franc CFA)	Observation
1	Dépenses de fonctionnement	34 979 434	33 173 933	52 139 616	/
2	Dépenses d'investissement	5 107 947	16 494 223	52 712 699	/
3	Dépenses totales	40 087 381	49 668 156	104 852 315	/
4	Dépenses de fonctionnement/habitant	1 090,95	1 034,64	1 626,16	/
5	Dépenses d'investissement/habitant	159,30	514,43	1 644,03	/

4.1.2.4 Exécution budgétaire au cours des trois derniers exercices (2008, 2009 et 2010) sur la base du CA:

Tableau 22 : Exécution budgétaire au cours des trois dernières années

Situation générale	Exercice 2008 (En Franc CFA)	Exercice 2009 (En Franc CFA)	Exercice 2010 (En Franc CFA)	Observation
Recettes totales	44 794 010	53 314 164	136 203 122	/
Dépenses totales	40 087 381	49 668 156	104 852 315	/
Excédents de l'exercice	4 706 629	3 646 008	31 350 807	/
Taux d'exécution du budget	89,49 %	93,16 %	76,98 %	/

4.1.2.4.1 Etat des recettes

4.1.2.4.1.1 Recettes propres

Les recettes propres de la Commune sont très faibles et ne représentent qu'en moyenne **30 à 35 %** des recettes totales sur les prévisions budgétaires. Selon les données recueillies dans les CA des trois derniers exercices, le taux de recouvrement de ces recettes propres oscille entre **17 et 36 %**, ce qui est très faible pour la Commune. Autrement dit cette dernière ne vis que des ressources extérieures en l'occurrence les **CAC**. Il ressort de l'exploitation des documents techniques que les postes de recettes propres ci-après ont été répertoriés:

- Impôts libératoires (difficilement perçus surtout le cas des motos taximen qui ne paient pas du tout leur impôt) ;
- Droits de places sur le marché ;
- Droits des timbres communaux ;
- Droits de fourrière ;
- Droits sur le permis de bâtir (introduite en 2011) ;
- Taxes d'abattage ;
- Taxes sur les spectacles (rarement perçues) ;
- Taxes de stationnement (rarement perçues, inexistence d'une gare routière) ;
- Taxes sur le développement local (introduite en 2011) ;
- Taxes sur le port d'arme à feu (introduite en 2011) , incivisme fiscal ;

- Taxes de transport des produits de carrières (2011) ;
- Taxes sur les prestations fournies (introduites en 2011) ;
- Produits de l'exploitation de la benne de la commune ;
- Produits location salle, benne, meubles, et autres ;
- Patente **SODECOTON** ;
- Amendes simples police ;
- **Recettes extérieures :**
- CAC ;
- Dotation du **PNDP** ;
- Dotation Générale de la Décentralisation ;
- Dotation **FEICOM**.

4.1.2.4.2 Etat des dépenses

4.1.2.4.2.1 Fonctionnement :

- Dépenses du personnel communal ;
- Dépenses liées au fonctionnement du Conseil Municipal;
- Dépenses de fonctionnement courant (fourniture de bureau);
- Appui à l'autorité administrative ;
- Dépenses liées au fonctionnement d'autres structures ;
- Dépenses /subventions aux tiers.

4.1.2.4.2.2 Investissement :

- Dépenses liées aux Matériels et réparation véhicules;
- Bâtiments (hôtel de ville, centre multi média) ;
- Equipements divers;
- Terrains.

4.1.3 PATRIMOINE COMMUNAL

4.1.3.1 Inventaire et typologie du patrimoine communal

La collecte des données sur le patrimoine de la Commune de Tchatibali a permis de recenser des biens d'ordre mobiliers, immobiliers et des matériels roulant qui sont pour la plupart en état de délabrement et hors d'usage. L'inventaire du patrimoine montre que la Commune de Tchatibali souffre d'une

insuffisance en local adéquat devant abriter ses services, en mobiliers de bureau, en matériels informatiques et roulant, en infrastructures de services (tribune, stade, foyer etc.)

Le bâtiment devant loger les bureaux de la Commune qui était en cours de construction en 2008 l'est toujours. Les travaux n'ont pas avancé faute des ressources. Pour le moment, c'est un hangar de marché qui, transformé en bâtiment, fait office des bureaux pour les différents services. Il n'existe pas de salle de délibérations, pas des bureaux pour le service financier ni pour le service d'hygiène et salubrité, moins encore pour le service en charge des affaires socio culturelles et sportives.

Le seul matériel roulant fonctionnel est la benne qui enregistre régulièrement des pannes puisqu'elle est déjà amortie. Celle-ci est utilisée autant pour le service de la Commune que pour la population qui la loue.

Il faut souligner que pour l'ensemble de ces infrastructures et autres biens immobiliers, la commune ne dispose pas encore des titres de propriété.

Du reste, le tableau ci-dessous présente une synthèse des biens par nature appartenant à la Commune de Tchatibali.

Tableau 23 : Composition du patrimoine communal

Biens en nature	Date acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur actuelle	Etat de fonctionnement	Sources de financement/ mode d'acquisition	Date de mise en service	Propriété	Mode de gestion/ contrôle de l'utilisation	Système d'entretien	Observations
Terrain nu	1993	/	2 000 000	/	Léguer par l'Etat	1999	Commune	/	/	/
Infrastructures										
Bâtiments de la commune	2006	/	Indéterminé	En cours de construction	Budget Communal	/	Commune	/	/	Bâtiment inachevé
Centre multi média	2010	/	Indéterminé	/	/	En cours				
Hangar 1 Tchatibali	1991	500 000	1 500 000	Passable	Commune	1991	Commune	Directe	Réfection	Hangar abritant les bureaux actuels de la commune
Hangar 2 marché Tchatibali	2000	3 000 000	2 000 000	Bon état	Commune	2000	Commune	Directe	Réfection	Hangar peu exploité par les commerçants
Bureau gendarmerie (campement)	1996	2 000 000	1 500 000	Passable	Léguer par Etat	1996	Commune	RAS	Entretenu par Brigade	/
Logement des Maîtres à Werféo	1996	2 500 000	1 000 000	Bon état	Léguer par l'Etat	1989	Commune	EP Werféo	Entretenu par l'Ecole de Werféo	/

Biens en nature	Date acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur actuelle	Etat de fonctionnement	Sources de financement/ mode d'acquisition	Date de mise en service	Propriété	Mode de gestion/ contrôle de l'utilisation	Système d'entretien	Observations
Logement des Maîtres à Douaye	1996	2 500 000	2 000 000	Bon état	Léguer par l'Etat	1992	Commune	EP Douaye	Entretenu par l'Ecole de Douaye	/
Tribune Municipale	1999	2 658 000	500 000	Médiocre	Commune	1999	Commune	Directe	Entretien par la commune	A subi les effets de la tornade
Abattoir municipal	1999	2 000 000	1 500 000	Passable	Commune	1999	Commune	Directe	Entretenu par la Commune	Une partie de la toiture endommagée
Bloc de salle de classe au Lycée de Tchatibali	1993	4 000 000	3 500 000	Passable	Budget Commune	1993	Commune	Lycée	Entretenu par le Lycée	Toiture endommagé par la tornade
Matériel roulant (Benne)	2000	80 000 000	30 000 000	Moyen	FEICOM	2000	Commune	Transport sable, matériels et matériaux	Révision, remplacement des pièces de rechange	Benne qui tombe régulièrement en panne
Matériel roulant (Suzuki)	/	/	/	Non fonctionnel	Legs suite à la division du grand Kar hay	1996	Commune	/	/	Hors d'usage

Biens en nature	Date acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur actuelle	Etat de fonctionnement	Sources de financement/ mode d'acquisition	Date de mise en service	Propriété	Mode de gestion/ contrôle de l'utilisation	Système d'entretien	Observations
Matériel roulant (Renault 12)	/	/	/	Non fonctionnel	Legs suite à la division du grand Kar hay	1996	Commune	/	/	Hors d'usage
Motocyclette (01)	2008	200 000	100 000	Mauvais état	GTP/SIDA	2002	Commune	Maire	Mise à la disposition du personnel	En panne en ce moment
Fôret communale de Tiliga	1996	0	20 Ha	Bon état	Léguer par l'autorité locale	/	Commune	Agent du poste forestier	Commune	Quelques arbres naturels, en attente de reboisement
Fôret communale de Djamboutou	1996	0	10 Ha	Bon état	Léguer par l'autorité locale	/	Commune	Agent forestier	Commune	Quelques arbres naturels, en attente de reboisement

4.1.4 GESTION DES RELATIONS

La Commune de Tchatabali entretient des relations de collaboration ou de partenariat avec plusieurs structures publiques, parapubliques, privées et religieuses tant au niveau local, départemental que régional.

4.1.4.1 Les différents partenaires de la commune de Tchatabali

Le diagramme ci-contre est une illustration des relations qu'entretient la Commune avec les différents acteurs.

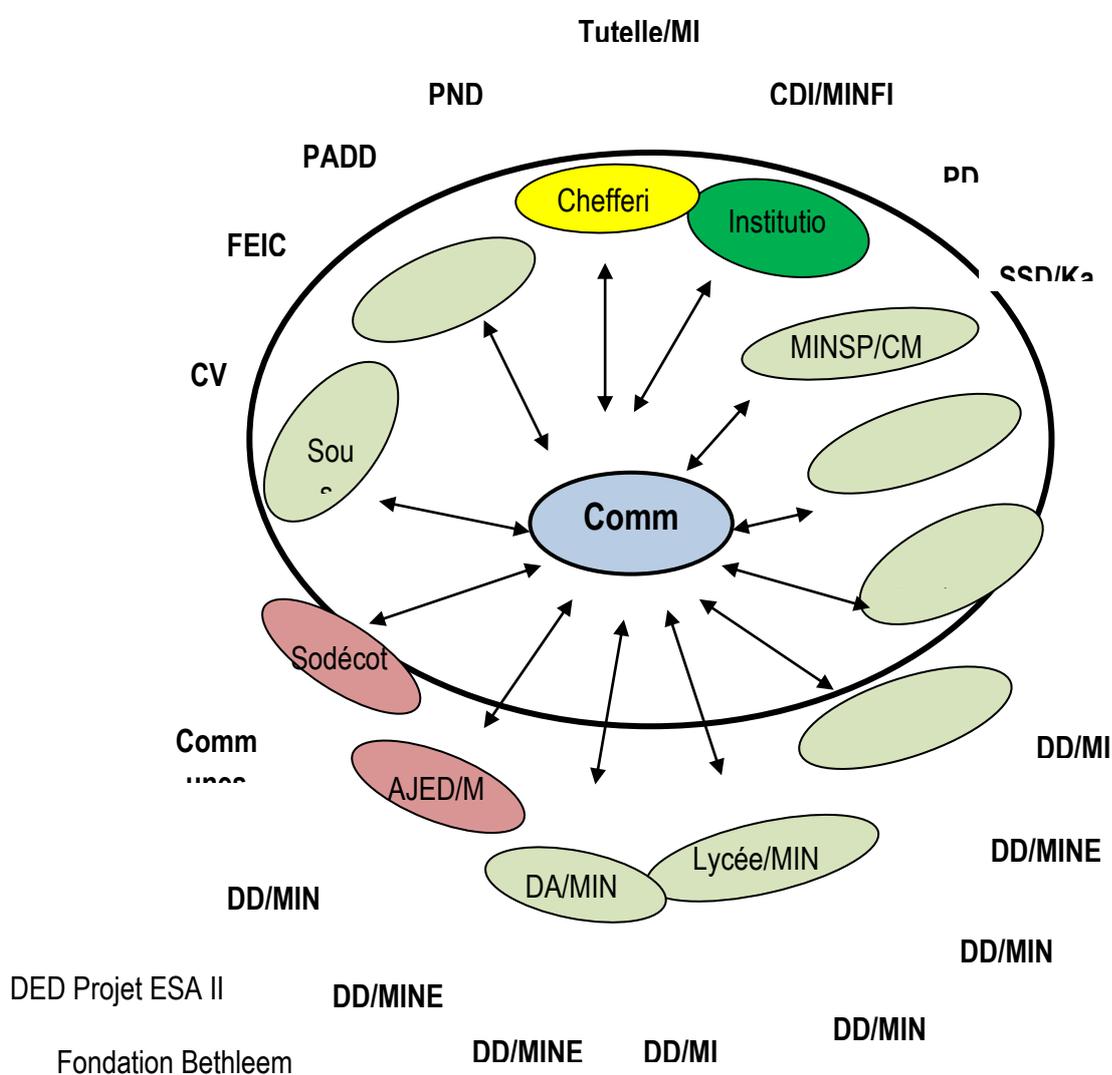


Figure 6 : Les différents partenaires de la Commune

4.1.4.2 Les axes /contenus de collaboration avec les différents acteurs:

4.1.4.2.1 Avec les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) et la Tutelle:

Tableau 24 : SDE partenaires de la Commune

N°	Structures partenaires	Contenu de collaboration	Observation
1	DA/MINEPIA	Fonctionnement abattoir, recouvrement des taxes d'abatage en parallèle	Difficulté de collaboration
2	DA/MINADER	Appuis à la gestion du foret communal	Comice- Appui GIC
3	DA/MINFOF	Préservation des espaces protégés (Gomme arabique), appuis à la gestion du foret communal	-Foret communal -Reboisement des écoles
4	SSD/CMA	Appuis au CMA, paiement de é agents, campagnes de vaccinations, traitement des puits	Pris en charges de 2 agents
5	IAEB/MINEDUB	Appuis au fonctionnement des écoles, construction des salles de classes, recrutement des Maitres communaux	Points d'eau ; Tables banc ;
6	Lycée/CES/MINESEC	Appuis au fonctionnement des écoles, construction des salles de classes, recrutement des enseignants des parents ; Paiement salaire vacataire	Don de Table banc ;

4.1.4.2.2 Avec les projets/Programmes/ONG/Association de développement

Tableau 25 : Projets, programmes, ONG partenaire de la commune

N°	Structure partenaire	Contenu de collaboration	Observation
1	PADDL-EN	Financement d'élaboration du DIC	
2	PNDP-EN	Appui au développement local/ décentralisation	
3	PDR-EN	En cours de définition bien qu'il était présent à l'atelier de la planification	
4	Projet /ESA	Appui à la fertilité des sols par des systèmes des couvertures sous couvert végétal.	
5	AJED/MR	Formation des Conseillers et personnel ; appui à l'élaboration du budget participatif ; élaboration des projets communaux ;	
6	FEICOM	Financement des salles de classes, -latrines, -points d'eau, -crédits d'investissement	

4.1.4.2.3 Avec les communes voisines et la CVUC:

Il existe non seulement une collaboration entre la Commune de Tchatibali et celles voisines que sont Dziguilao, Touloum, Karhay et Datchéka, mais cette collaboration s'élargit à l'ensemble des communes dont la population est à dominance "Toupour". Il s'agit en plus des quatre déjà citées, les communes de Moulvoudaye et Guidiguis (dans le Mayo-Kani), Kalfou et Wina dans le mayo-Danay.

Même si ce cadre de concertation n'est pas formalisé, il n'en demeure pas moins que des points importants soient discutés entre les maires de ces communes à chaque fois qu'ils se sont rencontrés. Les questions les plus partagées sont entre autres:

- L'insécurité des personnes et des biens;
- L'insécurité alimentaire (baisse de production, hausse des prix des denrées, les inondations des parcelles etc);
- L'harmonisation des stratégies des recouvrements des taxes sur le revenu agricole et d'abattage;

Par ailleurs, il existe à l'échelle départementale une association des communes du Mayo-Danay. Ce cadre de concertation permet d'échanger sur les possibilités et mécanismes de recherche des financements extérieurs.

Enfin, au niveau national, la Commune de Tchatibali est membre de la **CVUC** (Communes et Villes Unies du Cameroun).

4.1.4.2.4 Avec les entreprises et autres opérateurs privés :

Il n'ya pas véritablement un cadre de concertation formel entre la Commune de Tchatibali et les entreprises et autres opérateurs privés de son ressort territorial. Toutefois, la commune ne manque pas de faire appel à ces opérateurs lors des événements importants (cérémonies, visites des autorités, tenue des séances du Conseil Municipal etc.) soient pour leur participation aux activités ou leur contribution financière et ou matérielle. Il s'agit principalement de la SODECOTON, des Responsables des Associations et GIC, CDV et certains opérateurs économiques.

4.1.4.2.5 Avec les autorités traditionnelles et confessions religieuses:

Selon les informations recueillies auprès de la Mairie, les Chefs traditionnels (Lamido, Lawans et Djaoros) restent des partenaires incontournables de la Commune. Ces derniers servent de relais après les Conseillers Municipaux pour atteindre les populations. C'est ainsi que les campagnes de sensibilisation, de recouvrement de l'impôt libérateur et certaines taxes connaissent la participation de ces autorités traditionnelles.

Les leaders des confessions religieuses sont aussi associés par la Commune dans la réalisation de ses actions notamment dans le domaine de sensibilisation. Au-delà, certaines confessions religieuses se sont illustrées par des actions concrètes en matière de développement de l'espace communal. L'Eglise Orthodoxe est citée comme l'une des Eglises qui a contribué par la réalisation d'un forage avec pompe à motricité humaine, d'une ferme avicole pour ne citer que ces quelques exemples.

Enfin, il est important de souligner ici que la Commune devrait formaliser des telles actions dans un cadre de concertation bien précise et élargir ainsi les opportunités de la Commune dans la fidélisation des relations de partenariat.

5 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

5.1 SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DE LA COMMUNE

5.1.1 FORCES ET FAIBLESSES DE L'INSTITUTION COMMUNALE :

Il ressort des différents entretiens et observation que la Commune de Tchatibali dispose des atouts qui constituent des forces à son actif et des faiblesses qui nécessitent un renforcement des capacités. Ces forces et faiblesses se présentent tant au niveau des ressources humaines, financières, patrimoniales qu'au niveau des relations avec les différents acteurs de développement. Le tableau ci-dessous donne une synthèse des forces et faiblesses évoquées et observées.

Tableau 26 : Forces et faiblesses de la Commune

Domaines	Forces	Faiblesses
Ressources humaines: organisation et fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil municipal est constitué en grande partie des personnes instruites avec des parcours diversifiés, par conséquent, capables de transmettre et défendre les doléances des populations et représenter valablement la Commune auprès de celles-ci ; - L'Exécutif en place reste ouvert à toute collaboration et partenariat visant un développement de l'espace communal; - Le personnel communal en place est assidu, ponctuel au poste; 	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart des Conseillers ne maîtrisent pas leurs rôles; Insuffisance de formation en tant que Conseiller - Niveau d'étude est bas pour une partie du personnel communal ; - Non appropriation de la Commune comme institution appartenant à toute la population; - Inexistence d'un Comité de Développement à l'échelle de l'arrondissement; - Insuffisance du personnel communal par rapport à l'organigramme fonctionnel en place;
Ressources financières : maximisation des recettes communales et gestion transparente axée sur les résultats	<ul style="list-style-type: none"> - Diversités des activités économiques surtout en agriculture et élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible stratégie et politique d'attrait des investisseurs et partenaires au développement
Ressources patrimoniales	-	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un local approprié pour les services de la Commune ; - Insuffisance de matériels et équipements divers pour le bon ; - fonctionnement des services communaux;

		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures marchandes (hangars, boutiques, gares, abattoirs) pouvant générer des recettes à la Commune; - Inexistence d'un marché à bétail ;
Gestion de relation	<ul style="list-style-type: none"> -AJED-MR et le PADDL ont réalisé plusieurs appuis en renforcement des capacités notamment dans les domaines de la maîtrise d'ouvrage communale, modalités de recouvrement et gestion des taxes communales, élaboration et suivi du budget participatif, le suivi du budget d'investissement etc ; - Centre multi média; - Plusieurs villages ont des CDV actifs et tiennent régulièrement leur AG, - 	<ul style="list-style-type: none"> - La sous information des populations par rapport aux réalisations et partenaires de la Commune; - Faible communication et circulation de l'information entre les services et au sein des organes de la Commune; - ;

5.1.2 OPPORTUNITES ET CONTRAINTES DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Il est évident que si des forces et faiblesses ont été évoquées au cours des différents entretiens, les contraintes et opportunités n'ont pas été laissées en marge. Qu'il s'agisse en interne auprès de l'exécutif et personnel communal ou en externe auprès des SDE et autres acteurs présents sur l'espace communal, les opportunités et les contraintes semblent se converger d'une source à une autre. Ainsi, une synthèse a été réalisée et consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 27 : Opportunités et contraintes de la Commune

Opportunités/Atouts	Contraintes/Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Intervention de plusieurs Projets/Programmes/ONG/Associations de développement sur l'étendue de l'espace communal (PNDP, PADDL, PDR-EN, AJED-MR) ; - Le transfert des compétences et des ressources dans le cadre de la décentralisation en cours; - Commune traversée par la route nationale N° 12 entretenue et praticable en saison sèche; - Existence d'une entreprise de taille importante dans l'espace communal en occurrence la SODECOTON; - Des SDE de l'espace communal sont 	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme fiscal ; - Inexistence d'un plan directeur d'urbanisation et d'aménagement de l'espace communal ; espace communal non lotis ; - Insuffisance de personnel qualifié dans les services publics de l'espace communal (domaines de santé, maintien de l'ordre, éducation, agriculture, élevage etc.); - Inexistence de certains SDE dans l'espace communal (domaines des Affaires sociales, Promotion de la femme et famille, Sport, Travaux publics, Eau et Energie, développement Urbain et habitat, Commerce etc.) - Insécurité des biens et des personnes;

Opportunités/Atouts	Contraintes/Menaces
<ul style="list-style-type: none"> prêts et disponibles pour apporter leur appui à la commune; - Espace propice à la pratique de l'élevage diversifié (bovin, caprin, ovin, porcin); - Possibilités de diversifier les sources de recettes par la création des AGR communales dans le secteur agricole (production du riz, tubercules,) de foresterie (exploitation de la gomme arabique, forêt communale, verger) et l'élevage, etc; - Espace communal couvert par le réseau des opérateurs de téléphonie mobile ORANGE et MTN; 	<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité alimentaire; - Influence des aléas climatiques sur les activités agropastorales; - Conflits agropastoraux nés du non délimitation de zone de pâturage; - Phénomène de sorcellerie; - Le poids de certaines pesanteurs traditionnelles; - conflits entre les élites; - Impraticabilité des pistes rurales en saison des pluies; - Faible extension du réseau électrique dans l'espace communal; - Absence des locaux pour SDE

5.2 PRINCIPAUX AXES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET PISTES D' ACTIONS PRIORITAIRES

5.2.1 PRINCIPAUX AXES DE RENFORCEMENT

A l'issue de l'analyse des données sur la structure, l'organisation et le fonctionnement de la commune de Tchatabali, quelques axes de renforcement ont été identifiés. D'autant plus que dans le contexte actuel de la décentralisation avec le transfert des compétences et des ressources aux CTD, et au regard des insuffisances constatées, plusieurs défis sont à relever par la commune. Pour ce faire, les capacités de la commune en tant qu'institution publique au service de la population doivent être renforcées et ce à divers niveau de l'échelle.

Tableau 28 : Domaines /Axes de renforcement

Domaines/Axes	Actions de renforcement identifiées	Personnes/service s concernés	Partenaires/Organismes d'appuis identifiés
Ressources humaines: organisation et fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en management, en comptabilité, en marketing et communication, en bureautique, en techniques de rédaction administrative, des compte-rendu et rapports d'activités ; - Formation en gestion axée sur les résultats –planification, exécution, suivi et évaluation des cahiers des charges) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exécutif communal; - Conseillers Municipaux; - Le personnel communal; - Les commissions communales; 	<ul style="list-style-type: none"> - PADDL ; - PNDP; PDR-EN ; AJED – MR; PS; - Tutelle

Domaines/Axes	Actions de renforcement identifiées	Personnes/service s concernés	Partenaires/Organismes d'appuis identifiés
	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en techniques de montage, suivi et exécution des projets ; - Formation en archivage et documentation ; 		
Ressources financières : maximisation des recettes communales et gestion transparente axée sur les résultats	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des contribuables sur la fiscalité locale ; - Formation des agents sur les stratégies de recouvrement des recettes communales; - Actualisation du fichier des contribuables toutes catégories confondues ; - Définition des objectifs quantifiables sur le recouvrement des recettes ; - Sécurisation des recettes communales ; - Formation sur le respect des procédures de recouvrement, de gestion et de contrôle des recettes communales ; - Formation sur le développement de l'économie locale et la fiscalité locale ; - Diversification des sources des recettes communales ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exécutif communal; - Conseillers Municipaux ; - Le personnel communal ; - Les commissions communales ; - Les contribuables ; 	<ul style="list-style-type: none"> - PADDL; - PNDP; PDR-EN; AJED – MR; CEFAM; PS; SDE; Tutelle;
Ressources patrimoniales	<ul style="list-style-type: none"> - Actualiser le sommier des meubles et immeubles de la commune à jour ; - Inventaire des infrastructures réalisées par la commune, avec l'appui des partenaires, sur BIP et autres sources de financement ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel communal en charge du patrimoine ; 	<ul style="list-style-type: none"> - PADDL ; - PNDP; PDR-EN; AJED – MR; CEFAM; PS; SDE
Gestion de relation	<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier le réseau des relations avec les SDE, secteur privé, société civile, ONG et projets/programmes de développement ; - Développer l'intercommunalité et les jumelages inter communes ; - Formaliser ces relations pour donner une dimension professionnel à ces partenariats ; - Organisation fréquente rencontres avec les populations suivant un calendrier annuel sur toute 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exécutif communal ; - Le personnel communal ; - Les commissions communales ; 	<ul style="list-style-type: none"> - PADDL ; - PNDP; PDR-EN ; AJED – MR; PS;

Domaines/Axes	Actions de renforcement identifiées	Personnes/service s concernés	Partenaires/Organismes d'appuis identifiés
	l'étendue de l'espace communal ;		

5.2.2 PISTES D' ACTIONS PRIORITAIRES

A l'issue de ce diagnostic et au regard des constats établis, force est de souligner que des actions devraient être engagées par la Commune pour rendre plus efficaces et efficientes ses services en faveur de la population, mais aussi diversifier les stratégies et politiques de maximisation de ses recettes, et un suivi de la gestion axée sur les résultats. Ces actions pourraient se situer à plusieurs niveaux, à savoir le personnel, l'économique, le social, le culturel et le relationnel.

5.2.2.1 *Au niveau du personnel et fonctionnement de la commune:*

- Le recrutement d'un personnel de qualité aux postes vacants suivant l'organigramme fonctionnel au sein des Communes d'Arrondissement;
- Recyclage des Conseillers Municipaux sur leurs cahiers de charges (attributions/responsabilités), la communication et le marketing communal;
- Recyclage des membres de l'exécutif communal sur leurs cahiers de charges (attributions/responsabilités), la fiscalité locale, la comptabilité des CTD, la planification opérationnelle et la gestion axée sur les résultats ;
- Recyclage du personnel en place sur la planification opérationnelle et la gestion axée sur les résultats ;
- Finalisation des travaux de construction de l'hôtel de ville et l'équipement de ses services ;
- L'acquisition des matériels roulants (benne, véhicule de service, motocyclettes) ;

5.2.2.2 *Au niveau de l'économique:*

- Mettre en place une politique de développement de l'économie locale partant de la valorisation du potentiel local, la diversification et la fidélisation des partenariats économiques avec les acteurs intervenant dans la région et au-delà;
- Combattre l'incivisme fiscal par une sensibilisation accrue et développer une stratégie d'intervention communale dans les villages basée sur la contribution locale;
- Réorganiser la gestion des marchés de l'espace communal;
- Redynamiser la commission de suivi des recouvrements des taxes communales;
- Assainir le fichier des contribuables et le mettre à jour;
- Organiser les différents corps de métiers de façon à les structurer pour mieux les suivre;
- Initier des micros projets générateurs de revenus pour diversifier les postes de recettes de la Commune;

5.2.2.3 *Au niveau des infrastructures sociales:*

- Intensifier la réalisation des points d'eau dans tous les villages, notamment au niveau des écoles, centres de santé, marchés etc;
- Construire/réhabiliter des salles de classes dans les établissements primaires et secondaires et y construire des latrines;
- Entretien la voirie urbaine et les pistes rurales reliant les grands villages (lawanats) ;
- Etendre le réseau électrique AES SONEL dans les quartiers de Tchatibali centre et les autres villages ;

5.3 PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR

5.3.1 MATRICE D'ANALYSE DES PROBLEMES DE LA COMMUNE

Domaines	Problèmes	Causes	Effets
Ressources humaines: organisation et fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart des Conseillers ne maîtrisent pas leurs rôles; Insuffisance de formation en tant que Conseiller - Niveau d'étude est bas pour une partie du personnel communal ; - Non appropriation de la Commune comme institution appartenant à toute la population; - Inexistence d'un Comité de Développement à l'échelle de l'arrondissement; - Insuffisance du personnel communal par rapport à l'organigramme fonctionnel en place; 		
Ressources financières : maximisation des recettes communales et gestion transparente axée sur les résultats	<p>Faible stratégie et politique d'attrait des investisseurs et partenaires au développement</p>		
Ressources patrimoniales	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un local approprié pour les services de la Commune ; - Insuffisance de matériels et équipements divers pour le bon ; 		

Domaines	Problèmes	Causes	Effets
	<ul style="list-style-type: none"> - fonctionnement des services communaux; - Insuffisance des infrastructures marchandes (hangars, boutiques, gares, abattoirs) pouvant générer des recettes à la Commune; - Inexistence d'un marché à bétail ; 		
Gestion de relation	<ul style="list-style-type: none"> - La sous information des populations par rapport aux réalisations et partenaires de la Commune; - Faible communication et circulation de l'information entre les services et au sein des organes de la Commune; 		

5.3.2 MATRICE D'ANALYSE DES PROBLEMES IDENTIFIES AU NIVEAU URBAIN ET VILLAGE

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Agriculture	Baisse de la production et de la productivité agricole	Infertilité des sols; Inondations; Faible utilisation d'intrants agricoles; Insuffisance de personnel d'encadrement; Coût élevé des intrants; Centre d'approvisionnement éloignés; Insuffisance des parcelles cultivables; Insuffisance de magasins de stockage; Non utilisation des produits de conservation	Baisse de revenu; Famine; Hausse vertigineuse des prix des denrées; Faible utilisation d'intrants; Détournement des intrants du coton pour d'autres cultures; Sur exploitation des parcelles; Attaques des denrées par les insectes; destruction des denrées;
Elevage, pêche et industries animales	Faible production, productivité et difficulté à conserver les produits d'origines animales et halieutiques	Insuffisance et indisponibilité du personnel vétérinaire; Indisponibilité des produits de soins vétérinaires; Insuffisance des points d'eau (mares, puits); Les parcelles sont des zones de cultures ; Inexistence des boutiques livrant ces produits; Inexistence d'équipement et chaîne de froid ;	Faible suivi sanitaire des animaux; Présence récurrente des maladies; Mort de animaux; Baisse des revenus; Conflits autour des rares points d'eau; Amaigrissement des animaux; Conflits agropastoraux; Faible diversification dans la consommation des protéines animales; Consommation des produits avariés ; Intoxication alimentaire;
Santé publique	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité et Faible harmonisation de l'intervention de la médecine traditionnelle	Insuffisance et indisponibilité de personnel soignant ; Coût élevés des produits et actes médicaux; Faible sensibilisation des populations; Vétusté des locaux du CMA; Inexistence de collaboration entre médecine traditionnelle et les responsables de CMA et la Commune	Patients abandonnés, peu ou mal suivis ; Découragement ; Faible taux de fréquentation au CMA ; Populations exposées ; Patients exposés ; Exercice dans l'anonymat de la fonction de tradipraticiens; Confusion entre charlatans et guérisseurs

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
		Faible organisation du corps de métier;	traditionnels ;
Education de base	Difficulté d'accès à l'enseignement de base de qualité	Insuffisance des salles de classes; Insuffisance de matériels et manuels didactiques et pédagogiques; Insuffisance du personnel enseignant de qualifié ; Inexistence des actes de naissance ; Attraction des jeunes par le mariage précoce ; Faible suivi des élèves par les parents	Elèves assis à même le sol, dans les hangars de fortune Préparation approximative des leçons; Dispense approximative des leçons et baisse de niveau des élèves ; Abandon des études après le CMI; Niveau faible des élèves
Enseignement secondaire	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Insuffisance des salles de classes; Insuffisance d'équipement, matériels didactiques et manuels pédagogique; Insuffisance de personnel enseignant de qualifié; Inexistence d'un centre de documentation/bibliothèque ;	Sur effectif des élèves dans les salles de classes; des élèves prennent cours debout ; Préparation et dispense approximatives des cours; non couverture des programmes; Emplois de temps des enseignants surchargés; non couverture des programmes; niveau approximatif des élèves; Cours non enrichis; préparation difficile des leçons;

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Travaux publics	Difficulté d'accès aux infrastructures routières	Impraticabilité de la route suite aux Inondations; Mauvais état des routes; Non entretien des pistes reliant les grands villages à l'espace urbain;	Difficulté à se déplacer en saison des pluies; Ecoulement difficile des produits locaux vers les marchés; Approvisionnement difficile en produits manufacturés; Coûts élevés des frais de transport des marchandises et de personnes; Déconnexion de l'espace urbaine en saison des pluies
Jeunesse	Difficulté d'accès aux infrastructures et services d'encadrement des jeunes ; Difficultés d'accès aux divertissements et loisirs	Inexistence d'un centre de promotion des activités de jeunesse ; Inexistence d'un personnel d'encadrement de jeunesse ; Inexistence des espaces de divertissement et de loisirs ; Non qualification des jeunes ;	Oisiveté des jeunes ; Désœuvrement ; Dépravation des mœurs ; Abandon des jeunes à la délinquance, à l'alcoolisme, non respect des aînés et des valeurs culturelles ; Exode rurale des jeunes ; Vagabondage ; Propagation des IST/SIDA ; Faible intégration dans les petits métiers ;
Energie et eau	Difficulté d'accès à l'eau potable ; Difficulté d'accès aux sources d'énergies existantes	Insuffisance des points d'eau dans l'espace urbain ; Non entretien par les populations des points d'eau ; Faible fonctionnement des Comité de gestion ; Non branchement de la majorité des quartiers au réseau AES SONEL ; Inexistence d'une politique d'exploitation de l'énergie solaire ; Faible utilisation des groupes électrogènes ;	Conflits et attroupements au tour des points d'eau ; Parcours des longues distances pour chercher de l'eau ; Consommation d'eau non potables ; Fréquentes pannes des points d'eau ; propagation des maladies hydriques Détournement des contributions ; Fermeture des points d'eau ; Plusieurs quartiers dans l'obscurité ; Non utilisation des appareils et équipement électriques ; Décomposition facile de certains denrées

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
			et produits ; Non émergence de certaines activités nécessitant l'utilisation du courant électrique
Affaires sociales	Difficulté d'accès aux services sociaux de base	Non maîtrise de la procédure par la population ; Non déclaration des naissances, de reconnaissance, de mariages et décès ; Non existence d'un centre d'accueil pour orphelins, pour handicapés, pour personnes âgées ; Inexistence d'un personnel d'encadrement des couches vulnérables	Déperdition scolaire ; difficulté à faire recours aux instances administratives et judiciaires en cas de problème ; Situation des couches vulnérables non connue par la commune ; Couches vulnérables non suivies dans l'espace urbain ; Couches vulnérables sans appuis ;
Femme et famille	Difficulté des femmes et des familles à s'épanouir	Inexistence d'un centre de promotion de la femme ; Mariages forcés ; Faible niveau des AGR ; Accès difficile aux sources de financements des AGR ; Insuffisance de dialogue au sein des familles	Des femmes non alphabétisées ; Non accès aux services de promotion féminine (petits métiers) ; Taux élevé de divorce ; Conflits familiaux ; Niveau de pauvreté élevé ; Faible revenu des ménages ;
Culture	Difficulté à sauvegarder les valeurs culturelles	Influence d'autres cultures occidentales ; Influences des religions (christianisme et islam) ; Influence des médias ; Histoire culturelle non écrite ; Inexistence d'un centre culturel et musée d'art local	Hybridisme culturelle ; Conflits de générations ; Non maîtrise des origines et de l'histoire locale ; Disparition de certaines pratiques et habitudes ancestrales ;

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Petites et moyennes entreprises	Difficulté d'accès aux financements d'investissement	Manque d'esprit d'initiative et de créativité ; Inexistence des centres de formation en petits métiers et industries ; Inexistence d'un personnel de d'appui à la création des micros projets ; Faible structuration/organisation des acteurs dans les corps des m étiers de l'espace urbain ;	Economie locale faible ; Population astreinte à la pratique des activités uniquement agricoles ; Faible développement des activités artisanales ; Navigation à vu des promoteurs des initiatives locales ; Difficulté à obtenir des appuis techniques et financiers
Mines, industrie et développement technologique	Inexistence d'activités d'exploitation minière	Inexistence d'investigation dans le domaine minier ;	Ignorance de la Commune des populations des ressources minières locales
Tourisme	Faible développement des activités touristiques	Insuffisance d'investissement dans le secteur touristique (hôtels, cases de passage, sites touristiques) ;	Faible capacités d'accueil des touristes ; Potential touristique non exploité ;
Domaines et affaires foncières	Difficulté dans la gestion des terres et l'occupation de l'espace urbain	Inexistence d'un plan directeur d'urbanisation ; Inexistence des lotissements dans l'espace urbain ; Inexistence de titre de propriété ; Difficulté à obtenir un titre foncier	Eventualité de déplacement dans le futur ; Occupation anarchique de l'espace urbain ; Conflits fonciers ;

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Commerce	Difficulté d'approvisionnement et d'écoulement des produits de consommation diverse	Marché local peu florissant ; Inexistence des grossistes sur l'espace urbain ; Mauvais état des routes ;	Non disponibilité de certains produits et articles ; Coûts élevés de certains produits et articles ; Parcours des longues distances pour s'approvisionner ou écouler ses produits ; Sous développement de l'économie locale
Transport	Difficulté d'accès aux service et équipements de transport de qualité	Mauvais état des routes ; Inondations en saison des pluies ; Insuffisance des cars de transport et camions pour acheminer les marchandises ; Inexistence de gare routière ;	Enclavement de la commune ; Approvisionnement et écoulement difficiles des marchandises ; Surcharges ; Accidents ; Echouement des voyages ; Précipitation de la mort en cas d'évacuation sanitaire la
Postes et télécommunication	Difficulté d'accès aux services postaux et aux services de communication	Inexistence d'un centre postal dans l'espace urbain ; Inexistence des agences de transferts des colis et de fonds sur l'espace urbain ; Faible couverture en réseau de téléphonie mobile ; Accès difficile aux TIC	Déplacement de longue distance pour acheminer colis et transfert des fonds ; Sous information ; Non accès à internet et autres TIC
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Faible développement de la commune en tant qu'institution	Local abritant les services de la Commune est inapproprié ; Insuffisance d'équipement et matériel de travail ;	Qualité de service rendu est approximative ; Non couverture des plans d'actions/de campagne ;

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
		Personnel peu qualifié et insuffisant ; Conseillers Municipaux ne maîtrisent pas leur rôle ; Incivisme fiscale ; Non maîtrise des textes sur la fiscalité, le développement de l'économie locale et le transfert de compétences et de ressources; Insuffisance de personnel FMO	Détournement des recettes propres de la commune ; Dépendance de la Commune des recettes extérieures (CAC) ; Non sécurité de personnes et des biens ;
Foret et faune	Destruction de la faune et du paysage de l'espace urbain	Fréquence de feux de brousse ; Erosion sous l'action des fabricants des briques cuites ;	Avancée du désert ; appauvrissement des sols ; changements climatiques ;
Environnement et protection de la nature	Faible assainissement de l'espace urbain et Faible politique de protection de l'environnement	L'espace urbain est sale non assaini ; Fréquence des maladies ; Pollution de la nature ; Avancée du désert	La Commune peut initier un partenariat avec les pépiniéristes locaux pour disposer des plants en quantité ; Peut solliciter l'appui du SDE et autres partenaires du secteur
Développement urbain et de l'habitat	Faible urbanisation de l'espace	Inexistence d'un plan d'urbanisation ; Inexistence d'un personnel au niveau communal ; Faible investissement des élites au niveau de l'espace urbain ; Construction des habitations en matériaux provisoires	Occupation anarchique de l'espace urbain ; Voirie urbain non entretenu ; Inexistence des airs et espaces publics aménagés ; Fréquence des incendies ; accidents (maisons qui s'écroulent)

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Emploi et formation professionnelle	Difficulté d'accès à un emploi décent ; Difficulté d'accès à des formations professionnelles	Insuffisance des débouchés sur l'étendu de l'espace urbain ; Inexistence des centres de formations en petits métiers ; Faible initiative locale en formation aux petits métiers ;	Chômage ; Développement des activités précaires Précarité de la vie
Travail et sécurité sociale	Faible épanouissement des travailleurs ; Faible couverture sociale des travailleurs et des retraités	Une seule entreprise para publique sur l'espace urbain ; Insuffisance des entreprises et sociétés sur l'espace urbain ; Inexistence d'un encadrement des retraités ; Faible structuration/organisation des travailleurs et retraités	Inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi ; Retraités abandonnés à eux-mêmes ; Faible participation des travailleurs et retraités aux actions de développement ;
Sports et éducation physique	Difficulté d'accès aux infrastructures de sport	Insuffisance des aires et équipements de sport ; Inexistence d'un personnel qualifié pour accompagnement des sportifs ; Désintéressement de la population à la pratique de sport	Potentiel sportif local faiblement exploité ; Perte des talents sportifs ;

Secteurs	Problèmes centraux	Causes	Effets
Recherche scientifique et innovation	<p>Difficulté à réaliser des études de faisabilité pour l'exploitation des ressources locales ;</p> <p>Faible culture des arbres fruitiers ;</p> <p>Faible culture des tubercules et autres spéculations ;</p> <p>Sous exploitation de la gomme arabique ;</p> <p>Faible attention accordée à la médecine traditionnelle</p>	<p>Faible consommation des fruits ;</p> <p>Non variation du régime alimentaire ;</p> <p>Hésitation et doute lors des traitements à base des produits traditionnels ;</p> <p>Conflits d'intérêts entre les acteurs ;</p>	<p>La Commune peut initier un partenariat avec les institutions universitaires et centres de recherches ;</p> <p>Solliciter l'appui de l'Etat et autres partenaires</p>
Enseignement supérieur	<p>Difficulté d'accès aux études supérieures</p>	<p>Eloignement de la commune des Centres et institutions universitaires ;</p> <p>Insuffisance des moyens des parents pour y envoyer les élèves après le BAC ;</p> <p>Non investissement des élites locales dans le logement</p>	<p>Suspension des études après le BAC ;</p> <p>Elite intellectuelle du niveau supérieur insignifiant ;</p> <p>Faible représentativité de la Commune au sein de l'élite départementale ;</p> <p>Niveau de vie inapproprié des étudiants ;</p> <p>Echecs académiques</p>
Communication	<p>Difficulté d'accès à l'information et aux canaux de communication</p>	<p>Inexistence d'infrastructures/ investissement s en canaux de communication (radio communautaire, presse, télévision, internet);</p> <p>Inexistence d'un service de communication et de marketing communal ;</p> <p>Eloignement des points de vente des journaux et périodiques ;</p>	<p>Sous information des populations ;</p> <p>Ignorance de certaines réalités ;</p> <p>Enclavement de l'espace urbain</p>

5.4 RECHERCHE DES SOLUTIONS

5.4.1 MATRICE DES MOYENS/ACTIONS/SOLUTIONS ET FINS/RESULTATS DE LA COMMUNE

Domaines	Objectifs	Moyens/actions	Solutions/fins /résultats
Ressources humaines: organisation et fonctionnement			
Ressources financières : maximisation des recettes communales et gestion transparente axée sur les résultats			
Ressources patrimoniales			
Gestion de relation			

5.4.2 MATRICE DES MOYENS ET FINS DES VILLAGES ET DE L'ESPACE URBAIN

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Agriculture	Améliorer durablement la production et la productivité agricole	Utilisation des techniques de production restaurant la fertilité des sols; Faire des aménagements contre les inondations; Utilisation raisonnée d'intrants agricoles; Augmentation du personnel d'encadrement Réduction des coûts des intrants; Centre d'approvisionnement	Baisse de revenu; Famine; Hausse vertigineuse des prix des denrées; Faible utilisation d'intrants; Détournement des intrants du coton pour d'autres cultures Sur exploitation des parcelles; Attaques des denrées par les insectes; destruction des denrées;

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
		éloignés Construction des magasins de stockage; Utilisation des produits de conservation de qualité en quantité suffisante	
Elevage, pêche et industries animales	Améliorer durablement la productivité, production et la conservation des produits d'origines animales et halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - Recycler le personnel d'encadrement - Former les agro-éleveurs aux techniques d'élevage (production de la biomasse fourragère) - Construction et équipement de délégation d'arrondissement d'élevage, des centres zootechniques vétérinaires et des parcs vaccino-gènes - Aménagement des forages pastoraux, mares artificielles et réfection de l'abattoir municipal 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du cheptel animal sain ; - Améliorer les infrastructures de santé animale; - Améliorer les infrastructures d'abreuvement des animaux - Construction d'une délégation d'élevage et Six (06) Centres vétérinaires et zootechniques
Santé publique	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper le centre de santé de Gané ; - Réfectionner le CMA ; - Réfectionner et équiper les centres de santé de l'arrondissement- - Augmenter le personnel médical et soignant 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Centre de Santé Intégrés de Gané est construit et équipées ; - Le CMA de Tchatibali est réfectionné et équipé - Le personnel médical et soignant est vu à la hausse
Education de base	Faciliter l'accès à une Education de Base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Construire 16 salles de classes équipées ; - Fabriquer 480 tables bancs ; - Réhabiliter certaines salles de classes ; - Construire l'inspection d'arrondissement 	Equipements et infrastructures scolaires augmentés
Enseignement secondaire	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le nombre des établissements d'enseignement secondaire - Augmenter les infrastructures et les équipements scolaires 	

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Travaux publics	Améliorer l'état des routes dans l'espace Communal	<p>Impraticabilité de la route suite aux Inondations; Mauvais état des routes; Non entretien des pistes reliant les grands villages à l'espace urbain;</p>	<p>Difficulté à se déplacer en saison des pluies; Ecoulement difficile des produits locaux vers les marchés; Approvisionnement difficile en produits manufacturés; Coûts élevés des frais de transport des marchandises et de personnes; Déconnexion de l'espace urbaine en saison des pluies</p>
Jeunesse	<p>Difficulté d'accès aux infrastructures et services d'encadrement des jeunes ; Difficultés d'accès aux divertissements et loisirs</p>	<p>Inexistence d'un centre de promotion des activités de jeunesse ; Inexistence d'un personnel d'encadrement de jeunesse ; Inexistence des espaces de divertissement et de loisirs ; Non qualification des jeunes ;</p>	<p>Oisiveté des jeunes ; Décœuvrement ; Dépravation des mœurs ; Abandon des jeunes à la délinquance, à l'alcoolisme, non respect des aînés et des valeurs culturelles ; Exode rurale des jeunes ; Vagabondage ; Propagation des IST/SIDA ; Faible intégration dans les petits métiers ;</p>
Energie et eau	<p>Difficulté d'accès à l'eau potable ; Difficulté d'accès aux sources d'énergies existantes</p>	<p>Insuffisance des points d'eau dans l'espace urbain ; Non entretien par les populations des points d'eau ; Faible fonctionnement des Comité de gestion ; Non branchement de la majorité des quartiers au réseau AES SONEL ; Inexistence d'une politique d'exploitation de l'énergie solaire ; Faible utilisation des groupes électrogènes ;</p>	<p>Conflits et attroupements au tour des points d'eau ; Parcours des longues distances pour chercher de l'eau ; Consommation d'eau non potables ; Fréquentes pannes des points d'eau ; propagation des maladies hydriques Détournement des contributions ; Fermeture des points d'eau ; Plusieurs quartiers dans l'obscurité ; Non utilisation des appareils et équipement électriques ; Décomposition facile de certains denrées et produits ; Non émergence de certaines activités nécessitant l'utilisation du courant électrique</p>

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Affaires sociales	Difficulté d'accès aux services sociaux de base	Non maîtrise de la procédure par la population ; Non déclaration des naissances, de reconnaissance, de mariages et décès ; Non existence d'un centre d'accueil pour orphelins, pour handicapés, pour personnes âgées ; Inexistence d'un personnel d'encadrement des couches vulnérables	Déperdition scolaire ; difficulté à faire recours aux instances administratives et judiciaires en cas de problème ; Situation des couches vulnérables non connue par la commune ; Couches vulnérables non suivies dans l'espace urbain ; Couches vulnérables sans appuis ;
Femme et famille	Amélioration du niveau d'épanouissement des femmes et des familles	Création d'un centre de promotion de la femme ; Sensibilisation contre les mariages précoces et forcés ; Faible niveau des AGR ; Accès difficile aux sources de financements des AGR ; Insuffisance de dialogue au sein des familles	Des femmes non alphabétisées ; Non accès aux services de promotion féminine (petits métiers) ; Taux élevé de divorce ; Conflits familiaux ; Niveau de pauvreté élevé ; Faible revenu des ménages ;
Culture	Difficulté à sauvegarder les valeurs culturelles	Influence d'autres cultures occidentales ; Influences des religions (christianisme et islam) ; Influence des médias ; Histoire culturelle non écrite ; Inexistence d'un centre culturel et musée d'art local	Hybridisme culturelle ; Conflits de générations ; Non maîtrise des origines et de l'histoire locale ; Disparition de certaines pratiques et habitudes ancestrales ;
Petites et moyennes entreprises	Difficulté d'accès aux financements d'investissement	Manque d'esprit d'initiative et de créativité ; Inexistence des centres de formation en petits métiers et industries ; Inexistence d'un personnel de d'appui à la création des micros projets ; Faible structuration/organisation des acteurs dans les corps des métiers de l'espace urbain ;	Economie locale faible ; Population astreinte à la pratique des activités uniquement agricoles ; Faible développement des activités artisanales ; Navigation à vu des promoteurs des initiatives locales ; Difficulté à obtenir des appuis techniques et financiers

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Mines, industrie et développement technologique	Inexistence d'activités d'exploitation minière	Inexistence d'investigation dans le domaine minier ;	Ignorance de la Commune des populations des ressources minières locales
Tourisme	Faible développement des activités touristiques	Insuffisance d'investissement dans le secteur touristique (hôtels, cases de passage, sites touristiques) ;	Faible capacités d'accueil des touristes ; Potentiel touristique non exploité ;
Domaines et affaires foncières	Difficulté dans la gestion des terres et l'occupation de l'espace urbain	Inexistence d'un plan directeur d'urbanisation ; Inexistence des lotissements dans l'espace urbain ; Inexistence de titre de propriété ; Difficulté à obtenir un titre foncier	Eventualité de déplacement dans le futur ; Occupation anarchique de l'espace urbain ; Conflits fonciers ;
Commerce	Difficulté d'approvisionnement et d'écoulement des produits de consommation diverse	Marché local peu florissant ; Inexistence des grossistes sur l'espace urbain ; Mauvais état des routes ;	Non disponibilité de certains produits et articles ; Coûts élevés de certains produits et articles ; Parcours des longues distances pour s'approvisionner ou écouler ses produits ; Sous développement de l'économie locale
Transport	Difficulté d'accès aux service et équipements de transport de qualité	Mauvais état des routes ; Inondations en saison des pluies ; Insuffisance des cars de transport et camions pour acheminer les marchandises ; Inexistence de gare routière ;	Enclavement de la commune ; Approvisionnement et écoulement difficiles des marchandises ; Surcharges ; Accidents ; Echouement des voyages ; Précipitation de la mort en cas d'évacuation sanitaire la

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Postes et télécommunication	Difficulté d'accès aux services postaux et aux services de communication	Inexistence d'un centre postal dans l'espace urbain ; Inexistence des agences de transferts des colis et de fonds sur l'espace urbain ; Faible couverture en réseau de téléphonie mobile ; Accès difficile aux TIC	Déplacement de longue distance pour acheminer colis et transfert des fonds ; Sous information ; Non accès à internet et autres TIC
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Faible développement de la commune en tant qu'institution	Local abritant les services de la Commune est inapproprié ; Insuffisance d'équipement et matériel de travail ; Personnel peu qualifié et insuffisant ; Conseillers Municipaux ne maîtrisent pas leur rôle ; Incivisme fiscale ; Non maîtrise des textes sur la fiscalité, le développement de l'économie locale et le transfert de compétences et de ressources ; Insuffisance de personnel FMO	Qualité de service rendu est approximative ; Non couverture des plans d'actions/de campagne ; Détournement des recettes propres de la commune ; Dépendance de la Commune des recettes extérieures (CAC) ; Non sécurité de personnes et des biens ;
Forêt et faune	Destruction de la faune et du paysage de l'espace urbain	Fréquence de feux de brousse ; Erosion sous l'action des fabricants des briques cuites ;	Avancée du désert ; appauvrissement des sols ; changements climatiques ;
Environnement et protection de la nature	Faible assainissement de l'espace urbain et Faible politique de protection de l'environnement	L'espace urbain est sale non assaini ; Fréquence des maladies ; Pollution de la nature ; Avancée du désert	La Commune peut initier un partenariat avec les pépiniéristes locaux pour disposer des plants en quantité ; Peut solliciter l'appui du SDE et autres partenaires du secteur

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Développement urbain et de l'habitat	Faible urbanisation de l'espace	Inexistence d'un plan d'urbanisation ; Inexistence d'un personnel au niveau communal ; Faible investissement des élites au niveau de l'espace urbain ; Construction des habitations en matériaux provisoires	Occupation anarchique de l'espace urbain ; Voirie urbain non entretenu ; Inexistence des aires et espaces publics aménagés ; Fréquence des incendies ; accidents (maisons qui s'écroulent)
Emploi et formation professionnelle	Difficulté d'accès à un emploi décent ; Difficulté d'accès à des formations professionnelles	Insuffisance des débouchés sur l'étendu de l'espace urbain ; Inexistence des centres de formations en petits métiers ; Faible initiative locale en formation aux petits métiers ;	Chômage ; Développement des activités précaires Précarité de la vie
Travail et sécurité sociale	Faible épanouissement des travailleurs ; Faible couverture sociale des travailleurs et des retraités	Une seule entreprise para publique sur l'espace urbain ; Insuffisance des entreprises et sociétés sur l'espace urbain ; Inexistence d'un encadrement des retraités ; Faible structuration/organisation des travailleurs et retraités	Inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi ; Retraités abandonnés à eux-mêmes ; Faible participation des travailleurs et retraités aux actions de développement ;
Sports et éducation physique	Difficulté d'accès aux infrastructures de sport	Insuffisance des aires et équipements de sport ; Inexistence d'un personnel qualifié pour accompagnement des sportifs ; Désintéressement de la population à la pratique de sport	Potentiel sportif local faiblement exploité ; Perte des talents sportifs ;

Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
Recherche scientifique et innovation	Difficulté à réaliser des études de faisabilité pour l'exploitation des ressources locales ; Faible culture des arbres fruitiers ; Faible culture des tubercules et autres spéculations ; Sous exploitation de la gomme arabique ; Faible attention accordée à la médecine traditionnelle	Faible consommation des fruits ; Non variation du régime alimentaire ; Hésitation et doute lors des traitements à base des produits traditionnels ; Conflits d'intérêts entre les acteurs ;	La Commune peut initier un partenariat avec les institutions universitaires et centres de recherches ; Solliciter l'appui de l'Etat et autres partenaires
Enseignement supérieur	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Eloignement de la commune des Centres et institutions universitaires ; Insuffisance des moyens des parents pour y envoyer les élèves après le BAC ; Non investissement des élites locales dans le logement	Suspension des études après le BAC ; Elite intellectuelle du niveau supérieur insignifiant ; Faible représentativité de la Commune au sein de l'élite départementale ; Niveau de vie inapproprié des étudiants ; Echecs académiques
Communication	Difficulté d'accès à l'information et aux canaux de communication	Inexistence d'infrastructures/ investissements en canaux de communication (radio communautaire, presse, télévision, internet); Inexistence d'un service de communication et de marketing communal ; Eloignement des points de vente des journaux et périodiques ;	Sous information des populations ; Ignorance de certaines réalités ; Enclavement de l'espace urbain

6 BESOINS CONSOLIDES PAR COMPOSANTE

6.1 BESOINS ET ATTENTES DES CORPS DE METIER

Tableau : Besoins corps de métiers et couches vulnérables

Corps de métiers	Besoins exprimés
Vendeurs de bétail et volaille	Organisation et structuration; appuis financiers et techniques ; création des fermes; faciliter l'écoulement des produits (couloirs à bétail, aménagement des routes)
Boutiquiers	Faciliter accès en crédits; construction des boutiques; aménager les routes pour faciliter la circulation des produits; organisation et structuration des acteurs
Vendeurs de céréales	Construction d'un magasin de stockage au niveau du marché ; faciliter accès aux crédits; organisation et structuration des acteurs
Bouchers et vendeurs de poissons	Construction d'un hangar pour boucher et vendeur de poisson; réhabiliter l'abattoir; faciliter l'accès à l'eau pour l'hygiène; faciliter l'accès aux équipements de conservation;
Couturiers	Création d'un Centre de formation en couture et dérivées; faciliter l'accès aux crédits d'équipements et fonds de roulement; organiser et structurer les couturiers; faciliter l'approvisionnement en matières premières; construction des locaux servant d'ateliers;
Cordonniers	Faciliter accès à la formation; faciliter approvisionnement en matériels ; Faciliter accès en crédits; organiser et structurer le corps
Forgerons	Faciliter l'approvisionnement en matières premières; construction d'un hangar spécial pour ce corps; faciliter leur organisation/structuration
Tenanciers de bars	Structuration/organisation du corps; améliorer la qualité de l'énergie électrique; faciliter les accès aux crédits d'investissement/équipement; réduire taxes et impôts; formation des tenanciers en gestion et marketing
Tenancières de cabarets	Allègement des taxes communales; augmentation des points d'eau; faciliter accès aux crédits; structurer et organiser le corps
Potiers et Tisserands	Accroître le nombre de points d'eau; encadrement des artisans pour produire à grande échelle et vente en réseau; structuration/organisation des artisans ; faciliter accès aux crédits équipement
Tradi-praticiens (guérisseurs traditionnels)	Que les services de l'Etat reconnaissent leur corps de métier comme activité d'utilité publique; que les capacités soient renforcées (identification, organisation, professionnalisation, etc); que leur dossier de GIC aboutisse et qu'il soit reconnu;

Corps de métiers	Besoins exprimés
Tenanciers de restaurant	Construire des hangars au niveau du marchés pour les restaurateurs; faciliter l'accès aux crédits; créer un centre de formation en hôtellerie;
Transporteurs par Car	Création d'une agence; construction d'une gare routière; organiser et structurer le corps; faciliter l'accès à la formation en conduite et mécanique automobile;
Transporteur par moto	Faciliter accès aux pièces de rechange; organiser/structurer le corps; réhabiliter /aménager les routes; faciliter l'établissement des dossiers fiscaux de l'activité et les dossiers des véhicules;
Mécaniciens	Faciliter accès aux crédits pour fourniture des pièces détachées; création d'un centre de formation en mécanique, soudure, électricité; aménager un espace pour garage;
Vendeurs de carburant	Que la commune aménage des hangars; construction d'un magasin de stockage de carburant; former les vendeurs en gestion et marketing; organiser/structurer le corps; réduire les taxes douanières;
Maçons, Charpentiers et Menuisiers	Organiser et structurer le corps; ouvrir une quincaillerie; faciliter l'accès à la formation aux métiers de ce corps
Fabricants de briques	Faciliter l'accès aux crédits/équipement (presse briques); creuser des mares d'eau; organisation/structuration du corps en GIC; création d'une forêt communautaire pour production de bois;

6.2 BESOINS ET ATTENTES DES COUCHES VULNERABLES

Couches vulnérables	Besoins exprimés
Personnes âgées	Que la Commune et les services de l'Etat apportent un appui financier et alimentaire à la couche; faciliter accès aux soins de santé; création d'un centre social pour personne âgée
Veuves	Que la commune apporte un appui financier et alimentaire; créer des services sociaux pour appui aux personnes vulnérables; faciliter accès aux infrastructures et services sociaux de base
Handicapés	Création d'un centre social pour personnes handicapés; faciliter accès aux crédits pour financer leurs activités; appui en matériels roulants, prothèses; faciliter accès aux soins de santé

6.3 BESOINS CONSOLIDES DES DIAGNOSTICS DE L'ESPACE RURAL ET URBAIN

Secteurs	Villages	Besoins exprimés
MINATD	Tchatibali urbain	Construction et équipement de la sous préfecture et de la résidence
Education de base	Tchatibali urbain	Construction de l'inspection d'arrondissement et clôture de l'école publique groupe 2 de Tchatibali
	Tchafouig	Construction de 02 salles de classe
	Yekwang	Construction de 02 salles de classe
	Saouringwa	Construction de 02 salles de classe
	Mandikerleke	Construction de 02 salles de classe
Enseignement secondaire	Tchatibali urbain	Construction de 04 salles de classe au Lycée, réfection et équipement de 04 salles de classe au Lycée, équipement d'un bloc administratif, électrification du Lycée
	Douaye	Construction et équipement de 04 salles de classe au CES
	Werfeo-Wirbiwa	Construction et équipement de 04 salles de classe au CES
	Kada'a	Construction de 04 salles de classe au CES
MINADER	Tchatibali urbain	Construction et équipement des bureaux de la délégation, construction et équipement du poste agricole
	Madjakma	Construction et équipement du poste agricole
	Youaye-Mbogue	Construction et équipement du poste agricole
MINEPIA	Tchatibali urbain	Construction et équipement des bureaux de la délégation, construction et équipement du centre zootechnique vétérinaire, construction du marché à bétail, réfection de l'abattoir municipal
	Werfeo	Construction et équipement du centre zootechnique vétérinaire, récurage de la mare
	Gane	Construction et équipement du centre zootechnique vétérinaire
	Mandjakma	Construction du parc vaccino-gène
	Male	Construction du parc vaccino-gène
	Bindiryel	Construction du parc vaccino-gène
	Glondir	Aménagement d'un forage pastoral
	Goua	Aménagement d'un forage pastoral
	Doudoula	Aménagement d'un forage pastoral
	Dangba	Aménagement d'une mare artificielle

Secteurs	Villages	Besoins exprimés
	Kada'a	Aménagement d'une mare artificielle
	Baiga	Aménagement d'une mare artificielle
MINEE	Douaye centre	Forage équipé au centre et au CES
	Doudoula	Forage équipé au centre et à l'Ecole publique
	Holing	Forage équipé à l'Ecole publique
	Gane	Forage équipé à l'Ecole publique
	Bindiryel	Forage équipé à l'Ecole publique
	Danglao	Forage équipé à l'Ecole publique
	Kada'a	Forage équipé à l'Ecole publique et au CES
	Kama	Forage équipé à l'Ecole publique
	Douaye	Forage équipé au centre au CES
	Madjakma	Forage équipé à l'Ecole publique
	Werféo	Forage équipé à l'Ecole publique et au CSI
	Wibiwa	Forage équipé à l'Ecole publique
	Yekwang	Forage équipé à l'Ecole publique
	Youaye-Mbogue	Forage équipé à l'Ecole publique
	Gouna	Forage équipé à l'Ecole publique
	Madikerléké	Forage équipé à l'Ecole publique
	Werféo –Wibiwa	Forage équipé au CES
	Bouri –Dangba	Forage équipé
	Tilale –Kopirda	Forage équipé
	Kaorale –Tchatibali	Forage équipé
	Tilale –Tchatibali	Forage équipé
	Mbang -Mbarhay – Tchatibali	Forage équipé
	Lawang –Goua	Forage équipé
	Yondiki –Kada'a	Forage équipé
	Male –Tchatibali	Forage équipé
	Lawang-Tchatibali	Forage équipé
Djamboutou	Forage équipé	
Pefe	Forage équipé	
Tiliga	Forage équipé	
MINFOF	Tchatibali	Construction et équipement d'un poste forestier et chasses
MINDEF	Tchatibali	Construction, équipement et dotation en véhicule 4X4 de la brigade de gendarmerie
MINSANTE	Tchatibali	Construction d'un bloc de latrines et équipement du Centre Médical d'Arrondissement
	Gane	Construction et équipement du CSI ; et construction d'un bloc de latrines au CSI
	Werféo	Equipement du CSI

Secteurs	Villages	Besoins exprimés
	Kada'a	Equipement du CSI
MINJEUN	Tchatibali	Construction et équipement de la délégation

7 PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES

Ressources naturelles	localisation	potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
Terres cultivables	Périphériques de l'espace urbain	Moins de 30 % de terres sont encore non exploitées	Utilisées pour la production du sorgho pluvial, celui de contre saison, coton, niébé par les paysans Toupouri essentiellement	Chefs traditionnels ; Chef familial	Gestion peu maîtrisée	Forte dégradation des terres cultivées à cause de la sur exploitation	Aléas climatiques ; inondations ; Dévastation des cultures par les bœufs	Restaurer les sols ; Délimitation des espaces agropastoraux
Pâturage	Périphériques de l'espace urbain	Moins de 30 % de constituent des pâturages encore à exploiter	Elevage volaille, caprins, Bovins, principalement par Eleveurs constitués de Toupouri et des réfugiés centrafricains	Autorités administratives et traditionnelles	Elevage traditionnel	Diminution considérable et progressive du pâturage	Les feux de brousse ; inondations ;	Création des champs de fourragers ; Sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse
Parcelles de gomme arabique	Périphériques sud de l'espace urbain	Parcelles encore non exploitées	Utilisation frauduleuse en bois de chauffage par la population	MINFOF et Mairie	Artisanale	Parcelles Inondées et menacées par les feux de brousse et les animaux	Feux de brousse, inondations , coupe abusive pour bois de chauffage	Responsabiliser des personnes pour la protection et une exploitation plus rationnelle

8 PLANIFICATION STRATEGIQUE

8.1 VISION ET OBJECTIFS DU PCD

La vision globale du Plan communal de Développement de la Commune de Tchatibali est de définir un cadre assurant à la commune une croissance équilibrée en répondant aux aspirations de la population dans une perspective de durabilité. Il s'intègre dans la perspective générale du Cameroun à l'horizon 2035 qui est orientée par le Document de Stratégie de Croissance et de l'Emploi. De manière spécifique, il vise à: Améliorer la qualité de vie de ses habitants à travers l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, l'eau...)

- Assurer un développement communal maîtrisé et harmonieux
- Adapter le développement communal à ses potentialités.

Les objectifs globaux du PCD se résument ainsi:

- Rechercher le partenaire avec les acteurs externes et internes;
- Promouvoir la synergie d'actions entre les différents acteurs intervenants dans l'espace communal;
- Promouvoir la participation, la transparence, l'équité dans le choix des investissements et des actions de développement.

8.2 ARTICULATION AVEC LES OMD ET LES OBJECTIFS DU DSCE

Les OMD et le DSCE sont les cadres d'orientation du Plan Communal de Développement de Tchatibali. Les programmes et projets issus de ce plan visent ces objectifs et tendent à appliquer les stratégies recommandées par le DSCE qui appellent toutes les consciences de la commune de Tchatibali à œuvrer ensemble pour enrayer la pauvreté endémique et massive de la population et réaliser un développement plus humain.

Ainsi, les objectifs spécifiques du plan communal de développement s'inscrivent dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui sont:

- ✓ éliminer l'extrême pauvreté et la faim,
- ✓ assurer une éducation primaire pour tous,
- ✓ promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des sexes,
- ✓ réduire la mortalité infantile,
- ✓ améliorer la santé maternelle,
- ✓ combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies,
- ✓ assurer un environnement durable

Les différentes idées de projets couvrent également les principaux piliers du Document des Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui sont la croissance et l'emploi

8.3 CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

8.3.1 CADRE LOGIQUE SECTEUR AGRICULTURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir le développement agricole			
Objectifs spécifiques	01 - Améliorer la fertilité du sol	Le rendement agricole a augmenté	Statistiques agricole à la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	Aléa climatiques
	02 -Lutter contre les maladies des plantes	Maitrise de la protection des plantes ;	Rapport d'activités de la Brigade phytosanitaire	Disponibilité des produits phytosanitaires
	03 -Accroître le matériel agricole	Mise en valeur de nouvelles terres	Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	Disponibilité du tracteur
	04- Améliorer l'environnement de l'encadrement des agriculteurs (Construction des infrastructures administratives)	Une délégation d'arrondissement de l'agriculture à Tchatibali ; Trois (03) postes agricoles sont construits à Tchatibali, Mandjakma, Youaye-Mbogue		
	Organiser et suivre les producteurs (GIC, Associations)			
	Aider les OP à monter les projets de financement			
Résultats attendus	R1- Production agricole augmentée			

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir le développement agricole					
	R2- Réduction des attaques des prédateurs					
	R3- Augmentation des surfaces cultivables					
	R4-Construction d'une délégation d'agriculture et trois postes agricoles					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1- Fertiliser les champs aux engrais organiques et chimiques	X	X	X	190 00 000	
	A1-2- Former les producteurs aux techniques de fertilisation (système de culture sous couverture végétal, compost)	X	X	X	13 000 000	
	A1-3-Mise en place des techniques antiérosives	X	X	X	14 000 000	
	A2-1-Renforcer les capacités des producteurs en technique de traitement des produits phytosanitaires et naturels	X	X	X	5 000 000	
	A2-2 Organiser et structurer	X	X	X	700 000	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir le développement agricole					
	les producteurs (en GIC /Associations)					
	A3-1-Octroyer aux producteurs le matériel (de labour, de traitement phytosanitaire)	X	X	X	100 000 000	
	A3-2-Former les producteurs à l'utilisation du matériel	X	X	X	5 000 000	
	A4-1 Construire la délégation d'arrondissement d'agriculture	X	X	X	170 000 000	
	A4-2 Construire trois postes agricoles	X	X	X		

8.3.2 CADRE LOGIQUE SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer durablement la productivité, production et la conservation des produits d'origines animales et halieutiques			
Objectifs spécifiques	01- renforcer les capacités du personnel d'encadrement Améliorer la productivité animale	Augmentation du poids des carcasses	Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	Maitrise de la production fourragère

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer durablement la productivité, production et la conservation des produits d'origines animales et halieutiques					
Résultats attendus	R1- Augmentation du cheptel animal sain ; R2- Améliorer les infrastructures de santé animale; R3- Améliorer les infrastructures d'abreuvement des animaux R4- Construction d'une délégation d'élevage et Six (06) Centres vétérinaires et zootechniques	L'embonpoint des animaux ; Réfection de l'abattoir municipale ; Récurage de la mare de Werféo ; Aménagements des mares artificielles à Dangba, Kada'a, Baiga, Construire 3 forages pastoraux (Tchatibali, Goua et Doudoula) ; Une délégation d'arrondissement d'élevage à Tchatibali ; Six (06) Centres vétérinaires et zootechniques dotés des parcs vaccino-gènes sont construits à Werféo, Gané, Male, Tchatibali, Mandjakma, Bindiryel			Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Recycler le personnel d'encadrement	X	///	///	///	
	A1-2- Former les agro-éleveurs aux techniques d'élevage (production de la biomasse fourragère)	X	X	X	7 000 000	
	A1-3- Construction et équipement de délégation d'arrondissement d'élevage, des centres zootechniques vétérinaires et des parcs vaccino-gènes	X	X	X	500 000 000	
A1-4- Aménagement des forages pastoraux, mares artificielles et	X	X	X	250 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer durablement la productivité, production et la conservation des produits d'origines animales et halieutiques					
	réfection de l'abattoir municipale					

8.3.3 CADRE LOGIQUE SECTEUR DOMAINES, CADASTRES ET AFFAIRES FONCIERES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à la terre					
Objectifs spécifiques	O1- Faciliter l'accès au Titre Foncier	Les 2/3 de la population ont leurs Titres Fonciers			Rapport annuel Délégation des Domaines et Affaires Foncières	
Résultats attendus	R1- Les procédures d'obtention du titre foncier sont allégées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les populations aux procédures d'obtention du Titre Foncier	X	///	///	///	
	A1-2 Vulgariser les textes réglementaires en matière d'appropriation des terrains	X	///	///	///	
	A1-3- Constituer les dossiers	X	X	X	6 000 000	
A1-4-Suivre les dossiers	X	X	X	1 000 000		

8.3.4 CADRE LOGIQUE SECTEUR HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Susciter le développement Urbain et accès l'Habitat					
Objectifs spécifiques	O1- Réaménager les routes Communales O2-créer les canalisations d'écoulement d'eau	IOV1-Fluidité de circulation des personnes et des biens IOV2-Maitrise des flac d'eau			Observation	Source de financement disponible
Résultats attendus	R1- Routes aménagées R2-Les eau de ruissellement sont canalisées	Routes créées et entretenues				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les routes à créer	X	X	X	7 000 000	
	A1-2- Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	2 000 000	
	A1-3-Lancer l'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-4-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///	
	A1-5-Implanter le chantier	X	X	X	25 000 000	
	A1-6-Lancer et exécuter les travaux de réaménagement	X	X	X	90 000 000	
A1-7-Réceptionner les travaux	X	X	X	500 000		

8.3.5 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à un environnement sain					
Objectifs spécifiques	O1- Améliorer l'assainissement de la Commune O2- Lutter contre l'éboulement des berges des rigoles	IOV1- Absence de pollution IOV2- Mise en place des plantes Antiérosives			SV1-Rapport services d'hygiène et de salubrités SV2-Observation des zones reboisées	Adhésion des populations
Résultats attendus	R1- Environnement de la commune assaini R2- Maitrise de l'érosion hydrique					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Reboisement (<i>Azadirachta indica</i> , <i>Acacia albida</i>)	X	X	X	50 000 000	
A1-2- Entretien et suivi	X	X	X	12 000 000		

8.3.6 CADRE LOGIQUE SECTEUR FORET ET FAUNE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Assurer la préservation de la biodiversité					
Objectifs spécifiques	O1- Construire un bureau de poste forestier et chasse à Tchatibali ; O2- Augmenter le peuplement des arbres O3- Lutter contre le braconnage	IOV1- Un bureau de poste forestier et chasse est construit ; IOV2-Superficies des espaces reboisés IOV3-Nombre de permis de chasse délivré			SV1-Rapport Délégation Départemental des Forêts et Faunes SV2- Rapport Délégation Départemental des Forêts et Faunes	HP1-Adhésion massive de la population au reboisement HP2-Contrôle régulier des agents forestiers
	Créer les forêts communautaires					
	Créer les forêts communales					
Résultats attendus	R1- Construction d'un bureau de poste forestier et chasse à Tchatibali ; R2-Peuplement des arbres augmentés dans la Commune ; R3-Braconnage réduit	R1- Un bureau de poste forestier et chasse est construit ; R2-Superficies des espaces reboisés R3-Nombre de permis de chasse délivré				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1- Construire un bureau de poste forestier et chasse	X	X	X	50 000 000	
	A2-1-Identifier les pépiniéristes et les espaces à reboisés	X	///	///	///	
	A2-2- Commander le nombre de plants	X	X	X	22 000 000	
A2-3-Entretien et suivi des plants	X	X	X	7 000 000		

	A2-4-Créer une pépinière Communale	X	X	X	12 000 000	
	A2-5 Evaluer la superficie à reboiser	X	X	X	1 200 000	
	A3-1-Sensibiliser et conscientiser la population	X	X	X	900 000	

8.3.7 CADRE LOGIQUE SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIAL, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation	
Objectif global	Améliorer les infrastructures administratives et Lutter contre la recrudescence de l'insécurité						
Objectifs spécifiques	O1-Construire la sous préfecture et la résidence du sous préfet ; O2-Construire un bâtiment abritant la brigade gendarmerie et la dotation en véhicule 4X4 tout terrain ; O3-Augmenter le nombre des forces de maintien de l'ordre ; O4-Lutter contre la corruption	IOV1-Un Bâtiment abritant la sous préfecture et un bâtiment servant de résidence au sous préfet sont construit avant la fin l'année 2013 ; IOV2- Un bâtiment abritant la brigade gendarmerie est construit et la brigade est dotée d'un véhicule 4X4 tout terrain ; IOV3-Ratio population/force de maintien de l'ordre IOV4-Changement positif de mentalité			SV1-Service de maintien de l'ordre (Brigade de Gendarmerie) SV2- Rapport Commission National Anti-corruption		
Résultats attendus	R1- Un bâtiment et une résidence sont construites R2- Un bâtiment abritant la brigade gendarmerie est construit et la brigade est dotée d'un véhicule 4X4 tout terrain R2-Sécurisation des biens et des personnes assurées R3- Corruption réduite						
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humains	Matériels	Financiers			

	A1-1- Construire un bâtiment et une résidence	X	X	X	300 000 000	
	A1-2-Exprimer le besoin	X	X	///	///	
	A2 - Construire un bâtiment abritant la brigade gendarmerie et dotée cette brigade d'un véhicule 4X4 tout terrain	X	X	X	250 000 000	
	A3-1-Sensibiliser la population	X	X	///	///	

8.3.8 CADRE LOGIQUE SECTEUR EDUCATION DE BASE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une Education de Base de qualité					
Objectifs spécifiques	01- Augmenter les infrastructures et les équipements scolaires	- 16 salles de classes construites et 480 tables fabriquées, - le nombre de salles de classes réhabilités ; - Construction de l'inspection d'arrondissement de Tchatibali			Rapport Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base	
	Adhérer à la communauté éducative					
	Sécurisation des sites scolaires					
Résultats attendus	R1- Equipements et infrastructures scolaires augmentés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identification des villages bénéficiaires	///	///	///	///	
	A1-2- Monter le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	900 000	
	A1-3-Lancer le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	1 000 000	
	A1-4-Sélectionner et contractualiser les prestataires de services	///	///	///	///	
	A1-5- Implanter les chantiers	X	X	X	35 000 000	
	A1-6- Lancer les travaux	X	X	X	1 960 000 000	
A1-7-Réceptionner les travaux	X	X	X	7 000 000		

8.3.9 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité					
Objectifs spécifiques	O1- Augmenter le nombre des établissements d'enseignement secondaire O2- Augmenter les infrastructures et les équipements scolaires	IOV1- Etablissements d'enseignements secondaires opérationnels IOV2- Equipement et infrastructures scolaires augmentés			Rapport Délégation Départemental des Enseignement secondaires	
Résultats attendus	R1- Nombre d'établissements d'enseignements secondaires augmenté R2- Equipement et infrastructures scolaires augmentés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1- Créer et rendre opérationnel le Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC)	///	///	///	500 000 000	
	A1-2- Affecter les enseignants qualifiés dans les établissements	///	///	///	///	
	Construction et équipements des salles des classes	X	X	X	375 000 000	
	Construction d'un bloc administratif	X	X	X	500 000 000	

8.3.10 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur					
Objectifs spécifiques	O1- Susciter l'assistance de la Commune aux étudiants	Bourses aux meilleurs étudiants et stage de vacance Communal			Rapport d'activités de la Commune	
Résultats attendus	R1- Les étudiants sont assistés par la Commune					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Stage de vacance	X	X	X	25 000 000	

8.3.11 CADRE LOGIQUE SECTEUR SANTE PUBLIC

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité					
Objectifs spécifiques	O1- Construire et équiper de Centres de Santé Intégré O2- Réfectionner et équiper le CMA O3- Augmenter le personnel soignant	IOV1-Un CSI est construit (Gané) et tous les autres Centre de Santé Intégré sont équipés IOV2-Le CMA est réfectionné et équipé ; IOV3-Nombre du personnel médical et soignant			Rapport d'activités du District de Santé de Maroua Rural	
Résultats attendus	R1- Le Centre de Santé Intégrés de Gané est construit et équipées ; R2- Le CMA de Tchatibali est refectionné et équipé R3-Le personnel médical et soignant est vu à la hausse					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser des villages bénéficiaires	X	///	///	///	
	A1-2- Monter les Dossiers d'Appel d'Offre	X	X	X		
	A1-3-Lancer les Dossiers d'Appel d'Offre	X	X	X		
	A1-4-Sélectionner et contractualiser les prestataires de services	X	X	X		
	A1-5- Implanter les chantiers	X	X	X	1 645 500 0000	
	A1-6- Lancer les travaux	X	X	X		
A1-7-Réceptionner les travaux	X	X	X			

8.3.12 CADRE LOGIQUE SECTEUR EAU ET ENERGIE SOUS-SECTEUR EAU

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable					
Objectifs spécifiques	O1- Créer de nouveaux points d'eau potable et adduction O2-Réhabiliter les points d'eau potable en panne ; O3-Draguer les puits	IOV1- Construire 33 forages équipés ; IOV2-Nombre de points d'eau réhabilités IOV1-Nombre de puits dragués				
Résultats attendus	R1- Nouveau points d'eau potable créés R2- Points d'eau potable en panne réhabilités R3-Puits dragués					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les villages et les quartiers bénéficiaires	X	X	///	///	
	A1-2- Monter le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	900 000	
	A1-3-Lancer le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	100 000	
	A1-4-Sélectionner et contractualiser le prestataire de services	X	///	///	///	
	A1-5- Planter les chantiers	X	X	X	8 000 000	
	A1-6- Lancer les travaux	X	X	X	230 000 000	
	A1-7-Réceptionner les travaux	X	X	X	3 500 000	
	A2-1- Identifier les forages en panne	X	///	///	///	
	A2-2- Monter le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	700 000	
	A2-3-Lancer le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	80 000	
	A2-4-Sélectionner et contractualiser le	X	///	///	///	

	prestataire de services					
	A2-6- Lancer les travaux	X	X	X	600 000 000	
	A2-7-Réceptionner les travaux	X	X	X	5 500 000	
	A3-1-Identifier les puits à draguer	X	///	///	///	
	A3-2- Monter le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	700 0000	
	A3-3-Lancer le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	90 000	
	A3-4-Sélectionner et contractualiser le prestataire de services	X	///	///	///	
	A3-6- Lancer les travaux	X	X	X	70 000 000	
	A37-Réceptionner les travaux	X	X	X	3 500 000	

8.3.13 CADRE LOGIQUE SECTEUR EAU ET ENERGIE SOUS-SECTEUR ENERGIE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'énergie électrique					
Objectifs spécifiques	O1- Améliorer le réseau de distribution de l'énergie électrique O2- Améliorer l'intensité de l'énergie électrique O3-Diversifier les sources d'énergie électriques	IOV1- Nombre de villages électrifiés IOV2-1 Nombre de transformateurs IVO2-2 Installation des réseaux IVO3- au moins 03 sources d'énergies existent dans l'espace communal			Rapport d'activités de la Commune et de l'Agence d'électrification Rural	
Résultats attendus	R1-Les 2/3 des villages électrifiés R2- Autonomie en gestion d'énergie décentralisée					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les villages à électrifiés	X	///	///	///	
	A1-2- Recenser les potentiels abonnés	X	///	///	///	
	A1-3-Faire la demande à l'Agence d'électrification Rural et au MINEE	X	///	///	///	
	A1-4- Suivre la demande	X	X	X	22 000 000	
	A1-5-Installer le réseau électrique	X	X	X	110 000 000	
A2-1-Electrifier les villages	X	X	X	170 000 000		

8.3.14 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRAVAUX PUBLICS

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer l'état des routes dans l'espace Communal					
Objectifs spécifiques	O1-Réhabiliter et entretenir les routes Communales	1- Fluidité de circulation 2- Route en bon état et praticable			SV1-Rapport d'activité Commune et Délégation Départementale des Travaux Publics	Disponibilité financière
	O2-Protéger les routes communales	Routes communales protégées				
Résultats attendus	R1-Routes réhabilitées et entretenues	Durabilité des routes communales				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les réseaux routiers communaux	X	X	///	///	Les travaux publics s'occupent des routes entre les villages et le MINDUH routes entre les quartiers urbains
	A1-2- Mettre sur pied une carte routière communale	X	X	X	700 000	
	A1-3-Etude socio-environnementale	X	X	X	14 000 000	
	A1-4 Réhabiliter entretenir périodiquement les routes prioritaires	X	X	X	2 700 000 000	
A1-5 Entretien périodiquement les routes prioritaires	X	X	X	70 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer l'état des routes dans l'espace Communal					
	A1-6 Mettre les barrières des pluies	X	X	X	9 000 000	
	A1-7 Mobiliser les populations	X	///	///	///	
	A1-8 Prévoir les ressources au niveau communal	X	///	///	///	
	A1-9- Monter le dossier d'appel d'offre	X	X	X	1 000 000	
	A1-10-Lancement de l'appel d'offre	X	X	X	760 000	
	A1-11- Réception des travaux	X	X	X	800 000	
	A1-12- Mettre en place et former le comité d'entretien des routes	X	X	X	8 000 000	

8.3.15 CADRE LOGIQUE SECTEUR AFFAIRE SOCIALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'épanouissement des couches défavorisées					
Objectifs spécifiques	O1- Faciliter l'insertion des couches vulnérables dans la société	IOV1- Existence d'une structure d'encadrement			SV1-Rapport d'activités Délégation Départementale des Affaires Sociales	
Résultats attendus	R1-Structures d'encadrement des créées couches vulnérables R2- R3-					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser la population en vu d'insérer les couches vulnérables	X	X	///	700 000	
	A1-2- Mobiliser les fonds (rechercher les financements)	X	X	X	17 200 000	
	A1-3-Identifier le site (lot communal)	X	///	///	///	
	A1-4- Etude socio-économique environnementale	X	X	X	14 000 000	
	A1-5-Monter le Dossier d'Appel d'Offre	X	X	X	600 000	
	A1-6-Lancer le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	789 000	
A1-7- Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'épanouissement des couches défavorisées					
	A1-8-Installer le chantier	X	X	X	6 000 000	
	A1-9- Exécution des travaux	X	X	X	20 000 000	
	A1-10- Réception de la structure	X	X	X	790 000	
	A1-10- Renforcer les capacités des Handicapés	X	X	X	7 000 000	

8.3.16 CADRE LOGIQUE SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation	
Objectif global	Améliorer les conditions de vie de la femme						
Objectifs spécifiques	O1- Accroître les revenus de la femme à travers la création des AGRs	IOV1- Les 2/3 des femmes mènent les AGRs			Délégation Départementale de la femme et de la famille	Condition d'accès aux micro-financements allégés	
Résultats attendus	R1- AGR créées						
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humains	Matériels	Financiers			
		A1-1-Organiser et structurer les femmes en GIC et ou en Association	X	X	X	1 700 000	
		A1-2- Mobiliser les apports et ouvrir un compte	X	X	X	5 300 000	
		A1-3- Former les groupements en comptabilité simplifiée	X	X	X	7 800 000	
		A1-4- Monter les microprojets	X	X	X	12 000 000	
	A1-5-Suivre les activités du	X	X	X	7 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de vie de la femme					
	déroulement du microprojet					
	A2-6- Evaluer les Microprojets	X	X	X	8 000 000	

8.3.17 CADRE LOGIQUE SECTEUR JEUNESSE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèses		
Objectif global	Promouvoir l'épanouissement de la jeunesse et adultes					
Objectifs spécifiques	O1- Construire la délégation d'arrondissement de la Jeunesse ; O2-Faciliter (l'insertion des jeunes dans la société	IOV1- Un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement de la Jeunesse est construit ; IOV2- Existence d'une structure d'encadrement				
Résultats attendus	R1- Un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement de la Jeunesse est construit ; R2-Les structures d'encadrement des jeunes sont créées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1- Construire un bâtiment abritant la délégation d'arrondissement de la jeunesse	X	X	X	60 000 000	
	A2-1-Sensibiliser la population en vue d'insérer les jeunes dans la société	X	///	///		
	A2-2- Mobiliser les fonds	X	X	X	6 500 000	
	A2-3-Identifier le site	X	///	///	///	
	A2-4- Etude socio-environnementale	X	X	X	17 000 000	
A2-5-Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	1 200 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Promouvoir l'épanouissement de la jeunesse et adultes					
	A2-6-Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	700 000	
	A2-7-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///	
	A2-8- Installer le chantier	X	X	X	6 000 000	
	A2-9- Exécuter le chantier	X	X	X	35 000 000	
	A2-10-Réceptionner la structure	X	X	X	90 000	
	A2-11- Organiser et structurer les groupes des jeunes en GIC et en Association	X	X	X	2 100 000	
	A2-12-Mobiliser les apports et ouvrir un compte bancaire	X	X	X	3 000 000	
	A2-13- Former les groupements en comptabilité simplifiée	X	X	X	2 000 000	
	A2-14 Etendre et appuyer les centres d'alphabétisation dans chaque village	X	X	X	7 000 000	
	A2-15 Appuyer le bureau du Conseil national de la jeunesse(CNJC)	X	X	X	6 700 000	
	A2-16- Monter les micro-projets	X	X	X	6 000 000	
	A2-17- Suivre et évaluer les micro-projets réalisés	X	X	X	5 000 000	

8.3.18 CADRE LOGIQUE SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès à un sport de qualité					
Objectifs spécifiques	O1- Susciter la mise en place des infrastructures et des équipements sportifs	IOV1- Nombre d'infrastructure créée et d'équipements achetés			SV1-Rapport d'activités de la Commune et de la délégation départementale des spots de l'Education physique SV2- Procès Verbal de Réception	
Résultats attendus	R1- Les infrastructures et les équipements sont mis en place					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identification sites	X	///	///	///	
	A1-2- Délimitation et bornage	X	X	X	3 000 000	
	A1-3-Mobilisation des fonds	X	X	X	5 400 000	
	A1-4- Etude socio-environnementale	X	X	X	3 900 000	
	A1-5-Réalisation et équipement des infrastructures	X	X	X	135 000 000	
A2-6- Réception des infrastructures	X	X	X	6 000 000		

8.3.19 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRANSPORT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux transports de qualité					
Objectifs spécifiques	O1- Augmenter les moyens de transport	IOV1- Au moins une gare routière construite IOV2- Nombre de véhicule de transport mis en circulation			SV1-Visite de la gare routière et rapport de la Délégation départementale des Transports SV2- Rapport d'activités de la Commune de la Délégation Départementale des Transports	Source de financement disponible
Résultats attendus	R1- Gare routière construite R2- Nombre de véhicules de transports v u à la hausse					
Activités		Moyens			Coût (Millions)	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Mobiliser les fonds	X	X	X	1 398 000	
	A1-2- Aménager le parking de la gare routière et d'embarquement des moto-taxi	X	X	X	705 000	
	A1-3 Identifier les motos-taxi	X	///	///	///	
	A1-3-Mettre sur pied un comité de gestion de la gare routière et d'embarquement des moto-taxi	X	///	///	///	
	A2-1-Rechercher le financement	X	X	///	///	
A2-2-Monter un dossier d'appel	X	X	X	700 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux transports de qualité					
	d'offre pour l'achat des véhicules de transports					
	A2-3-Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	970 000	
	A2-4- Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///	
	A2-5- Réception des véhicules	X	X	X	50 000 000	
	A2-6- Suivi technique des véhicules	X	X	X	9 000 000	

8.3.20 CADRE LOGIQUE SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et auto-emploi					
Objectifs spécifiques	O1- Créer un centre de formation professionnelle aux métiers	IOV1- Centre de formation professionnelle fonctionnel			Observation direct et Procès Verbal de réception	
Résultats attendus	R1- Centre de formation professionnelle créé					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Mobiliser les apports personnels	X	X	X	5 000 000	
	A1-2- Choisir le site	X	///	///		
	A1-2 Exprimer les besoins en création d'un centre de formation publique et privée	X	X	///	///	
	A1-3-Monter le dossier d'appel d'offre	X	X	X	789 000	
	A1-4- Lancer de l'appel d'offre	X	X	X	900 000	
	A1-5- Sélectionner et contractualiser le prestataire	X	///	///	///	
	A1-6- Installer le chantier	X	X	X	7 000 000	
	A1-7- Construire et équiper le centre	X	X	X	100 000 000	
	A1-8 Recruter le personnel d'encadrement	X	X	X	700 000	
A1-10 Former les bénéficiaires en fonction du marché de l'emploi	X	X	X	780 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et auto-emploi					
	A1-11 Organiser les journées d'orientation professionnelles et carrefour métiers	X	X	X	6 000 000	
	A1-12 Définir les opportunités	X	///	///		

8.3.21 CADRE LOGIQUE SECTEUR PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter le développement artisanal et promouvoir de PME					
Objectifs spécifiques	O1- Amener les artisans à se regrouper en GIC et en Association	IOV1- Nombre de GIC et Associations créées (certificat d'inscription au registre COOP/GIC et récépissé de déclaration d'association)			Bureau COOP/GIC et bureau préfecture BAPP	
Résultats attendus	R1- Artisans structurés et organisés autour des GIC et associations					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les artisans sur la vie associative	X	X	X	970 000	
	A1-2- Organiser et structurer les artisans	X	X	X	705 000	
	A1-3-Accompagner les organisations paysannes (artisans) à la recherche de financement	X	X	X	5 000 000	
A1-4- Suivi et évaluation des activités des artisans	X	X	X	7 000 000		

8.3.22 CADRE LOGIQUE SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'appui à la recherche scientifique					
Objectifs spécifiques	O1- Créer une structure d'encadrement des tradi-praticiens	IOV1- Au moins 01 structure d'encadrement créée			Visite de la structure réalisée et le Rapport de la Délégation Départementale de la recherche scientifique	
Résultats attendus	R1- Une structure d'encadrement des tradi-praticiens est créée					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser la population en vue d'insérer les jeunes dans la société	X	X	X	600 000	
	A1-2- Mobiliser les fonds	X	X	X	18 000 000	
	A1-3- Identifier le site	X	X	X	850 000	
	A1-4- Etude socio-environnementale	X	X	X	40 000 000	
	A1-5- Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	1 000 000	
	A1-6- Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	970 000	
	A1-6- Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///	
	A1-6- Installer le chantier	X	X	X	12 000 000	
	A1-6- Réceptionner la structure	X	X	X	5 000 000	
A1-6- Organiser et structurer les groupes des jeunes en GIC et en Association	X	X	X	1 200 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'appui à la recherche scientifique					
	A1-6-Mobiliser les apports et ouvrir un compte bancaire	X	X	X	14 000 000	
	A1-6- Former les groupements en comptabilité simplifiée	X	X	X	5 000 000	
	A1-6- Monter les micro-projets	X	X	X	15 000 000	
	A1-6- Suivre et évaluer les micro-projets réalisés	X	X	X	10 000 000	

8.3.23 CADRE LOGIQUE SECTEUR TOURISME

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'épanouissement touristique					
Objectifs spécifiques	O1-Créer un musée d'arts dans l'espace Communal	IOV1- Musée d'arts fonctionnel			SV1- Rapport d'activités de la Commune et de la Délégation Régionale du Tourisme et enfin Procès Verbale de réception	Adhésion des artisans
Résultats attendus	R1- Musée d'arts construit dans l'espace Communal					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser la population en vue d'insérer les jeunes dans la société	X	X	X	670 000	
	A1-2- Mobiliser les fonds	X	///	///	///	
	A1-3-Identifier le site	X	///	///	///	
	A1-4- Etude socio-environnementale	X	X	X	9 000 000	
	A1-5-Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-6-Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	670 000	
	A1-6-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	////	///	///	
A1-6- Installer le chantier	X	X	X	8 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'épanouissement touristique					
	A1-6- Exécuter le chantier	X	X	X	8 000 000	
	A1-6-Réceptionner la structure	X	X	X	295 000	
	A1-6- Organiser et structurer les groupes des jeunes en GIC et en Association	X	X	X	1 500 000	
	A1-6-Mobiliser les apports et ouvrir un compte bancaire	X	X	X	27 000 000	
	A1-6- Former les groupements en comptabilité simplifiée	X	X	X	15 000 000	
	A1-6- Monter les microprojets	X	X	X	40 000 000	
	A1-6- Suivre et évaluer les microprojets réalisés	X	X	X	17 000 000	

8.3.24 CADRE LOGIQUE SECTEUR CULTURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'épanouissement culturel					
Objectifs spécifiques	O1- Valoriser les savoirs culturels	IOV1- Les contes et les danses traditionnelles			Cérémonies traditionnelles, Délégation Départemental de la culture	
Résultats attendus	R1- Les savoirs culturels sont valorisés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les différents groupes ethniques sur la valorisation de leur cultures ancestrales	X	X	///	2 500 000	

8.3.25 CADRE LOGIQUE SECTEUR COMMERCE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'activité commerciale					
Objectifs spécifiques	O1- créer des marchés hebdomadaires dans l'espace communale	IOV1- Nombre de marchés créés			SV1- Rapport d'activités de la commune	
Résultats attendus	R1- Marchés hebdomadaires créés dans l'espace communal					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les sites	X	///	///	///	
	A1-2-Etude socio-environnemental	X	X	X	5 000 000	
	A1-3-Implantation et construction des marchés	X	X	X	21 000 000	
	A1-4-Mise en place du comité de gestion	X	///	///	///	
	A1-5 Organiser le marché par secteur d'activités	X	///	///	///	Sensibiliser les commerçants sur les lois en matière de commerce
	A1-6 Structurer la plate forme des opérateurs économiques	X	///	///	///	
	A1-6 Appuyer financièrement les jeunes promoteurs des microprojets économiques	X	X	X	35 000 000	
	A1-7 Faciliter l'accès des opérateurs économiques à certains produits (ciment)	X	///	///	///	Collaboration franche entre les opérateurs économiques et la CIMENCAM
A1-8 Plaidoyer pour la valorisation des denrées locales	X	///	///	///		

8.3.26 CADRE LOGIQUE SECTEUR POSTE ET TELECOMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer l'accès aux services de poste et de télécommunication					
Objectifs spécifiques	O1- Créer un centre multimédia O2- Faciliter l'accès aux Nouvelles technologies de l'Information et de la communication	IOV1- fluidité des télécommunications IOV2-			SV1- Procès verbal de réception et visite du centre multimédia SV2-	
Résultats attendus	R1- Centre multimédia créer et fonctionnel R2- Nouvelle technologies de l'information et de la communication accessible à tous					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Mobiliser les apports personnels	X	X	X	2 000 000	
	A1-1-Choisir le site	X	X	X	1 000 000	
	A1-1-Monter le dossier d'appel d'offre	///	X	///	900 000	
	A1-1-Lancer l'appel d'offre	///	X	///	700 000	
	A1-1-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	///	///	///	
	A1-1-Installer le chantier	X	X	X	7 000 000	
	A1-1-Construire et équiper le centre	X	X	X	55 000 000	
A1-1-Réceptionner le chantier	X	///	X	600 000		

8.3.27 CADRE LOGIQUE SECTEUR COMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter la communication					
Objectifs spécifiques	O1- formaliser la création de la radio communautaire et une Centrale de lecture publique	IOV1- Existence du kiosque à journaux IOV2- Radio communautaire crée Centrale de lecture publique			Rapport de la Délégation Départementale de la communication	
Résultats attendus	R1- Radio communautaire et Centrale de lecture publique créées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Exprimer le besoin de création de la radio communautaire	///	///	///	///	
	A1-2-Sensibiliser les opérateurs économiques à créer les kiosques à journaux	X	X	X	5 000 000	
	Mettre en contribution les élites pour le suivi des dossiers	X	X	X	2 500 000	

8.3.28 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès au travail et à sécurité social					
Objectifs spécifiques	O1- créer un cadre décent au travail aux jeunes	Répertoire de la CNPS			Rapport de la Délégation Départementale du travail et sécurité sociale	
Résultats attendus	80% des travailleurs assurés Les conditions sont améliorées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1- Créer l'auto-emploi aux jeunes.	X	X	X	16 000 000	
	Sensibiliser les employeurs à affilier les employés à la CNPS	X	X	X	2 000 000	

8.3.29 CADRE LOGIQUE SECTEUR MINE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès au développement minier et industriel					
Objectifs spécifiques	O1- Créer des industries					
Résultats attendus	Les industries sont créées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1- Appuyer les opérateurs économiques à la création des industries.	X	X	X	6 000 000	
	Besoins en personnel	X	///	///	///	
	Moderniser le procédé de fabrication des briques cuites	X	X	X	37 000 000	
	Créer une boulangerie moderne	X	X	X	70 000 000	

8.4 DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE

L'économie de Tchatibali repose essentiellement sur les secteurs de l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et l'artisanat.

Au niveau de l'agriculture, la principale culture de rente reste le coton qui a été favorisé par l'implantation d'une usine d'égrainage à Tchatibali centre. Quant aux cultures vivrières, les spéculations produites sont entre autres et par ordre d'importance : le sorgho pluviale, le sorgho de contre saison, le riz, le niébé, l'arachide, le fonio, le voandzou, l'oseille de guinée, le soja, la patate, le manioc, l'igname et le sésame.

L'élevage est d'une importance non négligeable dans l'économie de Tchatibali et la vie de ses populations puisqu'il est pratiqué presque par toute les couches sociales. La volaille (poulet, pintade, canard) est l'espèce dominante avec un cheptel évalué à plus de **41 316** têtes dans l'espace urbain et plus de **206 580** têtes en milieu rural.

Le tableau ci-dessous donne un état de lieux des statistiques recueillies auprès de la Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales de Tchatibali.

Le nombre de cheptel de l'espace urbain est représenté dans le tableau 13

Tableau : Statistique du cheptel de l'espace urbain

Espèces	Volaille	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins
Estimation cheptel	41 316	3 133	3 789	5 216	238

Quand bien même l'activité commerciale n'est pas assez développée, elle reste diversifiée et touche plusieurs secteurs. Les corps de métiers rencontrés sont entre autres les commerçants de petit et gros bétail, de la volaille, des légumes et légumineuses, des produits manufacturés, les tenanciers des bars et gargotières, les restaurateurs, les vendeurs de carburant, les call-boxeurs etc.

Au niveau de l'artisanat, on rencontre quelques tisserands, potiers, forgerons, tailleurs et briquetiers qui exercent ces activités de manière secondaire, étant donné que leurs activités principales restent l'agriculture et l'élevage.

8.5 COUT ESTIMATIF DU PCD

Le Tableau ci après présente le coût estimatif /budget du Plan Communal de Développement de Tchatibali par secteur.

N°:	SECTEUR	COUT
1	Agriculture	326 700 000
2	Elevage, Pêche et Industries Animales	757 000 000
3	Domaines et Affaires Foncières	7 000 000
4	Développement Urbain et Habitat	125 000 000
5	Environnement, Protection de la Nature et du Développement Durable	62 000 000
6	Foret et Faune	93 100 000
7	Administration Territoriale, décentralisation et Maintien de l'Ordre	550 000 000
8	Education de Base	2 003 900 000
9	Enseignement Secondaire	1 375 000 000
10	Enseignement Supérieur	25 000 000
11	Santé Publique	1 645 500 000
12	Eau et Energie/ Eau	923 070 000
12	Eau et Energie/ Energie	302 000 000
14	Travaux Publics	2 804 260 000
15	Affaires Sociales	67 079 000
16	Promotion de la Femme et de la Famille	41 800 000
17	Jeunesse	158 290 000
18	Sport et Education Physique	153 300 000
19	Transport	62 773 000

N°:	SECTEUR	COUT
20	Formation Professionnelle	121 169 000
21	Petite et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat	13 675 000
22	Recherche Scientifique et de l'Innovation	123 620 000
23	Tourisme	133 665 000
24	Culture	2 500 000
25	Commerce	61 000 000
26	Poste et Télécommunication	67 200 000
27	Communication	7 500 000
28	Travail et Sécurité Sociale	18 000 000
29	Mine et Développement Industriel	113 000 000
Coûts Totaux		12 144 101 000

9 PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER

9.1 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME DE PROJETS (CDMT)

9.1.1 RESSOURCES MOBILISABLES

En fonction des ressources disponibles probable le programme suivant a été arrêté : nous tenons compte ici que de l'année 2013 et 2014 sachant que pour l'année 2012 on a le PIA

Tableau : Ressources mobilisables de la commune

Source de financement identifié	Montant (million de Fcfa)	Année			Secteur / domaines de financement	Observations / conditionnalités
		2012	2013	2014		
PNDP	100	X			Tous les secteurs	
BIP	81,57	X				Projet précis demandé
FEICOM	50	X				
PDR EN	33.75	X				
COMMUNE	69.85	X				
PLAN DE CAMPAGNE	42		X	X		
TOTAL	377.17					

9.1.2 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME

	<u>Projets</u>	<u>Coût</u>	<u>Sources de financement</u>	<u>Lieu d'implantation</u>	<u>Année de réalisation</u>	<u>Observations / Partenaires</u>
1	Acquisition des table-bancs (60)	1 800 000	BIP	EP Dousgoum	2012	MINEDUB
2	Construction de 02 salles de classe	1 600 000	BIP	EP Dousgoum	2012	MINEDUB
3	Equipement de 02 bureaux des maitres	250 000	BIP	EP Dousgoum	2012	MINEDUB
4	Construction de 02 salles de classe	18 000 000	BIP	CES Douaye	2012	MINESEC
5	Réhabilitation de 05 salles de classe	4 000 000	BIP	LYCEE Tchatibali	2012	MINESEC
6	Acquisition de 60 table-bancs	1 800 000	BIP	CES Werféo-wibiwa	2012	MINESEC
7	Création d'une mare	40 000 000	BIP	Lalé-gouaré	2012	MINEPIA
8	Forage équipé	8 000 000	BIP	EP Kama	2012	MINEE
9	Réhabilitation des points d'eau	2 600 000	BIP	Tchatibali-léré	2012	MINEE
10	Réhabilitation des points d'eau	1 300 000	BIP	Tchatibali-mbogom	2012	MINEE
11	Petit équipement pour les travaux HIMO	2 220 000	BIP	Tchatibali	2012	MINTP

	<u>Projets</u>	<u>Coût</u>	<u>Sources de financement</u>	<u>Lieu d'implantation</u>	<u>Année de réalisation</u>	<u>Observations / Partenaires</u>
12	Reboisement de 5000 plants (500F/plant)	2 500 000	COMMUNE	Bosquet de Bihoré-Djamboutou	2012	MINFOF ;MINE PD ;PDR-EN
13	Construction d'une salle de classe	6 000 000	COMMUNE	CETIC Tchatibali	2012	MINESEC
14	Réfection de 10 forages	4 800 000	COMMUNE	Kada'a (03) Kama (01) Werféo (01) Wibiwa (01) Madjakma (01) Bindiryel (01) Baiga (01) Goua (01)	2012	MINEE
15	Construction de 5 latrines (3 500 000/latrine)	17 500 000	COMMUNE	CMA T chatibali Carrefour commune Ces Kada'a; Douaye; Werféo	2012	MINSANTE
16	Extension du réseau d'eau	3 500 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINEE
17	Puits aménagés (construction de 2 puits équipés)	2 000 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINEE

	<u>Projets</u>	<u>Coût</u>	<u>Sources de financement</u>	<u>Lieu d'implantation</u>	<u>Année de réalisation</u>	<u>Observations / Partenaires</u>
18	Participation à l'extension du réseau électrique	8 000 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINEE ; AES-SONEL
19	Réfection local de la mairie	1 500 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINHDU
20	Réfection abattoir	300 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINEPIA
21	Construction case d'isolement au CMA	2 500 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINSANTE
22	Aménagement aire marché à bétail	1 000 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINEPIA
23	Aménagement stade municipal (aire de jeu)	500 000	COMMUNE	Tchatibali	2012	MINSEP
24	Acquisition 160 table-bancs	4 800 000	COMMUNE	EP Tchatibali	2012	MINEDUB
25	Acquisition d'une moto	700 000	COMMUNE	RM	2012	COMMUNE
26	Construction de 3 forages	27 000 000	PDR-EN/ COMMUNE	Doungoum Goua	2012	MINEE

	<u>Projets</u>	<u>Coût</u>	<u>Sources de financement</u>	<u>Lieu d'implantation</u>	<u>Année de réalisation</u>	<u>Observations / Partenaires</u>
			10%	Koupirda		
27	Construction d'un puits équipé	4 500 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Saoringwa	2012	MINEE
28	Réhabilitation de 2 forages	4 000 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Douaye ; Bindiryel	2012	MINEE
29	Réhabilitation d'un puits	2 000 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Baiga	2012	MINEE
30	Construction de 8 forages (7 500 000/forage)	60 000 000	PNDP : 54 450 000 COMMUNE :5 550 000	Bouri-dangba Kaolaré Malé-tli Lawang-tli Yondiki-kada'a Yekwang Ep gouna Youaye-mbogué	2012	MINEE

	<u>Projets</u>	<u>Coût</u>	<u>Sources de financement</u>	<u>Lieu d'implantation</u>	<u>Année de réalisation</u>	<u>Observations / Partenaires</u>
31	Construction de 3blocs de 2 salles de classe ((16 500 000/bloc)	49 500 000	PNDP : 44 550 000 COMMUNE :4 950 000	CES Kada'a CES Douaye CES Werféo-wibiwa	2012	MINESEC
32	Construction de 5 forages	50 000 000	FEICOM	Douaye Mandikerleké Holing Djamboutou(tli) Tiliga	2012	MINEE
33	Participation à la construction d'un hôtel de ville	200 000 000	COMMUNE	Tchatibali	2013 et 2014	FEICOM ; MINTP
34	Renforcement du réseau électrique	50 000 000	COMMUNE	Tchatibali	2013 et 2014	FEICOM MINEE AES-SONEL
35	Construction d'une salle de classe	7 000 000	COMMUNE	Ecoles primaires Espace communal	2013-2014	MINEDUB
36	Acquisition de 160 table-bancs	4 800 000	COMMUNE	Ecoles primaires Espace communal	2013-2014	MINEDUB
37	Réfection des forages	6 200 000	COMMUNE	Espace communal	2013-2014	MINEE

9.1.3 PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
1	Acquisition des table-bancs (60)	1 800 000	BIP	EP Dousgoum					MINEDUB
2	Construction de 02 salles de classe	1 600 000	BIP	EP Dousgoum					MINEDUB
3	Equipement de 02 bureaux des maitres	250 000	BIP	EP Dousgoum					MINEDUB
4	Acquisition 160 table-bancs	4 800 000	COMMUNE	EP Tchatibali					MINEDUB
5	Construction de 02 salles de classe	18 000 000	BIP	CES Douaye					MINESEC
6	Réhabilitation de 05 salles de	4 000 000	BIP	LYCEE Tchatibali					MINESEC

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
	classe								
7	Acquisition de 60 table-bancs	1 800 000	BIP	CES Werféo-wibiwa					MINESEC
8	Construction d'une salle de classe	6 000 000	COMMUNE	CETIC Tchatibali					MINESEC
9	Construction de 3 blocs de 2 salles de classe (16 500 000/bloc)	49 500 000	PNDP : 44 550 000 COM : 4 950 000	CES Kada'a CES Douaye CES Werféo/wibiwa					MINESEC
10	Création d'une mare	40 000 000	BIP	Lalé-gouaré					MINEPIA
11	Aménagement aire marché à bétail	1 000 000	COMMUNE	Tchatibali					MINEPIA
12	Réfection abattoir	300 000	COMMUNE	Tchatibali					MINEPIA

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
13	Forage équipé	8 000 000	BIP	EP Kama					MINEE
14	Réhabilitation des points d'eau	2 600 000	BIP	Tchatibali-léré					MINEE
15	Réhabilitation des points d'eau	1 300 000	BIP	Tchatibali-mbogom					MINEE
16	Réfection de 10 forages	4 800 000	COMMUNE	Kada'a (03) Kama (01) Werféo (01) Wibiwa (01) Madjakma (01) Bindiryel (01) Baiga (01) Goua (01)					MINEE
17	Extension du réseau d'eau	3 500 000	COMMUNE	Tchatibali					MINEE

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
18	Puits aménagés (construction de 2 puits équipés)	2 000 000	COMMUNE	Tchatibali					MINEE
19	Construction de 3 forages	27 000 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Doussgoum Goua Koupirda					MINEE
20	Construction d'un puits équipé	4 500 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Saoringwa					MINEE
21	Réhabilitation de 2 forages	4 000 000	PDR-EN / COMMUNE 10%	Douaye ; Bindiryel					MINEE
22	Réhabilitation d'un puits	2 000 000	PDR-EN/ COMMUNE 10%	Baiga					MINEE
23	Construction de 8 forages (7 500 000/ forage)	60 000 000	PNDP : 54 450 000 COM : 5 550 000	Bouri-dangba Kaolaré Malé-tli Lawang-tli Yondiki-kada'a Yekwang					MINEE

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
				Ep gouna Youaye- mbogué					
24	Construction de 5 forages	50 000 000	FEICOM	Douaye Mandikerleké Holing Djamboutou(tli) Tiliga					MINEE
25	Participation à l'extension du réseau électrique	8 000 000	COMMUNE	Tchatibali					MINEE ; AES-SONEL
26	Construction de 5 latrines (3 500 000/ latrine)	17 500 000	COMMUNE	CMA T chatibali Carrefour commune CES Kada'a; Douaye; Werféo					MINSANTE
27	Construction case d'isolement au CMA	2 500 000	COMMUNE	Tchatibali					MINSANTE

	Projets	Coût	Sources de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations / Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
28	Petit équipement pour les travaux HIMO	2 220 000	BIP	Tchatibali					MINTP
29	Reboisement de 5000 plants	2 500 000 500F/plant	COMMUNE	Bosquet de Bihoré-Djamboutou					MINFOF ; MINEPD ; PDR-EN
30	Réfection local de la mairie	1 500 000	COMMUNE	Tchatibali					MINHDU
31	Aménagement stade municipal (aire de jeu)	500 000	COMMUNE	Tchatibali					MINSEP
32	Acquisition d'une moto	700 000	COMMUNE	RM					MINATD (COMMUNE)

10 PLAN DE PASSATION DES MARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PIA

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures de la Lettre Commande	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 semaines	4 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	12-16 semaines	1semaine
Acquisition des table-bancs (60)										
Construction de 02 salles de classe										
Equipement de 02 bureaux des maitres										
Acquisition 160 table-bancs										
Construction de 02 salles de classe										
Réhabilitation de										

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures de la Lettre Commande	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 semaines	4 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	12-16 semaines	1semaine
05 salles de classe										
Acquisition de 60 table-bancs										
Construction d'une salle de classe										
Construction de 3 blocs de 2 salles de classe (16 500 000/bloc)										
Création d'une mare										
Aménagement aire marché à bétail										
Réfection abattoir										
Forage équipé										
Réhabilitation des										

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures de la Lettre Commande	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 semaines	4 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	12-16 semaines	1semaine
points d'eau										
Réhabilitation des points d'eau										
Réfection de 10 forages										
Extension du réseau d'eau										
Puits aménagés (construction de 2 puits équipés)										
Construction de 3 forages										
Construction d'un puits équipé										
Réhabilitation de 2 forages										
Réhabilitation d'un puits										
Construction de 8										

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures de la Lettre Commande	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 semaines	4 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	12-16 semaines	1semaine
forages (7 500 000/ forage)										
Construction de 5 forages										
Participation à l'extension du réseau électrique										
Construction de 5 latrines (3 500 000/ latrine)										
Construction case d'isolement au CMA										
Petit équipement pour les travaux HIMO										
Reboisement de										

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures de la Lettre Commande	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 semaines	4 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	12-16 semaines	1semaine
5000 plants										
Réfection local de la mairie										
Aménagement stade municipal (aire de jeu)										
Acquisition d'une moto										

TOTAL: 4 Semaines pour les études, 4 semaines pour COMES et signature des conventions, 18 semaines pour le processus de passation des marchés; 12-16 semaines pour la réalisation des travaux; 1 semaine prévue pour la réception provisoire

NB: Le maire avait préféré que leur canevas du Plan de Passation des marchés soit meilleur que celui proposé par le PNDP. Finalement ils n'ont pas élaboré le PPM.

11 CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT

11.1 PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELS

Les principaux impacts environnementaux potentiels du PIA sont : le déboisement (coupure d'arbre) pour les projets de construction, l'augmentation des déchets et des ordures due à l'accroissement des infrastructures.

Le tableau 1 présente les principaux impacts et mesures environnementales envisageables pour chaque microprojet du CDMT dans l'espace communal et village.

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
Construction des salles de classe	EP Dousgoum	<ul style="list-style-type: none"> -Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet -Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux Augmentation des revenus dans la zone du microprojet Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux Impacts liés aux déchets solides générés du fait de 	<ul style="list-style-type: none"> -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ou un titre foncier -Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien - Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; - - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Sensibiliser les populations de Dousgoums et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions - Respecter les emprises routières, Mettre le

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
		<p>l'exploitation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</p> <p>Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Construction de 02 salles	CES Douaye	-Risques liés à	-Obtenir un acte de

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
de classe		<p>l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet</p> <p>-Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage</p> <p>-Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts</p> <p>- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins</p> <p>- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site</p> <p>- Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA</p> <p>- Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux</p> <p>Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</p> <p>Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux</p> <p>Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</p> <p>Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</p> <p>-Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien</p> <p>- Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ;</p> <p>-</p> <p>- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</p> <p>- Reboiser les alentours de l'ouvrage</p> <p>- Sensibiliser les populations de Douaye et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions</p> <p>- Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</p> <p>- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la</p>

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
			<p>technique HIMO ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Réhabilitation de 05 salles de classe	LYCEE Tchatibali	<ul style="list-style-type: none"> -Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet -Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au 	<p>Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien - Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; - - Respecter les règles de

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
		<p>dégagement du site</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux <p>Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</p> <p>Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux</p> <p>Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</p> <p>Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Sensibiliser les populations de Tchatibali et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions - Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
			<p>d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation -
Construction d'une salle de classe	CETIC Tchatibali	<ul style="list-style-type: none"> -Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet -Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux Augmentation des revenus dans la zone du microprojet Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage 	<p>Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien - Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; - - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Sensibiliser les populations de Tchatibali et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions - Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
		<p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.) Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Construction de 3blocs de 2 salles de classe	CES Kada'a CES Douaye CES Werféo-wibiwa	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet -Conflits liés à l'utilisation,	Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site -Mettre en place un

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
		<p>et à la non pérennisation de l'ouvrage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux <p>Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</p> <p>Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux</p> <p>Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</p> <p>Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; - - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Sensibiliser les populations de Kada'a, Douaye, Werféo-wibiwa et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions - Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - - Mise en dépôt dans

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
			<p>les anciennes zones d'emprunt</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Construction d'une salle de classe	Ecoles primaires Espace communal	<p>Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet</p> <ul style="list-style-type: none"> -Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA 	<p>Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien - Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; - - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
		<p>- Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux</p> <p>Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</p> <p>Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux</p> <p>Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</p> <p>Amélioration de l'accès aux services de base</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</p>	<p>l'eau provenant des cours d'eau permanent</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Sensibiliser les populations de Tchatibali et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et réunions - Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge - Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
			gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Création d'une mare	Lalé-gouaré	Impacts socio-environnementaux préoccupants	Etudes d'impacts socio-environnementaux
Forage équipé	EP Kama		
Réhabilitation des points d'eau	Tchatibali-léré		
Réhabilitation des points d'eau	Tchatibali-mbogom		
Reboisement de 5000 plants (500F/plant)	Bosquet de Bihoré-Djamboutou		
Réfection de 10 forages	Kada'a (03) Kama (01) Werféo (01) Wibiwa (01) Madjakma (01) Bindiryel (01) Baiga (01) Goua (01)		
Construction de 5 latrines (3 500 000/latrine)	CMA T chatibali Carrefour commune Ces Kada'a; Douaye; Werféo		
Extension du réseau d'eau	Tchatibali		
Puits aménagés (construction de 2 puits équipés)	Tchatibali		
Participation à l'extension du réseau électrique	Tchatibali		
Réfection local de la mairie	Tchatibali		
Réfection abattoir	Tchatibali		
Construction case d'isolement au CMA	Tchatibali		
Aménagement aire marché à bétail	Tchatibali		
Aménagement stade municipal (aire de jeu)	Tchatibali		
Construction de 3 forages	Dougoum		

Micro-projets	Lieu d'implantation du micro-projet	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures atténuations
	Goua Koupirda		
Construction d'un puits équipé	Saoringwa		
Réhabilitation de 2 forages	Douaye ; Bindiryel		
Réhabilitation d'un puits	Baiga		
Construction de 8 forages (7 500 000/forage)	Bouri-dangba Kaolaré Malé-tli Lawang-tli Yondiki-kada'a Yekwang Ep gouna Youaye-mbogué		
Construction de 5 forages	Douaye Mandikerleké Holing Djamboutou(tli) Tiliga		
Participation à la construction d'un hôtel de ville	Tchatibali		
Renforcement du réseau électrique	Tchatibali		
Réfection des forages	Espace communal		

11.2 PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POTENTIELS

Quelques projets peuvent avoir des impacts socio potentiel tels que l'expropriation, le déguerpissement, les conflits d'intérêt. Ces différents problèmes peuvent être résolus pacifiquement d'une manière ou d'une autre.

11.3 MESURES D'OPTIMISATION OU D'ATTENUATION ENVISAGEABLES

Pour ce qui est des impacts environnementaux potentiel, les mesures correctives suivantes peuvent être envisagées: il s'agit du reboisement, de la création des bacs à ordures, du recyclage des ordures, de la construction des latrines des fosses sceptiques. Toutes ces mesures correctives sont intégrées dans les cadres logiques et dans les idées des projets.

Pour les impacts sociaux potentiels, la mesure corrective que nous trouvons judicieuse est celle **de la création d'une commission de règlement des litiges et des conflits est-ce que la création de commission est régie par une disposition jurisprudentielle ? quelles seront les compétences et les attributions de cette juridiction ? et le législateur camerounais a-t-il prévu des dispositions juridiques à cet effet ?** issus de la mise en œuvre des projets inscrit dans le cadre de ce Plan Communal de Développement

12 MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

12.1 COMPOSITION, ATTRIBUTION DU COMITE DE PILOTAGE DU PDC

Le Comité **devrait être composé ?** de membres présentant les caractéristiques suivantes :

- 1- Etre un élu local (Député, conseiller municipal);
- 2- Résider de préférence en permanence dans la commune;
- 3- Un adjoint au Maire (membre de l'exécutif communal en charge du développement local);
- 4- Un agent de la Commune (SG, agent communal, autre);
- 5- Etre disponible;
- 6- Avoir une bonne connaissance de la commune;
- 7- Etre imprégné des principes du développement participatif,
- 8- issu de la société civile (association ONG, confession religieuse, organisation paysanne, etc.);
- 9- un responsable sectoriel.

Pour ce qui est de la commune de Tchatibali, le comité de pilotage qui a été muté en comité de suivi comprend :

Président

Secrétaire :

Membre :

Tous les sectoriels basés dans la commune, le représentant de la société civile M. et Mrs....., les ministres de culte et autres

12.2 INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA, ET AU PS)

- Dispositif, outils et fréquence de suivi ;
- Mécanisme de révision du **PDC PCD** et de préparation du PIA
- Plan d'information et de communication sur la mise en œuvre du **PDC-PCD**

12.3 DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DE SUIVI

Le dispositif de suivi évaluation mise en œuvre pour le suivi des projets inscrits dans le cadre de ce plan communal de développement se présente ainsi qu'il suit : pour les projets à réaliser dans un secteur dont il existe un représentant sur place, celui-ci sera chargé de suivre les réalisations et d'informer les membres du comité. Ces derniers doivent rendre compte à Monsieur le Maire.

Pour le reste, un membre sera désigné pour suivre les travaux et rendre compte afin que le processus précédent puisse être mis en œuvre.

Pour la fréquence des suivis, les réunions mensuelles de suivis seront organisée et chaque début et fin d'année une réunion de suivi et d'évaluation seront organisées, cette réunion sera élargie à l'exécutif communal et aux autorités administratives de la place. Durant les 5 ans de mise en œuvre de ce plan, ces mécanismes seront valables et peuvent faire l'objet d'amendement pour une bonne exécution des taches qui leurs sont dévolues.

13 CONCLUSION ET RECOMMANDATION

Le PCD est un document indispensable de référence qui permet aux responsables de la commune de développer les synergies d'actions efficaces et efficientes entre les partenaires techniques et financiers en vue de propulser le développement et améliorer durablement les conditions de vie. Il peut être assimilé à un point focal entre les acteurs externes et internes. Il promeut la synergie d'actions entre les différentes parties prenantes à la dynamique de développement et la gouvernance locale.

La démarche utilisée pour l'élaboration de ce PCD a été participative; regroupant tous les acteurs politiques, traditionnels, religieux, les forces vives, les sectoriels au niveau du département et d'arrondissement, etc. leurs contributions ont conduits à l'élaboration des différents projets issus du plan de campagne et de préoccupation érigées de la base. Les problèmes prioritaires ont permis de formuler des microprojets. Ces problèmes sont issus du plan de campagne de l'exécutif communal et des cadres logiques élaborés par secteur. Les actions issues du plan de campagne sont priorisés par les acteurs politiques au niveau du plan d'investissement annuel. Le coût de ce plan s'élève à Douze Milliards Cent Quarante Quatre Million Cent Un Mille (12 144 101 000) francs CFA par contre les ressources mobilisables (CDMT) sont de l'ordre de Six Cent Deux millions Cent Soixante Dix Mille (602 170 000) francs CFA.

Pour mise en œuvre de ce PCD, l'exécutif est ainsi interpellé à plus de créativité, à trouver des voies et moyens en vue d'accroître les ressources locales et intéresser les partenaires par des projets de développement de la commune. Il est important pour le conseil municipal en général et l'exécutif communal en particulier, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets porteurs susceptibles de rendre leurs actions plus visibles devant leurs administrés. Les échanges concertés et constructifs entre les différentes composantes favoriseraient mieux l'avancée de la commune de Tchatibali.

Attention au plagiat, chaque plan de développement a sa réalité et retrace les problèmes d'une population unique et universelle. Ces paragraphes sont copiés du PCD de Guidiguis.

Bibliographie:

Atlas de la province de l'Extrême-Nord Cameroun.

Compte administratif commune de Tchatibali 2007, 2008, 2009, 2010,2011.

Rapport final BUCREP 2010

Rapport DAADER Tchatibali 2011

Rapport IAEB de Tchatibali 2011